# FRÉDÉRIC ENGELS 1820-1970

# CAHIERS MARXISTES



Revue trimestrielle N° 8

3° année / Décembre 1970 · Janvier-février 1971 Editée sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

#### Sommaire

Sommanc		
Maxime-Steinberg A l'origine du communisme belge : l'extrême-gauche révolutionnaire d'avant 1914	p.	3
Pierre Joye L'Europe des trusts ou l'Europe des travailleurs?	p.	35
Jacques Moins Démocratie et socialisme	p.	41
Renato Sandri Le défi chilien. Allende : « Nous tiendrons tous nos engagements »	p.	51
Jacques Nagels Réflexions sur l'actualité de Frédéric Engels	p.	57
Jean Blankoff Un grand écrivain satirique russe : Saltykov-Chtchedrine (1826-1889)	p.	69
Francis Tessa André Miguel, voleur de feu	p.	77
André Miguel Poèmes inédits	p.	81
Courrier	p.	85
	STATE OF THE PARTY AND THE	NAME OF TAXABLE PARTY.

### Comité de rédaction :

Edmond Dubrunfaut Augustin Duchâteau Maurice Haber Pierre Joye René Lonnoy Jacques Moins Jules Raskin Claude Renard Roger Somville Jean Terfve

#### Rédacteur en chef:

Augustin Duchâteau



# ERRATUM

Le prochain numéro des « Cahiers Marxistes » paraîtra en mars 1971.

# A l'origine du communisme belge : l'extrême-gauche révolutionnaire d'avant 1914

A la veille de la première guerre mondiale, le socialisme belge achevait l'évolution qui, dès l'invasion du territoire, l'intégra avec « l'Union Sacrée », dans la société bourgeoise.

Après vingt-cinq ans d'une histoire agitée, marquée de succès électoraux et parlementaires, mais aussi de conflits sociaux et politiques d'envergure, ce ferment de contestation sociale avait réussi à s'implanter dans la classe ouvrière et à rassembler en un mouvement politique solide ses principales forces économiques et sociales que le Parti Ouvrier Belge structurait. A ce stade, sans qu'il s'agisse, dans son cas, d'une révision, le socialisme belge n'envisageait plus l'émancipation des travailleurs hors d'un aménagement graduel et progressif du capitalisme. Il avait la vocation de participer à la mise en œuvre des réformes politiques et sociales qu'il réclamait pour la classe ouvrière.

Depuis l'échec cuisant de la grève générale pour le suffrage universel pur et simple de 1902 — la deuxième en dix ans — tous ses efforts tendaient à la victoire électorale de la coalition qui le liait au parti libéral : il était prêt à partager le pouvoir pour réaliser au gouvernement un programme de réformes qu'on se gardait de trop définir, mais où les revendications ouvrières, et en premier lieu, celle du suffrage universel pur et simple, étaient subordonnées au programme anticlérical qui fondait son alliance systématique avec le libéralisme belge.

Dès 1910, le P.O.B. consacra cette orientation en se prononçant formellement pour la participation au gouvernement, aux côtés de la bourgeoisie libérale.

1910 ne fut pas seulement une consécration de l'emprise du réformisme sur le P.O.B. Ce fut aussi l'année d'une prise de conscience : l'opposition au réformisme, jamais absente du parti; réagit. Représentant le tiers des votes au congrès de 1910 sur la participation gouvernementale, la minorité ne maintint pas longtemps son unité. Elle éclata en tendances divergentes, opposées.

La plus représentative fut « la gauche marxiste » ; mais velléitaire et attachée à l'unité qu'elle craignait de compromettre, elle se posa en mauvaise conscience du réformisme. Plutôt que d'opposer sa politique à celle de la majorité, elle réduisit son activité — encore qu'elle fût considérable — à l'éducation socialiste de la conscience ouvrière, par quoi elle espérait détourner du réformisme ambiant les militants des organisations ouvrières. Elle laissa le champ libre à une extrême-gauche révolutionnaire qui opposait les vertus de l'action directe aux compromis opportunistes et parlementaires de la majorité réformiste.

A première vue, cette extrême-gauche s'apparenterait à l'anarchisme ; mais le phénomène est plus complexe et plus nuancé. En vérité, on saisit ici les origines du communisme en Belgique, tel qu'il se constitua avant que la première guerre mondiale et la révolution d'octobre identifient la révolution sociale à la III° Internationale. On est aussi à la source de courants qui, notamment dans le mouvement syndical belge, maintinrent à travers le XX° siècle la tradition et le projet révolutionnaires dans le socialisme belge.

La participation d'anarchistes à l'extrême-gauche révolutionnaire d'avant 1914 résultait des tentatives de dépasser l'anarchisme qui prirent forme, après la défaite du P.O.B. en 1902. Ceux qui voulurent rompre avec son sectarisme dogmatique et son isolement individualiste cherchèrent une issue, qui dans le syndicalisme révolutionnaire, qui dans ce qu'on appellera « l'action de groupe » en l'absence d'une expression plus adéquate. Poursuivant des voies parallèles, mais contradictoires, ces tentatives échouèrent. Le syndicalisme révolutionnaire qu'il est abusif d'assimiler à l'anarchisme syndicaliste parvint néanmoins à s'implanter comme courant marginal dans la classe ouvrière, mais il connut l'échec dans son projet d'établir le syndicalisme dans l'indépendance à l'égard du P.O.B.

Plus malheureuse, l'autre tendance s'épuisa dans de vains efforts pour ériger l'anarchisme en un mouvement structuré capable de coordonner une volonté commune.

Leur échec les rapprocha et donna naissance à une première tentative de constituer l'extrême-gauche révolutionnaire en dehors du P.O.B., mais ouverte aux socialistes qui, dans les syndicats affiliés au parti ou acceptant son hégémonie, sympathisaient avec les théories de l'action directe. Cette tentative qui forma, en 1908/1909 une « concentration révolutionnaire » fut éphémère. D'une part, la branche anarchiste du syndicalisme révolutionnaire mit les circonstances à profit, en 1911-1913, et chercha à éloigner le syndicalisme du Parti ouvrier. D'autre part, l'attraction du P.O.B. était trop forte pour que l'extrême-gauche qui s'y organisait en tendance ne ralliât pas les anarchistes qui aspiraient à cette union révolutionnaire des tendances.

. . .

Les éléments de cette étude sur l'extrême-gauche révolutionnaire en Belgique avant 1914 sont inédits. Leur approche est rendue difficile par la dispersion et la déficience des sources. Elle est basée essentiellement sur un dépouillement de la presse confidentielle, anarchiste et « révolutionnaire ». Souvent les archives et les bibliothèques n'ont conservé que les premiers numéros de ces périodiques dont la parution était irrégulière et éphémère. En outre, s'il est possible, en glanant à gauche et à droite, de reconstituer une collection, celle-ci est rarement complète. Quant aux archives judiciaires et de la sûreté qui pourraient être précieuses, leur accès reste difficile et plein d'embûches administratives pour cette période. Mais dans ces limites, en dépit de lacunes inévitables, cette étude reconstitue la démarche qui aboutit, tant dans le P.O.B. que dans l'anarchisme, à la formation de l'extrême-gauche révolutionnaire d'avant 1914. (1)

<sup>(1)</sup> Cette étude paraît à la fois dans « Le Mouvement social », revue trimestrielle de l'Institut français d'Histoire sociale — Paris, et dans « Les Cahiers Marxistes ».

#### 1902 : L'OCCASION DE L'ANARCHISME

Le désastre que fut pour le P.O.B. l'échec de la grève générale de 1902 secoua l'anarchisme dans sa léthargie et nourrit, un moment, son espérance.

L'événement le confirmait dans sa critique du socialisme parlementaire et réformiste et les remous qu'il provoqua dans le parti comme dans la classe ouvrière lui parurent propices.

Débordée par la puissante agitation en faveur du suffrage universel pur et simple, la direction socialiste avait laissé l'initiative de la grève générale aux syndicats, mais elle s'était empressée d'arrêter le mouvement quand il avait menacé l'alliance parlementaire qu'elle désirait maintenir à tout prix avec les libéraux hostiles au suffrage plural et dont certains ralliaient le suffrage universel pur et simple.

La conduite de la grève et plus encore l'ordre de reprendre le travail provoquèrent un vif mécontentement dans le parti, la colère même.

Décus et défaits, une partie des travailleurs se détournèrent des organisations socialistes. Le P.O.B. traversa une passe pénible : enfant pauvre du socialisme, le syndicalisme fut le plus éprouvé : les syndicats socialistes perdirent plus de 60 % de leurs effectifs déjà peu fournis.

Peut-être cette désaffection était-elle le signe qu'une partie de la classe ouvrière jusque-là inféodée au P.O.B. se rapprochait de l'anarchisme et souhaitait, comme lui, que « les syndicats replacent leurs revendications sur le terrain nettement révolutionnaire et économique de la lutte des classes, abandonnent l'action politique, parlementaire, toujours faite de compromissions et de marchandages avec la bourgeoisie exploitante » (2)? L'anarchisme le crut, qui pensa s'engager dans la brèche ouverte par la défaite. Moins d'un mois après la grève, alors que le ressentiment était grand dans les rangs socialistes, l'anarchisme put réunir à Liège, un « congrès révolutionnaire » qui fut, pour la première fois, un succès de participation (3). L'anarchisme parut répondre à « l'urgente nécessité de faire comprendre à la classe ouvrière que la révolution seule - dont la grève générale peut être le prélude - amènera la fin du salariat par la transformation de la propriété capitaliste - patronale et étatiste - en propriété communiste et par la suppression radicale de toutes les contraintes légales opprimant les individus et les groupes +.(4)

Mais le congrès de Liège fut décevant : comme toujours dans les rencontres anarchistes, on votait des résolutions qui n'engageaient que leurs auteurs. L'individualisme et la crainte — la phobie — de tout autoritarisme paralysaient l'anarchisme lui-même. Dispersé en une infinité de tendances — « on torture la grammaire » pour se définir, ironisait un journal anarchiste —, le mouvement s'avérait incapable de mettre en œuvre ses résolutions. Il était inapte à coordonner son action. Il était significatif que la question d'une fédération libre des groupes révolutionnaires, inscrite à l'ordre du jour du congrès, ne fut même pas abordée.

## LE « PARTI » ANARCHISTE DANS L'ACTION DE GROUPE :

#### « LE GROUPE COMMUNISTE LIBERTAIRE » 1905-1907

Il restait que la réunion de Liège annonçait une préoccupation nouvelle de sortir l'anarchisme de son isolement et de surmonter son impuis-

<sup>(2)</sup> Résolution sur les syndicats du Congrès révolutionnaire réuni à Liège, les 18 et 19 mai 1902 ; voir « Le Réveil des Travailleurs, 31 mai 1902.

<sup>(3)</sup> Voir « Le Réveil des Travailleurs », 24 mai 1902.

<sup>(4)</sup> Résolution sur les réformes ouvrières du Congrès révolutionnaire; voir « Le Réveil des Travailleurs », 31 mai 1902.

sance. Le mouvement cherchait à se ressaisir et certains explorèrent dans l'action de groupe les voies de ce redressement.

Tel était le cas de celui qui se faisait appeler Georges Thonar. Ancien militant du P.O., Georges De Behogne était imprimeur et mieux que quiconque, il savait par expérience personnelle les difficultés d'une presse anarchiste qui, sans l'appui des groupes, s'épuisait à travers les échéances financières pénibles. Président du congrès de Liège, Thonar poursuivit son projet de structurer l'anarchisme. Pour opérer une sélection, il rédigea une plate-forme « Ce que veulent les anarchistes » où il écarta les nostalgiques de « la propagande par le fait » et les « originaux » qui apercevaient l'anarchisme dans toute attitude nouvelle, non conformiste.

Pour lui, l'anarchisme se situait dans « une propagande active, purement théorique et sans phrases », visant à « l'éducation intégrale » à travers les cercles d'études, les écoles, les conférences, les journaux et les brochures. Assurer « le développement de la dignité personnelle, de l'esprit d'indépendance et des sentiments de solidarité », tel était l'objectif immédiat de l'action de groupe (5). L'action directe n'était pas délaissée, mais l'anarchisme savait que les « émeutes » et « les révolutions » ne se créaient pas « artificiellement » ; que « l'arbitraire gouvernemental et l'exploitation capitaliste pousseront la masse qu'il faut éduquer en conséquence à une gigantesque grève générale, prélude de la révolution sociale » (6). Cette sagesse nouvelle apercevait même une vertu aux réformes tant décriées, non qu'elles fussent efficaces par elles-mêmes, mais « l'action éducative de la lutte menée pour les obtenir est utile à la classe ouvrière », (7)

Sur cette base, Thonar réunit, à Charleroi, en octobre 1904, un congrès assez représentatif qui, en adoptant sa plate-forme, accepta le principe d'une « Fédération amicale des anarchistes » avec congrès annuels, et dans l'intervalle, pour coordonner son activité, ... un comité! (8) Thonar en fut nommé secrétaire, mais, l'euphorie passée, il ne tarda pas à être déçu : la tenue d'un congrès annuel suffisait à la majorité qui refusait de s'engager au-delà, même dans « une entente purement volontaire et faite de décisions non imposées » (9).

Résolu à persévérer, Thonar fonda, le 25 juillet 1905, un « Groupe Communiste Libertaire », avec une trentaine d'anarchistes. Le G.C.L. formait, à la différence des groupes anarchistes existants, l'embryon d'une organisation structurée, on pourrait dire, d'un « parti » anarchiste. Il y avait des statuts ! Adoptés un an plus tard, les statuts ne comportaient sans doute que trois articles et reconnaissaient, dans l'esprit anarchiste, l'autonomie des membres et des « sections » mais ils marquaient la volonté de « provoquer de cette façon des relations entre camarades ... de nature à stimuler la propagande et à faciliter les moyens ». Chose extraordinaire, ces statuts instituaient une cotisation mensuelle de 50 centimes, somme relativement forte pour une organisation ouvrière, et surtout prévoyaient la radiation des membres après un retard de trois mois (10).

Devant « la puérilité » et « le verbalisme ridicule » qui régnaient dans l'anarchisme, le G.C.L. ne parvint à rassembler, après un an, qu'une centaine de militants répartis en une quinzaine de sections. Celle de Court-St-Etienne, avec Prosper Boesman comme sectionnaire, celle de Flémalle avec le syndicaliste Camille Mattard; de Charleroi, avec le syn-

<sup>(5)</sup> G. Thonar: « Ce que veulent les anarchistes », 16 p., réédition de 1909 par « Les Iconoclastes verviétois », p. 10.

<sup>(6)</sup> Idem, p. 14.

<sup>(7)</sup> Idem, p. 12.

<sup>(8)</sup> Voir le compte rendu du congrès anarchiste réuni à Charleroi, les 9 et 10 octobre 1904, dans « L'Insurgé », 15 octobre 1904.

<sup>(9)</sup> G. Thonar: « A la besogne », dans « L'Insurgé », 15 octobre 1904.

<sup>(10)</sup> Voir les statuts du G.C.L. dans « L'Insurgé », 4 août 1906.

dicaliste Léon Walter, semblaient avoir une existence réelle. Quant à la section de Stockel, dont Emile Chapelier était le sectionnaire, elle reposait sur « L'Expérience », la colonie communiste fondée dans la forêt de Soignes, près de Bruxelles. Une dizaine de personnes, femmes et enfants compris, se ménageaient l'indépendance matérielle pour « réaliser un milieu susceptible vis-à-vis de la condition salariée, de fortifier la foi révolutionnaire de ses habitants et de ses visiteurs ». Le journal « L'Insurgé », que Thonar avait lancé en 1903 avec l'équipe du défunt « Réveil des Travailleurs », était devenu l'organe du G.C.L. et, publié à « L'Expérience », il prit le nom d'« Emancipateur » (11).

La G.C.L. fut éphémère : les bonnes volontés s'épuisèrent et quand le congrès anarchiste de 1907 réclama sa dissolution, il était déjà moribond. Thonar ne se résigna pas. Croyant qu'« un esprit nouveau règne chez les camarades » et que les anarchistes étaient maintenant disposés à rompre avec « l'isolement dogmatique et stérile » (12), il reprit, en octobre 1907, la publication de « L'Insurgé » et avec la section de Court-St-Etienne, qui n'avait pas cessé ses fonctions, il voulut relancer le G.C.L. Mais Thonar et son « demi-quarteron » de partisans avaient perdu l'initiative.

Une Fédération anarchiste se constitua, en juillet 1908, à l'appel du « Groupe révolutionnaire de Bruxelles », mais elle ne répondait pas aux vues de Thonar. Fondée sur « la libre adhésion des groupes, sans statuts, sans règlement et sans comité », elle était trop soumise à l'influence du « Groupe révolutionnaire de Bruxelles » et de son journal violent et incendiaire, « Le Révolté » (13). Observant la tentative, Thonar et son groupe de « L'Insurgé » se tinrent à l'écart.

# LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE : UNE C.G.T. BELGE (1905-1908)

L'attitude des syndicalistes joua dans l'échec de Thonar. Ils avaient en commun, avec sa tendance, la volonté de sortir l'anarchisme des ornières de l'individualisme et ils avaient soutenu ses efforts, à partir de 1902, mais pour rallier, dans les congrès, les anarchistes à leurs vues.

C'est que la question syndicale divisait l'anarchisme. Il n'y avait pas seulement les individualistes de toute nuance qui dénonçaient le syndicat comme « une nuisance sociale », habituant le travailleur à une « discipline de fer » et qui s'employaient à combattre l'illusion des anarchistes cherchant dans le syndicat « la planche de salut » (14). Parmi la majorité des anarchistes qui dans les congrès acceptaient de voter, parfois avec des réserves, les résolutions sur les syndicats, des divergences sérieuses, graves et fondamentales, se manifestaient également.

En fait, dès le début du siècle, s'amorçait dans l'anarchisme l'opposition qui s'exprima avec éclat au congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907, entre le syndicalisme révolutionnaire et ce qu'il convient d'appeler l'anarchisme syndicaliste.

L'anarchisme, qui était favorable à la présence d'anarchistes dans les syndicats — on dira l'anarchisme syndicaliste — considérait cette

<sup>(11)</sup> Sur le G.C.L., voir « L'Insurgé », des 24 mars 1906, 21 juillet 1906, 9 février 1908, 9 août 1908; voir aussi « L'Effort », journal de G. Thonar qui fait suite à « L'Emancipateur » et précède la deuxième série de « L'Insurgé »; sur le milieu libre de Stockel, voir E. Chapelier : « Une colonie communiste », Bruxelles (mai 1906), 31 p.

<sup>(12)</sup> G. Thonar : « A nos amis », dans « L'Insurgé », 27 octobre 1970.

<sup>(13)</sup> Voir « L'Insurgé », 9 août 1908 et « L'Avant-Garde », 7 décembre 1908.

<sup>(14)</sup> Max Borgueil (Georges Rens dit): « Coalitions d'esclaves », dans « Le Réveil des Travailleurs », 19 octobre 1901. Dans « L'Insurgé », 15 avril 1906, G. Thonar publie les résultats d'un référendum parmi ses lecteurs qui permet de se faire une idée de l'intérêt porté par les anarchistes au syndicalisme. A la question « Étes-vous d'avis que l'on continue à fond la polémique sur le syndicalisme », 28 réponses négatives, 68 positives sur les 117 lecteurs participant au référendum.

activité comme une opportunité tactique : les syndicats étaient « une pépinière de révoltés » et les anarchistes y adhéraient, non comme ouvriers, mais en tant que tels, pour y faire « la propagande de l'anarchisme intégral ». Dans cette approche anarchiste du syndicalisme, l'anarchisme refusait de se concevoir comme un mouvement ouvrier contre la bourgeoisie capitaliste et n'acceptait pas d'identifier son action à la seule lutte de classe, lutte économique et révolutionnaire. Ces anarchistes ne manquaient pas d'accuser les syndicalistes-révolutionnaires d'être des « néo-marxistes » (15).

Le syndicalisme révolutionnaire dans la version anarchiste qui prévalait en Belgique, considérait au contraire que « le mouvement révolutionnaire est une lutte classe contre classe. L'enjeu en est la disparition ou le maintien de ces institutions (l'Autorité et la Prospérité) qui sont la base du mode capitaliste, la bourgeoisie cherchant à les maintenir parce qu'elles assurent sa suprématie, le prolétariat voulant les détruire parce qu'elles sont cause de son asservissement. Et le mouvement anarchiste qui s'assigne comme but la libération des opprimés est donc nécessairement un mouvement ouvrier car la grande masse des opprimés est la classe ouvrière qui ne peut attendre son émancipation que de son propre mouvement ». (16)

Le syndicalisme révolutionnaire engageait l'anarchiste à entrer dans les syndicats en tant que « prolétaire anarchiste » qui « a les mêmes intérêts économiques que les travailleurs des autres écoles socialistes ou philosophiques » et qui « a tout intérêt tant au point de vue de la propagande (anarchiste) qu'à celui du relèvement matériel de son sort à s'unir aux syndiqués contre le capitalisme ». (17)

Le syndicat était, en effet, le lieu privilégié de la lutte révolutionnaire de classe : « élément essentiel du mouvement ouvrier », le syndicat était l'instrument de « l'expropriation capitaliste », de « la prise des moyens de production et (de) leur mise en œuvre sur un mode nouveau, le mode communiste ». Moyen et fin de la libération révolutionnaire des opprimés, le syndicat était, pour le syndicalisme révolutionnaire, « le pivot du mouvement ouvrier révolutionnaire auquel le mouvement anarchiste (...) doit s'identifier ». En définitive, les anarchistes du syndicalisme révolutionnaire assimilaient l'anarchisme au syndicalisme. (18)

Dans cette optique, les syndicalistes ne restèrent pas longtemps confondus avec l'anarchisme. Leur objectif, tel qu'ils le proclamèrent une dernière fois au congrès anarchiste de Charleroi, en 1904, était de rechercher dans les syndicats, avec les autres syndiqués, « tous les moyens à employer — et notamment la grève générale — en vue d'obtenir des améliorations partielles et aussi de préparer le terrain pour la révolution sociale que surtout l'évolution économique de la société rend inévitable ». Prévoyant l'opposition qu'ils rencontreraient dans les « syndicats ayant érigé en dogme la panacée de la conquête des pouvoirs publics », ils se proposaient, dans ce cas seulement, à « organiser des syndicats distincts », mais de toute manière, d'« aider et encourager les fédérations socialistes neutres de syndicats existant et (de) faire le possible pour la réalisation d'une confédération générale du travail de Belgique en dehors de toute coterie politique dans le but précis de réunir dans le même orga-

<sup>(15)</sup> Voir G. Thonar: « Contradiction du néo-syndicalisme » dans « L'Insurgé », portant la date du 5 janvier 1907, mais datant de 1908; voir aussi du même, « Syndicalisme et anarchie : ni autocratie, ni démagogie, mais anarchie », dans « L'Insurgé », 9 février 1908, Thonar écrit dans cet article « pour nous, bien que nous soyons sympathiques au mouvement syndicaliste révolutionnaire, la vérité nous force à déclarer que nous restons en méfiance devant cette théorie... » ; voir encore du même, « L'Insurgé », 8 mars et 12 juillet 1908.

<sup>(16)</sup> Henri Fuss(-Amoré) : « Syndicalisme et anarchie : I. Le mouvement révolutionnaire », dans « L'Insurgé », 22 décembre 1907.

<sup>(17)</sup> Résolution sur le syndicalisme adoptée au congrès anarchiste de Charleroi, les 9 et 10 octobre 1904; voir « L'Insurgé », 22 octobre 1904.

<sup>(18)</sup> H. Fuss-Amoré : « Syndicalisme et anarchie ».

nisme tous les opprimés dont l'ennemi commun est le capitalisme et toutes les institutions sociales qui l'étayent ». (19)

Dès 1905, dans les milieux anarchistes acquis au syndicalisme révolutionnaire, cette tâche fut la préoccupation essentielle.

Au début de l'année, le syndicalisme révolutionnaire disposa, dans 
« L'Action Directe » que dirigeait Henri Fuss-Amoré, d'un journal de 
propagande et d'un centre de ralliement. Henri Fuss-Amoré était issu 
de la bourgeoisie libérale. Il était le neveu par alliance du vieux leader 
libéral progressiste Paul Janson. Orphelin et pauvre, il abandonna en 
1903 ses études d'ingénieur à l'Université de Liège, où son activité parmi 
les étudiants libéraux l'avait conduit, en passant par la libre-pensée 
rationaliste, à l'anarchisme. Entré dans la corporation des typographes, 
foyer de l'anarchisme, il donna au syndicalisme révolutionnaire belge son 
expression idéologique.

Autour de son journal se regroupèrent quelques petits syndicats de Charleroi et de Liège qui se réclamaient de « l'action directe ». L'Union des Mineurs Révolutionnaires du Bassin de Charleroi, dont le siège était à Gilly, abrita l'administration du journal.

A l'initiative des carolorégiens, un congrès « syndicaliste révolutionnaire » se tint à Charleroi, les 11 et 12 juin. Il rassembla les délégués de 24 localités, principalement dans le Hainaut, mais aussi des Gantois, des Bruxellois et des Liégeois, mineurs, verriers, typographes, menuisiers, métallurgistes et peintres. Il ne s'agissait bien souvent que de petits groupes, mais à Liège, les syndicalistes-révolutionnaires étaient relativement forts; ils formaient une « Fédération Neutre du Travail », s'appuyant principalement sur la « Fédération des Mineurs Révolutionnaires du Bassin de Liège ». De même à Charleroi, l'Union des Mineurs Révolutionnaires du Bassin, fondée en janvier 1904 par une quinzaine d'anarchistes, fournissait, avec ses 500 membres, un appui solide au mouvement.

Le congrès de Charleroi décida le principe de la création d'une Confédération Générale du Travail; un comité provisoire fut nommé, avec pour secrétaire, Léopold Preumont, le secrétaire de l'Union des Mineurs Révolutionnaires du Bassin de Charleroi. Mais il fallut attendre le 28 janvier 1906 pour tenir, à Bruxelles, le congrès constitutif de la nouvelle organisation, congrès qu'avait préparé une « Union des Travailleurs bruxellois » fondée par Henri Fuss-Amoré et à laquelle s'associèrent des anarchistes, comme Thonar et, il faut le noter, Emile Chapelier. (20)

La C.G.T. belge demeurait néanmoins squelettique et, dans cet état, incapable d'espérer rivaliser avec le syndicalisme socialiste. D'autant que dans le parti ouvrier, après le choc de 1902, les dirigeants, sous l'impulsion de Camille Huysmans, engagèrent la Commission Syndicale du P.O. à s'ouvrir aux syndicats non affiliés au parti. La résistance fut grande dans les syndicats socialistes qui tenaient à préserver les liens privilégiés qu'ils entretenaient, au sein du parti, avec l'action socialiste. Du côté des « Indépendants », on restait attaché à la neutralité politique qu'on considérait comme la garantie des succès remportés dans la lutte économique. C'était le cas généralement dans les syndicats de la petite et de la moyenne industrie qui occupaient une forte position professionnelle et qui redoutaient que l'affiliation au P.O. n'éloigne les syndiqués, non socialistes, anarchistes ou libéraux.

En 1906, un compromis fut accepté : les syndicats socialistes et les syndicats indépendants formèrent une Commission Syndicale du Parti

<sup>(19)</sup> Résolution sur le syndicalisme, « L'Insurgé », 22 octobre 1904.

<sup>(20)</sup> Sur le congrès syndicaliste révolutionnaire tenu à Charleroi les 11 et 12 juin 1905, dans « L'Insurgé », 22 juille: 1905 ; voir aussi « L'Insurgé », 16 décembre 1905, 27 janvier, 31 mars 1906 et 25 décembre 1907 ; voir aussi « L'Action Directe », 21 juillet 1907 ; « L'Affranchi », 1er novembre 1906.

Ouvrier et des Syndicats Indépendants qui, dans le respect de son autonomie, conserva des liens étroits avec le P.O.B. (21)

Trois importants syndicats « indépendants » refusèrent le compromis : les diamantaires d'Anvers — 3 000 syndiqués, soit la quasi-totalité de la corporation —, l'« Union Verrière » de Lodelinsart et surtout la puissante Fédération de la laine peignée de Verviers, qui, forte de ses 14.000 membres, était jalouse de sa neutralité politique.

La minuscule C.G.T. qui végétait dans les milieux syndicalistes-révolutionnaires accepta de s'unir aux syndicats indépendants dans un nouvel organisme, « la Confédération Syndicale Belge ». Comme l'expliqua Henri Fuss-Amoré, les syndicalistes révolutionnaires affirmaient » bien nette la nécessité d'un mouvement syndical autonome pratiquant la lutte de classe et poursuivant l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes », mais ils n'avaient pas « la prétention de vouloir diriger le mouvement ouvrier ; ils ne cherchent pas à créer des syndicats anarchistes ; ils ne veulent pas diviser la classe ouvrière en groupements d'opinion divers, ils veulent l'union des travailleurs dans la lutte de classes, ils veulent simplement, mais résolument participer à celle-ci en lutteurs dévoués jusqu'au bout, propager par leur exemple l'esprit de révolte le plus audacieux et orienter ainsi les masses ouvrières par les chemins les plus directs à quoi tout homme aspire, du communisme et de l'anarchie », (22)

Les contacts entre syndicalistes révolutionnaires et indépendants aboutirent, à partir d'un bureau provisoire, au congrès constitutif de la - Confédération Syndicale Belge », le 19 avril 1908, à Liège. Une cinquantaine de délégués y représentaient une dizaine de milliers de syndiqués répartis à Anvers, Courtrai, Bruxelles, Verviers, le Centre et Liège. (23)

A peine née, la C.S.B. fut privée de sa principale base ; au congrès préparatoire qu'organisa la Fédération Neutre du Travail de Liège, le 22 mars, les Verviétois avertirent qu'ils n'acceptaient d'adhérer qu'à un organisme réalisant l'unité entre la Commission Syndicale socialiste et la Confédération sur base de la neutralité politique. Sinon, les Verviétois s'abstiendraient, regrettant les divisions et les scissions provoquées par « l'intervention des politiciens ». (24)

Cette première défection ne laissait à la C.S.B. que 5.000 membres en ordre de cotisation, soit un budget insuffisant pour rémunérer un secrétaire permanent. Autre conséquence, l'absence des Verviétois déplacait le centre de gravité du nouvel organisme, vers le courant anversois qui, avec ses 3.000 affiliés, acquérait la prépondérance. C'est dire, regretta le syndicaliste hollandais Christian Cornelissen, que « la nouvelle organisation est bien loin d'être révolutionnaire. Néanmoins tous les petits syndicats à base d'action directe existant dans le pays, et notamment la Fédération du Travail de Liège, s'y sont ralliés dans l'espoir de l'orienter peu à peu dans leur propre sens ». (25)

Espoir illusoire, faut-il noter, car les Anversois étaient plus proches des socialistes, dont les écartait le seul souci de préserver leur neutralité politique. Pour isoler les syndicalistes-révolutionnaires, il suffisait qu'on mît fin à « la guerre », à « cet état permanent d'animosité et de conflit »

<sup>(21)</sup> Voir notamment C. Huysmans : « L'Unité ouvrière » dans « Le Peuple », 4 février 1907 ; E. David, « Le Ville congrès syndical du Parti duvrier belge », dans « Le Mouvement socialiste », mars 1907, p. 255.

<sup>(22)</sup> H. Fuss-Amoré : « Le syndicalisme au congrès anarchiste » dans « L'Action Directe », 8 septembre 1907. Le journel publie les résolutions du congrès anarchiste international d'Amsterdam auquel Henri Fuss-Amoré représenta la Fédération Neutre du Travail de Liège.

<sup>(23)</sup> Voir le compte rendu du congrès constitutif de la Confédération Syndicale Belge, tenu à Liege, le 19 avril 1908, dans « L'insurgé », 29 avril 1908 : « Chronique syndicale » de Christian Conélisson ; voir aussi « Le Travail », 13 mai 1908.

<sup>(24)</sup> Sur le congrès préparatoire de Liège, voir « L'Insurgé », 15 avril 1908.

<sup>(25)</sup> Voir « L'Insurgé », 29 avril 1908.

qui opposaient, à Anvers, la Fédération des Unions Professionnelles, créée par les diamantaires, et le Secrétariat ouvrier de la Fédération anversoise du P.O.B. Grâce à l'arbitrage de Camille Huysmans et de Jan Van Zutphen, le secrétaire du Syndicat Général des Diamantaires d'Amsterdam, un modus vivendi restaura, en janvier 1910, la paix entre les fractions rivales du syndicalisme anversois. (26) C'était l'acte de décès de la Confédération Syndicale Belge. La tentative d'enlever au Parti Ouvrier Belge son hégémonie sur le mouvement syndical belge avait fait long feu.

#### L'EXTREME-GAUCHE REVOLUTIONNAIRE,

#### A PARTIR DE L'ANARCHISME : 1908-1909

La disparition de la C.S.B. n'éliminait pas le syndicalisme révolutionnaire. S'il échouait dans son projet d'établir le syndicalisme à l'écart du P.O.B., il représentait maintenant un courant certes marginal, mais implanté dans quelques régions, en particulier à Liège, et qui ne manquait pas d'imprimer sa marque au syndicalisme belge. Dès 1908, au moment où se construisait laborieusement l'éphémère C.S.B. face à la Commission Syndicale socialiste, on pouvait considérer que « le sort du syndicalisme révolutionnaire n'est pas plus lié à l'une ou à l'autre de ces organisations qui, toutes deux, comptent des éléments sympathiques » à l'action directe. (27)

Mais, dans l'immédiat, privée du soutien des syndicats engagés dans la Confédération, la propagande du syndicalisme révolutionnaire était dans une passe difficile. « L'Action Directe » de Fuss-Amoré s'épuisait dans une gestion financière pénible. Son imprimeur, Georges Thonar, ne l'ignorait pas. Les groupes de « L'Action Directe » et de « L'Insurgé » étaient « l'és par des questions d'amitié et d'opinions » (28). Le rapprochement était possible, mais si Fuss-Amoré appréciait les efforts de Thonar pour unir, malgré les embûches, l'anarchisme dans une structure organisée, c'était » pour la propagande anarchiste dans les syndicats, la plus importante » à ses « yeux » (29) Cependant Thonar et ses amis, qui avaient apporté leur appui aux entreprises syndicalistes-révolutionnaires, refusaient de » se laisser absorbé(s) par l'action syndicaliste ». (30)

Entre « l'Action Directe » et « l'Insurgé », une polémique se développa à propos du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme à laquelle « L'Action Directe » mit fin, excédée par « ces discussions stériles sur des questions de théorie qui ne peuvent accroître en rien la vigueur du mouvement révolutionnaire et qui sont au contraire un des signes les plus caractéristiques et les plus attristants de l'impuissance où il végète actuellement ». (31)

Pour en sortir, « L'Action Directe » appela les amis de Thonar à s'inscrire dans une entreprise nouvelle : la concentration révolutionnaire. En juin 1968, « l'Action Directe » s'ouvrit à « toutes les énergies révolutionnaires qui veulent se manifester dans le mouvement ouvrier ». Elle se transforma en un « organe de concentration révolutionnaire, non pas réservé aux seuls anarchistes, mais à tous ceux qui ont éprouvé l'insuffisance des méthodes réformistes et parlementaires et préconisent l'action directe syndicaliste ».

C'est que « l'Action Directe » découvrait qu'« il y a dès à présent dans le mouvement syndical belge, tant dans les organisations affiliées

<sup>(26)</sup> Voir « Le Journal des Correspondances », janvier 1910, p. 2, 3 et 4; « Le Peuple », 7 décembre 1909, 19, 20 et 21 janvier 1910,

<sup>(27)</sup> Voir « L'Insurgé », 29 avril 1908.

<sup>(28) «</sup> A nos amis », dens « L'Insurgé », 28 juin 1908.

<sup>(29)</sup> H. Fuss-(Amoré) : « A propos du G.C.L. », dans » L'Insurgé », 3 février 1908.

<sup>(30)</sup> G. Thonar : « Simples remarques » dans « L'Insurgé », 3 février 1908.

<sup>(31)</sup> H. Fuss (-Amoré) : « Aux enarchistes » dans « L'Action directe », 15 mars 1908.

au Parti ouvrier que dans la nouvelle confédération (syndicale belge) un grand nombre d'hommes décidés à rompre avec le parlementarisme et les politiciens endormeurs ». Il s'agissait de les rassembler et de contribuer » de cette façon à établir la cohésion entre les éléments révolutionnaires aujourd'hui disséminés dans le mouvement ouvrier belge et y créer un véritable courant révolutionnaire ... » (32)

Thonar tergiversa encore. Rallier « l'Action Directe - ? Mais le journal était un « organe de concentration syndicaliste et non pas un organe anarchiste tel que nous le concevons »! (33) Mais il fallait cependant s'y résoudre, sous peine de disparaître : également accablé de dettes, « l'Insurgé » dut céder la main en septembre 1908. Et Thonar accepta la fusion qu'on lui proposaît puisque « bien loin de s'opposer les unes et les autres, les idées et les modes d'action préconisés par « l'Insurgé » et « l'Action Directe » se complètent mutuellement ». (34)

La fusion donna un nouveau périodique, « l'Avant-Garde », organe de « concentration révolutionnaire » qui appelait « tous ceux qui, socialistes, syndicalistes, anarchistes veulent coopérer à la lutte révolutionnaire contre l'Etat autoritaire et le capital exploiteur ». Le journal expliquait qu'» à l'heure actuelle où les partis socialistes parlementaires s'embourbent de plus en plus dans la voie réformiste, où loin d'accentuer l'antagonisme de classes et de surexciter la haine des travailleurs contre le capitalisme, on ne cherche au contraire qu'à les adapter, par de prétendues bonnes réformes à ce régime détestable, il est urgent qu'à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays, nous constituions ici en Belgique, entre anarchistes, syndicalistes et socialistes révolutionnaires, un mouvement d'avant-garde qui propagera l'esprit de révolte dans la classe ouvrière et en donnera le vigoureux exemple ». (35)

Le projet de constituer l'extrême-gauche, à partir de l'anarchisme, dans l'union de toutes les tendances révolutionnaires, y compris celles du Parti ouvrier, amorçait dans l'anarchisme une rupture qui se consomma au congrès anarchiste du 15 août 1909. Thonar et ses amis y participèrent, mais bien décidés à fonder les assises de cette extrême-gauche. La discussion y fut orageuse. Minoritaires, mais ralliant des appuis à Liège, à Charleroi, dans le Centre et à Bruxelles, ils rompirent avec la Fédération Anarchiste. (36)

Le jour même, ils fondèrent leur propre organisation, la Fédération Révolutionnaire. La section bruxelloise, constituée sur le champ, avertit les anarchistes que « leur propagande philosophique ne rime à rien, si elle ne vise à faire de chaque travailleur un homme conscient et de ces hommes conscients un faisceau, une force agissante ». (37) Les « fédérés » les invitaient à ne pas avoir de mépris pour la masse ignorante, y compris pour les ouvriers réunis dans le P.O.B., en dépit de « l'insuffisance et de l'influence pernicieuse de l'action électorale ». (38)

La Fédération Anarchiste et singulièrement « le Groupe Révolutionnaire de Bruxelles » qui était à l'origine de sa constitution, étaient hostiles à cette ouverture vers les socialistes. « Le Groupe Révolutionnaire de Bruxelles » s'était rassemblé quelques années plus tôt autour du journal « Le Communiste » qu'un ancien membre du milieu libre de Stockel, Gassy Marin, faisait paraître grâce à sa fortune personnelle. Petit à petit, il s'était emparé du journal et lui avait donné, en septem-

<sup>(32) «</sup> La situation du journal », dans « L'Action Directe », 7 juin 1908.

<sup>(33) «</sup> A nos amis ». dans « L'Insurgé », 28 juin 1908.

<sup>(34)</sup> Déclaration de l'Action Directe dans « L'Avant-Garde », 26 septembre 1908 (numéro double de « L'Action Directe » et de « L'Avant-Garde »).

<sup>(35)</sup> H. Fuss(-Amoré) : « Pour la révolte », dans « L'Avant-Garde », nº 1, 1er nov. 1908.

<sup>(36)</sup> Voir « Les anarchistes », dans « Le XXe Siècle », 18 août 1909.

<sup>(37)</sup> Manifeste de la section bruxelloise de la Fédération révolutionnaire, publié dans « Le Combat social », décembre 1909.

<sup>(38) «</sup> Qu'est-ce que la Fédération révolutionnaire », dans « Bulletin de la Fédération révolutionnaire », novembre 1909.

bre 1908, le titre « Le Révolté ». Les violences verbales de ce journal révélaient une passion qui ne tarderait pas à se concrétiser. Un jeune homme de 18 ans animait ce groupe. Forte personnalité dont on connaît la place qu'elle occupa dans le mouvement révolutionnaire international sous le nom de Victor Serge, le jeune Victor Lvovitch Kibaltchiche venait de la Jeune Garde Socialiste de Bruxelles, mais l'antimilitarisme radical de cette organisation du Parti ouvrier ne comblait pas ses vues. Partisan de la désertion militaire, « le rétif », comme il se faisait appeler, orientait son groupe vers les voies de l'illégalisme et n'avait que mépris pour les travailleurs organisés. Il fallait à l'encontre des « fédérés », « repousser toute compromission, toute alliance même passagère, toute collaboration avec les politiciens de quelque parti qu'ils soient ». « Le Révolté » ne voyait dans les socialistes « même les plus attentionnés, les sincères, que des « dilettantes » s'intéressant à leur vie béate satisfaite dans la considération imbécile des prolétaires conscients ". (39) L'heure était à l'action, comme le soulignait l'exécution en Espagne de Francisco Ferrer, dont le retentissement fut grand en Belgique. Il était urgent de « mettre en application les procédés terroristes appropriés aux formes d'oppression que nous subissons ». Imbu d'une - confiance absolue en ce recours à la tactique terroriste adaptée aux circonstances et aux événements », « Le Révolté » estimait que « l'ère de l'action violente violemment offensive, l'ère des représailles susceptibles de donner à la guerre sociale son caractère d'implacabilité révolutionnaire pourrait bien commencer ». (40) Dans cette optique, certains membres de l'équipe du « Révolté », comme « le rétif » ou le typographe Jean De Boe, songèrent à rejoindre leurs amis français, afin de s'associer aux aventures de la bande à Bonnot.

Il était dès lors évident, comme le souligna Emile Chapelier dans une mise au point que l'officiel du P.O.B. publia, qu'« aucun lien de solidarité » n'existait entre les deux Fédérations, qu'« aucun membre de l'un de ces groupes n'appartient à l'autre » (41); mais ceci signifiait aussi que la Fédération Révolutionnaire ne pouvait compter, du côté des anarchistes, que sur les rescapés de l'ancien G.C.L. Son secrétaire fédéral était J. Bonnart, l'un des animateurs de l'impérissable section de Court-St-Etienne. Georges Thonar était le secrétaire de la section bruxelloise et Félix Springael, un ancien du milieu libre de Stockel, en était le trésorier. Mais les anciens du G.C.L. étaient maintenant disposés à s'ouvrir au-delà de l'anarchisme. La déclaration de principe du nouveau groupe révélait un souci scrupuleux de ménager les susceptibilités d'école. Le « but du socialisme intégral » n'était pas autrement défini que comme - l'instauration d'un milieu social dans lequel chacun produira selon ses besoins et ses facultés et consommera selon ses besoins ». Soulignant que la bourgeoisie « s'y oppose par tous les moyens, y compris et surtout par la violence ", la Fédération affirmait que « l'émancipation des travailleurs ne deviendra réelle que par l'abolition du système capitaliste », qu'elle « sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et qu'elle « sera conquise essentiellement par l'action directe ». (42)

La Fédération se voulait être un groupe de pression : elle n'était « ni parti-ouvriériste, ni anarchiste, ni syndicaliste », « elle groupe en son sein pour une besogne déterminée, des individus qui appartiennent à ces trois catégories mais elle se refuse en tant qu'organisation à se prononcer en faveur d'une d'entre elles » ; elle cherchait « à rapprocher tous les socialistes sincères et de bonne volonté », tous ceux qui, anarchistes, socialistes et syndicalistes, étaient unis par leur « opinion commune sur la valeur de la lutte des classes ». La tâche de la Fédération était de les

<sup>(39)</sup> Rhillon : « Déliquescence socialiste », dans « Le Révolté », 15 octobre 1909.

<sup>(40)</sup> Rh(illon): « Les leçons d'un assassinat », dans « Le Révolté », 15 octobre 1909.

<sup>(41)</sup> Lettre d'Emile Chapelier, datée du 24 octobre 1909 publiée dans « Le Peuple », 26 octobre 1909.

<sup>(42)</sup> Déclaration de principe de la Fédération Révolutionnaire, dans « Le Combat social », décembre 1909.

convaincre que leur action « ne peut aboutir réellement qu'à condition de se placer nettement sur le terrain de la lutte des classes et d'employer les méthodes de l'action directe ».

Faisant allusion aux débats qui se déroulaient à cette date dans le P.O.B. à propos du ministérialisme, et à la Fédération bruxelloise du parti à propos du syndicalisme, la Fédération révolutionnaire expliquait longuement la présence de socialistes dans ses rangs. « Au sein du P.O., un certain nombre d'affiliés (...) sont loin de trouver suffisante l'activité de leur parti - : ils ne pouvaient se - résoudre à marquer le pas avec les grandes masses -. Devant l'indifférence de la classe ouvrière, ils étaient tentés de « désespérer du mouvement ouvrier » ; mais ces « socialistes ont pour la plupart vécu les heures enfiévrées de 1893 et de 1902; ils se souviennent avec enthousiasme d'un P.O. dont les manifestations avaient grande allure et dont chaque action était une bataille ». Persistant à croire qu'« il est possible de secouer l'engourdissement passager de la classe ouvrière et de lui rendre l'enthousiasme et l'énergie de jadis », ces socialistes déploraient « l'importance prise par l'action électorale et parlementaire ». « C'est l'action électorale qui a énervé le mouvement socialiste », elle a conduit aux compromissions avec les partis bourgeois et « sous l'influence des combinaisons et des promesses parlementaires, la tradition vraiment socialiste se perd jusque dans le ministérialisme », « les aspirations populaires se concrétisent dans des revendications puériles, l'esprit réformiste et temporisateur annihile l'esprit de révolte, rend les masses inertes et indifférentes aux tentatives de conciliation sociale ".

Pour ces socialistes hostiles au réformisme et au parlementarisme, il fallait « remonter le courant à tout prix », mais dans le parti ouvrier, à cause de sa masse et de l'opportunisme des grandes foules, il était « impossible même à quelques individualités d'agir »; il en était de même pour les militants des syndicats qui, « par les grandes masses qu'ils groupent sont peu propres à faire du socialisme intégral »; d'autant que, « comme le Parti ouvrier », ils avaient « la fâcheuse et fatale tendance à se confiner dans un réformisme fallacieux ». Fallait-il quitter ces organisations? Non, mais l'adhésion à la Fédération révolutionnaire qui, par son indépendance était capable de préserver le drapeau du socialisme intégral, permettait à ces socialistes et à ces syndicalistes « de s'imprégner de l'esprit de classe, de révolte et de revenir, dans leurs organisations, aux méthodes fécondes de l'action directe ». (43)

Si l'anarchisme traditionnel n'avait pas suivi la Fédération, les partiouvriéristes et les syndicalistes devaient, les uns et les autres, rester sourds à ces explications qui étaient autant d'appels. Les débats dans le P.O.B. en 1909 signifiaient précisément que l'opposition au réformisme s'y développait. Prenant conscience d'elle-même, la minorité fidèle à la tradition de lutte de classe, tendait à détourner l'action socialiste de la collaboration permanente avec le Parti libéral et de la fonder sur le propre mouvement des travailleurs organisés. Dès 1911, d'ailleurs, les révolutionnaires relançaient dans le parti l'idée de la grève générale que le parti réticent dut reprendre à son compte après les décevantes élections de 1912. La préparation de la grève générale de 1913 permit, d'autre part, une transformation décisive des structures du mouvement syndical.

Dans ces circonstances politiques et syndicales, les syndicalistes révolutionnaires qui restaient en dehors du P.O.B. s'essayèrent, là où ils étaient le mieux implantés, à regrouper les résistances. Dès 1911, la défunte Fédération Neutre du Travail de Liège se reconstitua en une Union des Syndicats de la Province de Liège et, en 1913, son journal, « L'Action Ouvrière », diffusé à près de 2.000 exemplaires, mena campagne contre « le chancre » de la centralisation syndicale (44). A son

<sup>(43) «</sup> Qu'est-ce que la Fédération Révolutionnaire », dans « Bulletin de la Fédération Révolutionnaire », novembre 1909.

<sup>(44) «</sup> Déclaration de Naissance », dans « L'Action Ouvrière », 1er juin 1913.

deuxième congrès, en avril 1913, l'opportunisme que manifestait la direction du Parti ouvrier dans la préparation de la grève générale, lui fournit l'occasion de « renouveler sa confiance au syndicalisme révolutionnaire ... devant les bassesses et les détours des politiciens vouant le prolétariat belge à une crise morale et lui enlevant cet esprit de révolte auquel sont dues les réformes sociales acquises depuis 1886 ». (45)

En octobre de la même année, ses efforts aboutirent à la tenue d'un congrès syndicaliste où une cinquantaine de délégués représentant quelque 10.000 syndiqués fondèrent une nouvelle « Confédération Syndicale Belge » sur la double base de la neutralité politique et du fédéralisme organique. Si cette tentative témoignait de la persistance du syndicalisme révolutionnaire en Belgique, l'échec était évident, face aux 125.000 membres du syndicalisme socialiste dont les structures centralisées étayaient l'implantation dans la classe ouvrière. (46)

Ainsi, ceux-là mêmes que la Fédération révolutionnaire voulait unir en 1909, poursuivirent, dans leurs propres organisations, mais sans répondre à son appel, l'action qu'elle avait vocation d'inspirer. Sans leur appoint, la Fédération révolutionnaire était morte-née. Son existence fut éphémère. Le journal qu'elle lança, en décembre, « Le Combat social », n'eut guère de numéros. Il ne restait donc d'issue, pour ses promoteurs, que l'entrée, sous une forme ou une autre, dans le Parti ouvrier pour rejoindre ceux qu'ils avaient appelé à constituer l'extrême-gauche révolutionnaire.

Certains, tel Emile Chapelier, rejoignirent le parti, dès 1908-1909, malgré l'hostilité qu'ils y rencontrèrent : « c'est que les parti-ouvriéristes (je ne dis pas les socialistes, c'est autre chose) ont peur que les machines à voter prennent contact avec les révolutionnaires », expliquait Chapelier. (47) D'autres, poussés par les circonstances, tentèrent de s'y faire accepter comme tendance organisée.

Le journal « Le Communiste » que Thonar et Springael publièrent, en juillet 1911, essaya cette voie. Conscients que la préoccupation unique de la classe ouvrière était à ce moment « le renversement des cléricaux, la conquête du Suffrage Universel », ces anarchistes s'y ralliaient. Ils souhaitaient même la réalisation rapide de ces objectifs et l'entrée de socialistes dans un gouvernement anticlérical. Leur souci était de préparer le terrain pour le moment où « désabusé enfin des demi-mesures, des tactiques émollientes, des promesses fallacieuses, le peuple belge travaillera d'une façon irrésistible au renversement de l'ordre bourgeois ». (48)

"Le Communiste ", soutenu par "L'Exploité " que publiaient depuis quelques mois les révolutionnaires du parti, appela à la création d'un "Groupe socialiste d'action directe " à Charleroi, en septembre 1911. Constitué de " révolutionnaires appartenant aux écoles anarchiste et socialiste ", ce groupe acceptait comme une nécessité " inéluctable " les réformes et le parlementarisme, bien qu'il n'attendit pas, de ces moyens, " la solution définitive du problème social ". Il se prononçait en faveur de " l'expropriation des moyens de production " et découvrait dans " le syndicalisme compris dans son sens le plus large, c'est-à-dire s'occupant de tout ce qui peut apporter plus de bien-être à l'individu et à la collectivité aussi bien dans l'ordre moral et philosophique que dans l'ordre économique ", " le groupement le plus favorable pour la lutte actuelle de classe des travailleurs et comme pouvant être l'embryon de

<sup>(45)</sup> Compte rendu du Congrès de l'Union des Syndicats de la Province de Liège, tenu le 6 avril 1913 dans « L'Action Ouvrière », 1er juin 1913.

<sup>(46)</sup> H. (Fuss)-Amoré : « Création d'une Confédération Syndicale Belge », dans « La Vie Ouvrière », 5 novembre 1913.

<sup>(47) «</sup> L'Avant-Garde », 1er novembre 1908.

<sup>(48) «</sup> Appel », dans « Le Communiste », juillet 1911.

la société à venir ». (49) Soucieux de l'union des travailleurs malgré les divergences de vues et de méthodes, le Groupe se considérait comme » le lien qui doit unir les opprimés et les exploités partisans des méthodes d'action directe et révolutionnaire raisonnée ». Mais, au lieu d'appeler, comme l'ex-Fédération révolutionnaire, les socialistes à rejoindre le Groupe, c'est le Groupe, en tant que tel, qui demanda son affiliation au parti ouvrier. Les concessions au parlementarisme et au réformisme n'étaient cependant pas suffisantes pour que le Conseil Général du Parti fermât les yeux sur la référence à l'anarchisme.

Après cet échec, il ne restait aux « révolutionnaires » de l'anarchisme et du syndicalisme qu'à entrer dans le Parti par la seule voie qui ne posât pas de problème, l'adhésion individuelle à une organisation, syndicats ou cercles d'études, déjà affiliée au parti. Ceux qui s'y refusaient étaient condamnés à de vains efforts désenchantés pour relancer l'anarchisme.

# LE SYNDICAT DES EMPLOYES SOCIALISTES DE BRUXELLES : LA BASE DE L'EXTREME-GAUCHE SOCIALISTE (1910-1913)

Dans le parti ouvrier, l'extrême-gauche révolutionnaire avait pour base principale le syndicat des employés socialistes de Bruxelles. Ce fut à cette organisation qu'adhéra Emile Chapelier et c'est elle qui fournissait à la tendance révolutionnaire ses principaux porte-parole, Joseph Jacquemotte, Emile Chapelier et Raphael Rens étaient tous trois militants du syndicat, mais des trois, le jeune Joseph Jacquemotte représentait la tendance avec le plus d'autorité; Rens et Chapelier étaient plutôt ses parrains.

Emile Chapelier, le vieux routier de l'anarchisme, avait sa place au syndicat comme gérant d'une librairie saint-gilloise. Ancien mineur, autodidacte, écrivain prolixe, il avait été de toutes les entreprises anarchistes : syndicalisme révolutionnaire, milieu libre, espéranto (il avait présenté avec son ancien ami Gassy Marin un rapport à ce sujet au congrès international anarchiste d'Amsterdam, en 1907), procréation consciente (sa librairie diffusait la propagande contraceptive, vendait des préservatifs et lui-même conférenciait dans les groupes de Jeunes Gardes Socialistes bruxellois).

Raphael Rens, également âgé, était un ancien professeur, journaliste parlementaire et militant de la libre-pensée où, à l'instar des anarchistes, il refusait de considérer comme les libéraux et les socialistes par préoccupation électorale, que la religion fût une affaire privée. Il prétait sa plume à l'organe du syndicat, « L'Employé », dont il assumait la rédaction.

L'un et l'autre soutenaient l'ardeur du jeune Joseph Jacquemotte ; né en 1883, Jacquemotte était le fils d'un ancien sous-officier de carrière d'origine ouvrière qui entra dans la police communale. Grâce à son père, il bénéficia d'une instruction primaire à l'école des pupilles de l'armée, mais il fut réformé, pour sa vue, quand à 16 ans, il s'engagea comme caporal recommandé au troisième régiment de ligne. Il entreprit de gagner sa vie comme employé. S'il participa, comme jeune garde socialiste, aux bagarres de rue qui marquèrent à Bruxelles l'agitation pour le suffrage universel en 1902, il ne se syndiqua que plus tard, quand il travailla chez Bernheim et Meyer. Licencié pour activité syndicale, il entra au comité du syndicat des employés socialistes qui le désigna au secrétariat permanent créé en avril 1910. (50)

<sup>(49)</sup> Voir la déclaration de principe du « Groupe socialiste d'action directe » de Charleroi, dans « L'Exploité », ler octobre 1911 .

<sup>(50)</sup> Voir « renseignements biographiques fournis par J. Jacquemotte lui-même en réponse au questionnaire du Parti Communiste », publiés dans E. Stiers ; « Jacquemotte, sa vie, son œuvre », Bruxelles, 1937, 63 p.

Jacquemotte était avant tout un militant syndical : bon tribun, il n'était guère théoricien, sa formation doctrinale était rudimentaire et éclectique, faite plus de brochures de propagande que d'ouvrages d'idéologie : les séjours en prison que lui valut son action syndicale — dont trois mois en 1911 — furent l'occasion d'enrichir son bagage intellectuel ; du marxisme, il ne connaissait à cette époque que Lafargue et... Vandervelde, il s'en imprégna, pendant la guerre, à partir des cours qu'il suivit à la Centrale d'Education ouvrière.

Comme nombre de militants belges, surtout dans les syndicats, Jacquemotte cherchait son inspiration en France, C'est que, comme devait le reconnaître le journal officiel du parti, les Français, « par leur action constante, par leur énergie, ont créé une atmosphère d'enthousiasme et de foi révolutionnaire dont les ouvriers belges pourraient bien s'imprégner un peu » (51); et « La Lutte de Classe », qui invitait les syndicalistes à s'inspirer plutôt des puissantes organisations syndicales allemandes, regrettait que » l'instinctive impulsion révolutionnaire des couches souvent les plus intelligentes de la classe ouvrière » belge fût par trop attirée par l'exemple français. (52)

Préoccupé de mener l'action syndicale parmi le personnel des grands magasins, Jacquemotte fut séduit par les pratiques d'action directe mises en œuvre par les «cégétistes» parisiens pour arracher en 1909 la fermeture des magasins à 19 heures. Ses contacts avec les Français le désignèrent pour assurer la correspondance belge, en partage avec Henri Fuss-Amoré, de « La Vie Ouvrière », la revue syndicaliste-révolutionnaire que Pierre Monatte venait de lancer. Il s'agissait plutôt d'informer les lecteurs français que les deux ou trois douzaines d'abonnés belges.

Le syndicalisme révolutionnaire apparaissait, chez ce dirigeant des employés socialistes, comme la réponse aux nécessités de l'action syndicale dans un milieu où les conditions étaient particulièrement difficiles. Emile Chapelier qui, pour servir le recrutement du syndicat, avait rédigé un « catéchisme syndicaliste » dont le succès fut grand, n'hésitait pas dans les meetings des employés à fustiger cette « corporation d'avachis, d'apprentis bourgeois qui se contentent de leur sort actuel parce qu'ils espèrent dans leur hiérarchie devenir à leur tour des exploiteurs ou des chefs au service des exploiteurs » (53). Le syndicat espérait vaincre la résignation des employés en payant d'exemple, le plus souvent par les techniques de l'action directe dirigées de l'extérieur vers les employés au travail.

Parmi ces techniques, le sabotage et le boycottage avaient la préférence. Le seul article à portée théorique que Jacquemotte écrivit dans cette période, était consacré au sabotage : « une des meilleures armes », « un geste de défense légitime, geste d'instinct », le sabotage était conçu comme une « science de la lutte économique » : il s'imposait « quand la grève est impuissante ou perdue » et les syndiqués n'avaient pas à s'embarrasser d'une légalité fallacieuse. Cet article connut une grande diffusion : « L'Employé » et surtout « Le Journal des Correspondances » de la Commission Syndicale le publièrent. (54)

Le syndicat illustrait cette théorie dans des actions spectaculaires : avec l'aide de jeunes gardes socialistes, de militants d'autres syndicats, notamment des peintres ou des ouvriers du bâtiment, parfois même en appelant à la rescousse des ouvriers d'autres professions en grève, les activistes du syndicat menaient la vie dure aux directions des grands magasins qui refusaient de donner satisfaction aux revendications. La bête noire du syndicat fut la maison Tietz, rue Neuve, contre laquelle

<sup>(51)</sup> A. Dewinne : « Le syndicalisme français », dans « Le Peuple », 3 octobre 1910.

<sup>(52) «</sup> Un centraliste : pour l'œuvre syndicale », dans « La Lutte de Classe », 15 août 1911.
(53) E. Chapelier, au meeting corporatif du Syndicat des Employé ssocialistes de Bruxelles, le 12 août 1909, dans « Le Peuple », 14 août 1909.

<sup>(54)</sup> J. Jacquemotte: « Le sabotage », dans « L'Employé », mars 1911.

les employés déployèrent une agitation qui, selon « Le Peuple », prêt à lui retirer son appui, menaçait de dégénérer » en désordres superflus et en violences inutiles ». « Le Peuple », embarrassé par la publicité que lui accordait la Maison Tietz et qui veillait à préserver son indépendance, refusait de suivre le syndicat dans son opiniâtreté intransigeante : « on n'imagine pas une insurrection contre une firme! » (55) A maintes reprises, les activistes avaient paralysé la vente, soit en manifestant rue Neuve, à l'occasion des illuminations de fin d'année, soit en jetant des boules puantes dans le magasin. En d'autres endroits, pour faire respecter la fermeture hebdomadaire des magasins de confection de la rue de Laeken, le dimanche dès midi, les militants jouaient aux chalands, essayant qui des costumes, qui des pantalons.

Dans ces actions, le secrétaire des Employés socialistes payait de sa personne et ses arrestations lui acquirent une grande popularité dans la classe ouvrière de la capitale. Lors de sa « scandaleuse condamnation » à trois mois en 1911, une manifestation de 6,000 personnes réclama sa libération, à l'appel de la Fédération bruxelloise du parti, qui, soucieuse de lever l'hypothèque libérale, mettait l'accent sur les revendications sociales, notamment sur l'abrogation de l'article 310 du Code pénal dont les militants syndicaux étaient les victimes. (56) Le succès du syndicat fut grand également parmi les employés : en deux ou trois ans, le syndicat devint l'un des plus importants de la Fédération bruxelloise du parti. D'autre part, la Fédération Nationale des Employés Socialistes, dont il était la principale assise, se rallia à ses vues, à son congrès national en août 1910. Une résolution présentée par l'anarchiste Georges Petit-Disoir, le secrétaire de la petite section montoise, et amendée par Jacquemotte et Chapelier, marqua l'adhésion de la Fédération au syndicalisme révolutionnaire.

Considérant que « toutes les revendications ouvrières n'ont jamais abouti que par l'action directe, souvent violente », les employés ne réduisaient pas l'action syndicale à la seule revendication : « le syndicalisme, disaient-ils, poursuit un but autrement grand et beau que de réclamer quelques améliorations d'ordre purement matériel », mais ils ne précisaient pas davantage. Il leur suffisait d'affirmer que « la transformation de la société aura fatalement des phases violentes » pour engager « les militants syndicalistes à prêcher le sabotage et le boycottage des maisons où le personnel est mal traité » et « à saisir toutes les occasions pour entretenir l'ardeur révolutionnaire du prolétariat ». (57)

S'il n'était guère élaboré, ce syndicalisme révolutionnaire, attitude plus qu'idéologie, parvenait dans son pragmatisme même à s'affirmer dans un parti politique que sa doctrine répudiait. Les Employés socialistes s'accommodaient, en effet, de l'obligation que leur imposait leur adhésion au parti de prendre part à une action politique dominée par ses aspects électoraux et parlementaires.

Loin de rejeter toute action politique, ils considéraient que « dans tous les pays, la lutte économique qui, de plus en plus, se présente comme une lutte contre l'Etat bourgeois, ne saurait être menée avec toute la netteté nécessaire que lorsque la classe ouvrière a conquis son égalité politique ». Dans une correspondance datée de 1912 à « La Vie ouvrière », Jacquemotte, justifiant l'attitude de ses camarades, ne craignait pas d'annoncer que « c'est avec ardeur que les militants syndicalistes et même des militants anarchistes luttent en ce moment afin de

<sup>(55) «</sup> Les manifestations de Tietz », billet du « Peuple », 23 avril 1910.

<sup>(56)</sup> Au meeting qui eut lieu à l'occasion de la manifestation du 29 janvier 1912, le député de Bruxelles, Léon Meysmans, déclara que « Joseph Jacquemotte prouve (en prison) que la classe ouvrière n'obtiendra les réformes qu'on lui refuse qu'en les arrachent par la force de sa volonté mise au service de l'action syndicale et politique » (voir le compte rendu dans « Le Peuple », 30 janvier 1912).

<sup>(57)</sup> Voir la résolution dans le compte rendu du congrès de la Fédération Nationale des Employés socialistes, tenu à Mons, le 28 août 1910, dans « Le Peuple », 30 août 1910.

conquérir des droits politiques qui doivent déblayer la route pour les luttes futures ». (58)

Acceptant la lutte politique, les Employés socialistes refusaient de subordonner la lutte syndicale à l'action politique, et surtout le syndicat au parti. Pour eux, la lutte de classe s'identifiait à la lutte économique dont le syndicat était, par excellence, l'instrument. Toute leur idéologie se résumait dans cette résolution qu'ils firent adopter par un congrès de la Commission Syndicale; proclamant que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », la résolution condamnait « toute compromission avec les patrons (qui) ne peut qu'amoindrir leur action de classe ». (59) Il devait en être de même dans le parti. A un congrès, Jacquemotte applaudi par les délégués, lança qu'il aimait « mieux les ouvriers qui se défendent eux-mêmes que ceux qui se font défendre par les hommes d'une autre classe ». Et, il n'hésita pas à souligner que « dans une ligue ouvrière (l'organisaton politique du P.O.), je puis actuellement rencontrer un bourgeois qui me vole sur le terrain économique : C'est ce qu'il ne faut pas ». (60)

Les critiques les plus virulentes des employés — et la verve anarchiste de Chapelier s'épanchait volontiers dans ce thème — mettaient en cause dans le parti la suprématie des « militants qui prêchent l'électoralisme et qui ont créé la mentalité électorale opposée à la mentalité syndicale et révolutionnaire ». Elles opposaient les syndicalistes à ces « bons socialistes, « conformes », réfléchis et sages, parlementaires et réformistes avec qui nos dirigeants et nos gouvernants font d'ailleurs bon ménage et qui n'ont que haussement d'épaules et dédain pour nous, socialistes révolutionnaires, demeurés fidèles à l'esprit et à la tradition socialiste ». (61)

Mais ces critiques ne signifiaient pas que les Employés socialistes répudiaient le parlementarisme et l'action législative : ils les subordonnaient à l'action syndicale qui restait essentielle. « Le parlement, pas plus que les patrons, ne se mettra en marche que si les employés sont fortement syndiqués. C'est donc le syndicat seul qui fera obtenir satisfaction aux employés », disait Raphael Rens dans un meeting revendicatif à Bruxelles. (62) Sans craindre d'étonner ceux qui n'ignoraient pas son passé libertaire, Chapelier réclamait même, dans un congrès de la Commission Syndicale, que « les parlementaires socialistes soient appuyés par les ouvriers. A cette condition, ils feront quelque chose ». (63)

Le scepticisme à l'égard de l'action parlementaire, dont les employés se faisaient les porte-parole dans les réunions du parti, traduisait une prise de conscience qui s'opérait depuis quelques années dans les milieux syndicaux, devant les déceptions de l'action politique. « Cette action n'a pas donné ce qu'on en attendait », avouait Vincent Volckaert, le dirigeant syndical des peintres, l'un des rares non-parlementaires à siéger au bureau du Conseil général du P.O.B. (64) Dans cet esprit, un courant s'affirmait qui, sans rejeter l'action politique, découvrait dans le syndicat « le véritable mode de groupement », « le pivot du mouvement

<sup>(58)</sup> J. Jacquemotte: « Vers la grève générale », dans « La Vie Ouvrière », 20 août 1912, p. 638.

<sup>(59)</sup> Voir la résolution présentée par le Syndicat des Employés socialistes de Bruxelles et adoptée à une forte majorité par le XIIe congrès de la Commission Syndicale, le 26 décembre 1910, dans « Le Journal des Correspondances », janvier 1911, p. 6.

<sup>(60)</sup> Voir l'intervention de J. Jacquemotte au XXIXe congrès annuel du P.O.B., le 14 avril 1914.

<sup>(61)</sup> R. Rens : « Pour nos vieux », dans « L'Exploité », 5 mars 1911.

<sup>(62)</sup> Voir l'intervention de R. Rens au meeting des Employés socialistes de Bruxelles, le 12 août 1909, dans « Le Peuple », 14 août 1909.

<sup>(63)</sup> Voir l'intervention d'E. Chapelier, au XIIIe congrès de la Commission Syndicale, le 24 décembre 1911, dans « Le Peuple », 25 décembre 1911.

<sup>(64)</sup> Voir l'intervention de Vincent Volckaert à la conférence des syndicats socialistes bruxellois, le 25 novembre 1909, dans « Le Pauple », 27 novembre 1909.

ouvrier » (65) : il reflétait la croissance des effectifs syndicaux dans le parti qui bientôt supplanteraient même ceux des coopératives.

Jacquemotte et ses amis tendirent à faire triompher ce courant dans la révision des statuts que préparait le parti, dès 1911. Convaincu qu'« au point de vue de la lutte des classes, les organisations sociales sont au premier plan, parce que les syndicats ne sont formés que d'ouvriers » (66), Jacquemotte préconisa d'établir l'autonomie des syndicats par rapport au parti. Fin 1910, il présenta une série de propositions pour accroître les pouvoirs de la commission consultative des syndicats au sein de la Fédération bruxelloise du parti et à la commission de révision des statuts du parti, où il siégeait, il défendit le principe de la non-affiliation des syndicats au parti. (67)

Bien que ces travaux n'aboutissent pas avant la première guerre mondiale, Jacquemotte pouvait se réjouir dans une correspondance à « La Vie ouvrière » que « l'idée de l'autonomie syndicale fait son chemin » : la question n'était plus de savoir si elle serait acquise, mais à quelle condition « contre le parti ou d'accord avec lui ». (68) « Attaché à l'union de toutes les formes d'activité du prolétariat » (69), ainsi qu'il le proclama pour couper court aux spéculations de la presse bour-geoise (70), Jacquemotte préférait la seconde solution, pour éviter « des déchirements et des dissensions ». C'est le reproche qu'il adressa aux « autonomistes » qui œuvraient en dehors du syndicalisme socialiste : il était d'autant plus hostile à leurs entreprises que les syndicalistes-révolutionnaires avaient inspiré une scission dans son propre syndicat. Malgré les sarcasmes dont ceux-ci l'accablèrent — « ce Basile rouge déroula son rouleau d'inepties, de mensonges et de calomnies », écrivit « L'Action ouvrière \* (71) — Jacquemotte dénonçait leur « grave erreur de déchirer notre mouvement syndical - et les invitait à travailler « au sein des organisations ... pour gagner cette autonomie ». (72)

Les Employés socialistes divergeaient encore de l'obédience anarchiste du syndicalisme révolutionnaire à propos de la centralisation syndicale. Certes, ils exprimaient dans le mouvement socialiste les réticences des syndiqués devant cette nouvelle orientation inspirée de l'exemple allemand, mais leurs réserves n'étaient pas motivées, comme c'était généralement le cas, par un attachement au passé corporatiste et particulariste; Jacquemotte voyait dans la centralisation un danger parce qu'on attend trop des comités l'ordre de faire de la propagande » (73); il admettait au contraire la centralisation dans la mesure où les comités, s'appuyant sur une forte organisation, riche de cotisations élevées, étaient eux-mêmes animés par l'esprit de révolte. Le syndicat des Employés socialistes n'hésita pas à fusionner, à Bruxelles, avec le syndicat des Magasiniers.

Jacquemotte appelait d'ailleurs la Commission Syndicale « à prendre la tête du mouvement, (à) créer une active propagande syndicale, non seulement en soutenant les grèves de défense, mais en provoquant des

<sup>(69)</sup> Le délégué des typographes bruxellois, Jacques Dioncre, au XIe congrès de la Commission Syndicale, les 25 et 26 décembre 1909, dans « Le Peuple », 27 décembre 1909.

ion Syndicale, les 25 et 26 décembre 1909, dans « Le Peuple », 27 décembre 1909.
(66) Voir l'intervention de J. Jacquemotte au XXIXe congrès annuel du P.O.B., le 14 avril 1914.

<sup>(67)</sup> Voir notamment « Le Peuple », 2 et 3 janvier 1911. Dans « Le Peuple », 9 janvier 1911, J. Jacquemotte précise, par une note, que ses propositions recueillirent à la Fédération bruxelloise, 25 voix sur les 87 dont disposaient les 55 groupes présents.

<sup>(68)</sup> J. Jacquemotte : « Le congrès du Parti ouvrier belge », dans « La Vie Ouvrière », 5 juin 1914, p. 665.

<sup>(69)</sup> J. Jacquemotte, dans « Le Peuple », 5 janvier 1911,

<sup>(70)</sup> Idem.

<sup>(71) «</sup> Vieux thème toujours nouveau, la cuisine électorale et l'organisation ouvrière », dans « L'Action ouvrière », ler juillet 1913, Jacquemotte avait porté la contradiction à un meeting du Syndicat des Employés de Belgique, le 14 juin 1913.

<sup>(72)</sup> J. Jacquemotte : « A propos de la création d'une Confédération Syndicale Belge », dans « La Vie Ouvrière », 5 février 1914.

<sup>(73)</sup> Voir l'intervention de J. Jacquemotte à la conférence des syndicats socialistes bruxellois, le 25 novembre 1909, dans « Le Peuple », 27 novembre 1909.

agitations d'inspiration révolutionnaire. » (74) Dans les débats sur la centralisation à la commission syndicale consultative de Bruxelles en 1909, les délégués des employés adhérèrent à la résolution recommandant la nouvelle orientation; en contrepartie, les militants des autres syndicats bruxellois se rallièrent à un texte où, après le rappel que « le but du syndicalisme (est) la disparition du système capitaliste de production », le syndicalisme bruxellois s'engageait à « s'occuper avec vigueur de développer parmi (ses) membres les sentiments de révolte indispensable pour amener cette disparition dans le plus bref délai. » (75)

#### LE CERCLE SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE DE MONS

Si le Syndicat des Employés socialistes de Bruxelles fournissait, avec ses tendances syndicalistes révolutionnaires, la principale assise de l'extrême-gauche révolutionnaire dans le parti, celle-ci s'appuyait encore sur le « Cercle Socialiste Révolutionnaire » de Mons.

La région boraine, proche de la France, s'était toujours singularisée par son particularisme et son originalité. La Fédération Socialiste Républicaine du Borinage était, dans le parti ouvrier, la seule organisation où, eu égard aux séquelles de la scission d'Alfred Defuisseaux, qu'il avait fallu résorber en 1888-1889, un statut propre avait été concédé. Certes, dans les années 1900-1910, cette fédération ne se distinguait plus par le radicalisme et l'intransigeance des temps glorieux, mais ses dirigeants les plus droitiers, comme le député L. Pépin, devaient ménager l'impulsive combativité du prolétariat minier.

La Fédération des Mineurs du Borinage se maintenait d'ailleurs en dehors du parti, elle n'était même pas affiliée à la Commission Syndicale. En somme, c'était un syndicat indépendant qui tendait « peut-être inconsciemment » vers « le but louable » d'« inspirer un caractère économique » au mouvement syndical et où certains espéraient, « comme les camarades français, former ... une Confédération générale du Travail ». (76)

Ses principaux activistes, les Alphonse Brenez, les Arthur Durant, les Joseph Delsaut ... militaient néanmoins dans le parti local et y occupaient souvent des positions dirigeantes. (77) Son secrétaire, Alphonse Brenez, était également secrétaire de la Fédération du parti et siégeait à la Chambre comme représentant du Borinage. La plupart de ces militants se retrouvaient dans « Le Cercle socialiste révolutionnaire » de Mons où il leur arrivait, comme lors de la crise charbonnière en 1908, de se concerter, de préparer par « une discussion fructueuse » des réunions syndicales. (78) Ils pouvaient aussi y entendre un syndicaliste français les entretenir du « mouvement révolutionnaire ». (79)

La formation du Cercle socialiste révolutionnaire de Mons révèle un autre aspect de l'originalité boraine. Son fondateur Jules Noël était l'un des rares disciples du baron Hippolyte Colins qui avait, un siècle plus tôt, conçu une doctrine du « socialisme rationnel ». Conception spiritua-

<sup>(74)</sup> Voir l'intervention de Jacquemotte au XIIe congrès de la Commission Syndicale, le 25 décembre 1910, dans « Le Journal des Correspondances », janvier 1911, p. 2.

<sup>(75)</sup> Voir la résolution dans « Le Peuple », 27 février 1910.

<sup>(76)</sup> Voir « Réflexion d'un Borain », dans « L'Avenir du Borinage », 30 septembre 1908.

<sup>(77)</sup> J. Delsaut et A. Durant participèrent au congrès national des Employés socialistes, tenu à Mons, en août 1910 et où fut recommandée l'action directe syndicaliste et révolutionnaire. A noter que le député A. Brenez, dirigeant mineur, préconisait au congrès régional des Mineurs de Liège, le 13 janvier 1907, de mettre en œuvre, dès le 1er mai, les 8 heures de travail, en organisant la remontée des mineurs, après cette durée. Dans la discussion il retira sa proposition pour se rallier à l'idée d'une manifestation. (voir « Le Peuple », 16 janvier 1907). Nous profitons de cette note pour remercier les parents et amis des personnes citées qui ont bien voulu nous aider dans notre recherche.

<sup>(78)</sup> Voir « L'Avenir du Borinage », 30 août 1908.

<sup>(79)</sup> Voir « L'Avenir du Borinage », 15 mai 1909.

liste du socialisme, le colinsisme préconisait une société nouvelle, fondée sur la propriété collective du sol, source de toute richesse et qui, régie par la Raison, s'instituera en « logocratie ». Si son influence fut faible, le colinsisme conservait quelques disciples acharnés à entretenir le culte du Maître, tels Louis de Potter, et ensuite son fils Agathon qui publiait « La Revue du socialisme rationnel ».

Vers 1950, le colinsisme connut un regain d'intérêt. Ses disciples français, entre autres le Parisien Henri Bonnet, fondèrent en 1901 une « Ligue pour la Nationalisation du Sol » qui essaima en Belgique. On s'attachait à recruter des adhérents, surtout des personnalités, dans tous les milieux pour créer un mouvement en faveur du retour du sol au domaine national par la réforme de l'héritage et l'inaliénation du sol national. Par cette voie, les colinsistes espéraient instaurer graduellement et pacifiquement le collectivisme.

Ce réformisme colinsiste conduisait parfois à juger avec sévérité le réformisme socialiste considéré comme une dangereuse diversion du véritable but que le socialisme doit proposer » et à qui on reprochait son attachement au parlementarisme et à la démocratie, système politique assurant la domination de l'oligarchie bourgeoise détentrice du sol. (86) Dans cette optique, tout un courant du colinsisme auquel adhérait le Montois Jules Noël et sa revue « La Société Nouvelle » s'affirmait révolutionnaire. En 1905, le président de la section montoise de la Ligue pour la Nationalisation du Sol avait lancé un journal intitulé bien sûr La Terre », dont, expliqua Jules Noël, « la forme énergique du style convenait au milieu auquel il était destiné. - (81) - La Terre - en appelait à « la violence (...) nécessaire à l'intronisation de la société nouvelle - : - parce que la majorité des hommes est composée de gredins et de crétins ... les fleurs du printemps prochain s'épanouiront du sang fumant des générations », y lisait-on. (82) Dans une brochure consacrée au Maître, Jules Noël expliqua cette attitude : « la transition du régime actuel au régime rationnel pourrait s'opérer sans révolution, mais il faudrait que la classe dominante fit volontairement l'abandon de ses privilèges. Il est malheureusement certain que son aveuglement rendra indispensable la révolution sociale violente et qu'elle ne s'apercevra des fautes commises que trop tard. L'insurrection, a dit Collins, est le seul dogme qui reste debout en face de l'examen non satisfait », rappelait son épigone. (83)

Ce révolutionnarisme ne s'adressait pas à la condition sociale et économique de la classe ouvrière où il n'exerçait aucune séduction. « La
Vie Ouvrière », à qui Jules Noël avait envoyé sa brochure, porta un
jugement sévère à l'égard de « cette idéologie » qui « nous semble, à
nous, socialistes et anarchistes syndicalistes, dénuée d'intérêt et de vie.
Qu'en avons-nous besoin d'ailleurs? Ce n'est point de l'application d'un
système philosophique quelconque que nous attendons l'accomplissement
du socialisme ». (84) Jugement péremptoire que les militants de la C.G.T.
avaient le loisir de formuler, mais que l'isolement anarchiste et la faiblesse révolutionnaire devaient, en Belgique, inciter à modèrer : des
anarchistes, tels Henri Fuss-Amoré et Emmanuel Tesch, qui publiaient
encore » L'Utopie », adhèrent en 1905 à la Ligue colinsiste ; de son côté,
« l'Insurgé » de Georges Thonar permit à l'infatigable Emile Chapelier
de s'intéresser au « socialisme rationnel » avec lequel l'anarchisme lui

<sup>(80)</sup> Voir Félix Guillaume : « Revue de presse », dans « La Revue du Socialisme rationnel », 1904-1905, p. 592 ; voir du même « VIIe congrès socialiste », dans « La Revue du Socialisme rationnel », août 1908, p. 32.

<sup>(81)</sup> J. Noël, à la réunion du 7 mai 1905 du « Cercle d'Etude de la Science sociale rationnelle », compte rendu dans « La Revue du Socialisme Rationnel », 1904-1905, p. 794.

<sup>(82) =</sup> La Terra », ler janvier 1905.

<sup>(83)</sup> J. Noël : « Un philosophe belge, Colins », dans « La Société Nouvelle », mai 1909, p. 164.

<sup>(84)</sup> A.D. : « Un philosophe belge, Colins, de J. Noël », dans « La Vie Ouvrière », 20 juin 1910, p. 763.

paraissait devoir entretenir des rapports en conciliant la « logocratie », dont les colinsistes annonçaient l'avènement futur, avec le règne de l'Anarchie, qui redoutait tout pouvoir, fût-ce celui de la Raison.

A l'issue de la controverse qui se développa entre Chapelier dans « L'Insurgé » et Agathon De Potter dans « Le Socialisme rationnel », les colinsistes exprimèrent leur « satisfaction de voir une publication anarchiste rendre hommage à un socialisme aussi modéré et conciliant qu'est le socialisme rationnel ». (85)

Ainsi, à partir de leur critique commune du parlementarisme et du réformisme socialiste s'opéra, entre anarchistes et colinsistes un rapprochement qui, à Mons, donna la vie, à partir de 1908, au « Cercle socialiste révolutionnaire ». En juillet 1908, Jules Noël fonda le cercle dans le but « d'initier ses membres aux difficultés des questions sociales afin de pouvoir propager et défendre celles-ci le cas échéant -. (86) Dans les premiers temps, le cercle eut « très peu » d'auditeurs parmi les ouvriers qu'il cherchait à intéresser au collectivisme colinsiste. Il décida de « venir à eux », en donnant des conférences dans toute la région. (87) Il s'associa aux militants de la Fédération des Mineurs du Borinage et, lors de sa réorganisation en 1909, il confia son secrétariat au jeune Arthur Brenez, le fils du député, qui, anarchiste, avait collaboré à la C.G.T. constituée en 1905 par les syndicalistes révolutionnaires belges. (88)

Le Cercle se réclamait dans ses statuts « hautement des principes du parti ouvrier ». Il s'affilia à la Fédération socialiste républicaine, mais quand un an plus tard, le Conseil général agréa son affiliation, on ne sembla pas s'étonner que les statuts de ce groupe n'acceptaient comme membres que « ceux qui, adhérant au programme du parti ouvrier — les situations acquises étant respectées (allusion à Alphonse Brenez) — s'engagent à ne pas briguer de mandat politique ». (89)

D'origines diverses, les membres du Cercle Socialiste Révolutionnaire de Mons formaient ainsi l'extrême-gauche qui refusait de réduire l'action socialiste au seul parlementarisme.

#### LE GROUPE SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE DE BRUXELLES

Comme à Mons, les syndicalistes bruxellois sympathiques à l'action directe, cherchèrent à regrouper sous la bannière révolutionnaire tout qui s'opposait au réfomisme dans le parti ouvrier. Les employés socialistes s'associèrent ainsi au « Groupe Socialiste Révolutionnaire » de Bruxelles où ils essayèrent de faire prévaloir leurs thèses. Jacquemotte y exposa ses idées sur le sabotage (90) et sur » le syndicalisme révolutionnaire ». (91) Raphael Rens y traita longuement du socialisme et de l'anarchisme, des syndicats et du syndicalisme. (92)

Le « Groupe socialiste révolutionnaire » de Bruxelles était un cercle d'études socialistes révolutionnaires. Le Parti — « Le Peuple » en fit l'avertissement (93) — n'auroit pas permis une autre forme d'organisation, d'autant que sa fondation se situait un mois à peine après le congrès sur la participation gouvernementale où la thèse antiministérialiste

<sup>(85)</sup> Voir « La Revue du Socialisme Rationnel », 1904-1905, p. 415 (voir aussi p. 349).

<sup>(86)</sup> Voir « L'Avenir du Borinage », 12 août 1908 ; voir aussi idem, 2 novembre 1908.

<sup>(87)</sup> Voir « La Revue du Socialisma Rationnel », 1910-1911, p. 202.

<sup>(88)</sup> Voir notamment « L'Avenir du Borinage », 25 juin 1909 et 2 juillet 1909. A propos d'Arthur Brenez, voir sa brochure : « La Révolution sociale », édition de la C.G.T., Charlerol. 1906, 16 p.

<sup>(89) «</sup> L'Avenir du Borinage », 12 août 1908.

<sup>(90)</sup> Voir « Le Peuple », 7 février 1911.

<sup>(91)</sup> Voir « Le Peuple », 9 mai 1911.

<sup>(92)</sup> Voir « Le Peuple », 20 août et 14 décembre 1910, 10 janvier 1911.

<sup>(93) «</sup> Petite réponse à la lettre d'un camarade socialiste qui nous demande s'il est permis d'affilier au Parti ouvrier des groupes de tendance », dans « Le Peuple », 10 mars 1910.

de la minorité avait été battue. Louis de Brouckère avait animé, avec autorité, l'opposition au ministérialisme pendant près d'un an, à travers des polémiques de presse (en mai-juin 1909 dans « Le Peuple »), à travers diverses assemblées (notamment pendant quatre séances consécutives au Conseil général, en octobre 1909) (94). En raison de son échec qu'il considéra comme un désaveu, îl venait de démissionner de la direction du « Peuple » qu'il assurait depuis 1906. Sa désignation à la présidence du « Groupe », de même que le secrétariat confié au jeune Léon Delsinne, secrétaire du Syndicats des Ouvriers en Voiture de Bruxelles qui était intervenu à ses côtés dans le congrès de février 1910, risquait de faire apparaître ce « groupe » comme l'embryon d'un « futur parti d'extrême-gauche ». La presse libérale progressiste s'interrogeait sur cette éventualité, après l'échec des « révolutionnaires » et des » intransigeants » au congrès du parti (95). Le caractère de cercle d'études qu'imposèrent de Brouckère et ses proches amis révélait que les spéculations de la presse bourgeoise étaient abusives.

Quoi qu'il en fût, la personnalité de ses dirigeants signifiait nettement que « Le Groupe socialiste révolutionnaire de Bruxelles n'est rien moins qu'un groupe d'action directe ». Le journal « La Lutte des Classes », qui se référait au patronage de Louis de Brouckère, tint à bien le préciser, dès sa parution, un an plus tard. Il reconnut que « certains camarades anarchisants ont, il est vrai, essayé au début de l'orienter dans cette voie, mais les camarades marxistes sont parvenus à le maintenir sur son véritable terrain, c'ost-à-dire l'examen de toutes les questions scientifiques intéressant la classe ouvrière ». (96)

Si l'extrême-gauche révolutionnaire collabora à ce « groupe », ses tendances le situaient dans la gauche du parti à qui la discussion sur le ministérialisme avait permis de prendre conscience de l'étendue du réformisme socialiste. En réaction, la gauche tentait d'affirmer l'esprit de lutte de classe. Bien que la qualification marxiste ne donnât pas satisfaction à tous ses militants, la tendance s'inspirait du marxisme " orthodoxe " dans la ligne de Karl Kautsky ou de Jules Guesde, pour se distinguer du « révisionnisme sans Bernstein » qu'elle découvrait dans la majorité du parti. (97) Pour ainsi dire, « marxiste sans Marx », la tendance de gauche s'appuyait sur les syndicalistes qui, depuis 1908, militaient en faveur de la centralisation à la manière allemande. Elle rassemblait autour de la forte personnalité de Louis de Brouckère un noyau de jeunes militants d'une trentaine d'années, tels Léon Delsinne, déjà cité, Isidore Delvigne, Ernest Bologne, Alphonse Gaspar, tous militants métallurgistes liégeois; Edouard Preumont, Guillaume Eekeleers, métallurgistes également, mais d'Anvers ; Désiré Bouchery et Hippolyte Vanden Meulebroeck, militants de Flandre... Bien implantée à la Fédération bruxelloise, la plus importante du parti et à la petite fédération d'Anvers, qui, toutes deux épousaient ses vues, la gauche bénéficiait encore de l'appui d'une forte minorité, autour de la Fédération provinciale des Métallurgistes, à la Fédération liégeoise. Ce furent les Liégeois qui, pour avoir une tribune, se dotèrent d'un organe minoritaire, « La Lutte de Classe », en avril 1911. Bientôt, le journal passa sous le contrôle des Bruxellois, d'un comité où le rôle principal revint à Louis de Brouckère et au jeune universitaire Henri de Man qu'Emile Vandervelde avait appelé, après ses études universitaires en Allemagne, à prendre en charge la Centrale d'Education ouvrière.

Fondée en février 1911, conjointement, par le parti, les coopératives, les syndicats et les Jeunes Gardes Socialistes, la Centrale d'Education ouvrière dont Henri de Man fut nommé secrétaire et à qui on adjoignit, en 1913, Charles Massart, était avant tout animée par les marxistes.

<sup>(94)</sup> Voir à ce sujet notre introduction « Les Marxistes » à L. de Brouckère et H. De Man : « Le Mouvement ouvrier en Belgique », Edition de la Fondation J. Jacquemotte, Bruxelles, 1965.

<sup>(95)</sup> T(en) N(oye) : « Socialisme et libéralisme », dans « La Chronique », 9 févrire 1910.

<sup>(96) «</sup> Mise au point », dans « La Lutte de Classe », 15 septembre 1911.

<sup>(97) «</sup> Aux camarades », dans « La Lutte de Classe », 3 avril 1911.

Quant, après 14-18, Massart adhéra à la IIIº Internationale avec « Les Amis de l'Exploité », le groupe de Jacquemotte qu'il avait rejoint, il souligna qu'« avant la guerre, imprégnée de marxisme, réellement socialiste-révolutionnaire, la Centrale d'Education ouvrière a rempli une mission éminemment utile ». (98) Développant le réseau d'écoles socialistes dans le parti, la Centrale diffusa parmi près de 4.000 jeunes militants, surtout des syndicalistes et parmi eux, principalement des métallurgistes, les fondements d'une idéologie de lutte de classe. Les schémas doctrinaux du marxisme servaient de référence aux lecons des divers professeurs de la Centrale. Le cours de Louis de Brouckère, « l'Action ouvrière », révélait même une inspiration révolutionnaire du marxisme. (99) La lutte des classes ne poursuivait pas le seul objectif de la conquête du pouvoir : il s'agissait, au-delà, de mettre à bas l'Etat bourgeois et de le remplacer par un Etat ouvrier. (100) Dans le socialisme belge qui, dans son éclectisme, n'avait guère été imprégné de « socialisme scientifique », la Centrale d'Education ouvrière opéra, au niveau de la masse des militants moyens, la greffe du marxisme.

L'action des marxistes dans la Centrale d'Education ouvrière n'était pas un aspect accessoire de leur opposition au réformisme. Marquée par la personnalité de Louis de Brouckère qui se sentait éducateur, la gauche marxiste ne concevait pas dans l'immédiat d'autre rôle que celui de conscience socialiste du Parti ouvrier. Les nombreux écrits de Louis de Brouckère dans cette période - et notamment l'étude critique qu'il consacra avec Henri de Man au « Mouvement ouvrier en Belgique », comme ses multiples interventions dans les assemblées du parti, révélaient une grave inquiétude devant ce qu'il appelait « l'avachissement ». « l'engourdissement » de la classe ouvrière, qui se traduisait dans les déficiences de son organisation syndicale et coopérative. Il n'imputait pas seulement cet état d'esprit aux décennies de domination cléricale en Belgique, mais il laissait entendre que toute l'orientation du parti dès la fin de la période glorieuse d'avant l'entrée des socialistes au Parlement, sa politique systématique d'alliance avec les libéraux, « l'esprit réaliste » qui présidait à ce réformisme opportuniste, portait également une lourde responsabilité dans cette dégénérescence. L'opposition à la participation gouvernementale dont il avait fait son cheval de bataille et qu'il fonda sur une critique marxiste de l'Etat bourgeois devait, dans son esprit, contrecarrer cette évolution réformiste. Avec le ministérialisme, il s'agissait de choisir - Vandervelde, son principal adversaire, apercevait dans ce choix que voulait imposer de Brouckère, une « subversion » de toute l'orientation du parti - entre un parti devenu l'extrême-gauche du parti libéral, en somme un parti démocratique sur le plan parlementaire et, d'autre part, un parti « d'indépendance ouvrière » et d' « esprit révolutionnaire ». (101)

Obtenant seulement le tiers des voix au congrès de février 1910, Louis de Brouckère orienta ses jeunes amis que son exemle avait galvanisés, vers l'éducation socialiste. « Le Groupe socialiste révolutionnaire de Bruxelles » consacra cette orientation, dès l'issue de l'affrontement avec

<sup>(98)</sup> Ch. Massart : « Comment on devient communiste », dans « Bulletin communiste, organe du parti communiste S.F.I.C. », 23 mars 1922, p. 340.

<sup>(99)</sup> L. de Brouckère : « L'Action ouvrière », cours en 8 leçons. Ed. de la C.E., Brux., 1912.

<sup>(100)</sup> A propos de la conquête du pouvoir, de Brouckère explique à ses élèves : « la conquête électorale du pouvoir est passible et nécessaire, mais elle n'est pas suffisante pour accomplir la révolution. Il ne suffit pas au prolétariat, pour instaurer un ordre juridique nouveau, de mettre en œuvre la machine gouvernementale créée par la bourgeoisie. Pour Marx et c'était la grande leçon qu'enseignait la Commune de Paris, grâce à la possession du contrôle de l'Etat, le prolétariat pourre briser la résistance de la bourgeoisie à l'ordre nouveau, assurer les transitions nécessaires, meis c'est dans son organisation propre qu'il trouvers seulement la base solide sur laquelle pourra s'appuyer l'ordre social nouveau ... Le maintien de l'Etat est incompatible avec l'existence d'une société communiste ». On appréciera l'importance de cette citation au fait que la référence, même implicite, à la dictature du prolétariat est plus que rarissime, dans le socialisme belge d'avant 1914.

<sup>(101)</sup> Voir le compte-rendu du XXVe congrès annuel du P.O.B., des 6 et 7 février 1910, dans « Le Pcuple », 7 et 8 février 1910.

la majorité réformiste. De Brouckère calma l'impatience de ses jeunes « lieutenants », les mit en garde contre tout acte portant atteinte à l'unité du parti. Il les persuada de ne pas répéter les « fautes » commises, à la même époque, par les « tribunistes » hollandais. Forts de leur expérience, ceux-ci avertissaient les Belges de l'inévitable scission à laquelle ils seraient contraints, forcés à « se constituer finalement en parti purement socialiste à côté d'un P.O.B. voué à une décadence réformiste de plus en plus prononcée ». (102)

Les Belges, au contraire, pensèrent que l'action éducative, déployée en son sein, pouvait redresser les lacunes graves de la formation idéologique des militants. Le réformisme, en effet, s'installait, d'après de Brouckère et ses amis, dans le vide idéologique, dans l'absence de doctrine qui était la théorie même du réformisme. Une éducation théorique adéquate convenait pour compenser ses effets. Dans son premier rapport sur l'activité de la Centrale d'Education ouvrière, Henri de Man expliquait que la lutte contre « l'oppression cléricale » menée « même par une alliance intime avec la partie anticléricale (...) de la bourgeoisie » menaçait « d'obscurcir ou de déformer la conscience de la classe ouvrière », « les préoccupations (...) anticléricales du moment reléguant à l'arrière-plan, dans l'esprit des masses, les notions fondamentales de la lutte des classes et de ses fins révolutionnaires et anticapitalistes ». Dans ces « contingences spéciales », écrivait-il, « seule une action éducative, apprenant aux ouvriers à interpréter leur nécessaire action immédiate même à la lumière de la théorie socialiste et rapportant sans cesse cette action à l'objectif total du mouvement ouvrier, peut fournir un contrepoids suffisant aux tendances opposées et réduire leur danger au minimum (in)évitable ». (103)

Aussi l'hostilité que les porte-parole de la gauche marxiste manifestaient dans les assemblées du parti à l'égard de toute forme d'alliance avec la bourgeoisie illustrait l'action éducative qu'elle développait pour l'édification de la conscience de classe. De même les efforts qu'elle déployait dans le mouvement syndical pour reconstruire l'organisation sur la base centralisée contribuaient, en offrant un cadre adéquat, à forger la conscience de classe des ouvriers à qui la Centrale d'Education ouvrière fournissait, par son enseignement, les fondements idéologiques.

Menant l'opposition au réformisme sur le terrain idéologique, la gauche marxiste se préoccupait plus de pureté doctrinale que d'action pratique. Elle était consciente que le réformisme « a fait naître en marge de notre parti de nombreux et inlassables critiqueurs. Les libertaires notamment ont dressé des brelans de critiques dont beaucoup sont discutables, mais dont certaines s'imposent ». (104) Refusant de leur laisser le monopole, la gauche marxiste était décidée à s'attaquer tant au réformisme qu'à l'anarchisme, « ces deux tendances ou plutôt ces deux déviations que les syndicalistes modernes (centralistes) ont à combattre dans le mouvement syndical comme les marxistes sur le terrain politique ». La tendance marxiste considérait que « le réformisme et l'anarchisme, sous toutes ses formes, y compris celle du syndicalisme soi-disant révolutionnaire, si divers en apparence, sont au fond des frères jumeaux, rien que deux manifestations différentes d'une seule et même corruption de l'esprit de lutte de classe. L'une engendre l'autre, l'une complète l'autre ». (105) Dans ce double combat, la tendance marxiste n'était pas encline à répondre au militantisme de ceux qui, à sa gauche, cherchaient dans le syndicalisme révolutionnaire une réponse à leur attente d'une action authentique de classe ouvrière.

<sup>(102)</sup> Voir « La Lutte de Classe », 15 août 1911.

<sup>(103)</sup> Cité d'après E. Vandervelde : « Notre Centrale d'Education et le rapport de De Man », dans « Le Peuple », 7 avril 1912. Mais dans le texte néerlandais de son rapport (H. de Man : « Eerste jaarverslag over werken des opvoedingscentrale van 15 maart 1911 tot 14 maart 1912 », st., s.d., 39 p. p. 4, de Man parle d'un minimum inévitable : « zoo ver het mogelijk is althans »).

<sup>(104) «</sup> Aux camarades », dans « La Lutte de Classe », 3 avril 1911.

<sup>(105) «</sup> Un centraliste : Pour l'œuvre syndicale », dans « La Lutte de Classe », 15 août 1911.

#### " L'EXPLOITÉ ", L'ORGANE DE L'EXTREME-GAUCHE

Dans ces conditions, l'association de l'extrême-gauche révolutionnaire et de la gauche marxiste dans le « Groupe socialiste révolutionnaire » de Bruxelles fut plutôt conflictuelle. La minorité qui récusait le réformisme ne maintint pas longtemps son unité. Dès 1911, les deux tendances qui la composaient se dissocièrent nettement. Un mois avant que la gauche marxiste n'eût lancé « La Lutte de Classe », l'extrême-gauche révolutionnaire se dotait d'un organe de tendance, « L'Exploité », « organe socialiste d'action directe ». Rédigé par Emile Chapelier, son rédacteur en chef, et par Raphael Rens, avec la collaboration de Joseph Jacquemotte, le journal était publié à Mons : Georges Petit-Disoir en assurait l'administration. Le journal marquait la fusion entre les Bruxellois et les Montois.

- "L'Exploité ", d'abord bimestriel, puis, avec l'appui qu'il rencontra, hebdomadaire, entendait rassembler " au sein du parti ouvrier la minorité qui pense que le Parlement ne résoudra pas seul la question sociale. Le syndicalisme, à notre avis, aura le plus grand rôle dans cette tâche. Si nous croyons que le syndicalisme révolutionnaire doit renverser la société bourgeoise et instaurer la société collectiviste ou communiste de demain, nous sommes aussi d'avis que les syndicats actuels doivent arracher par tous les moyens en leur pouvoir toutes les améliorations matérielles (...) et par une sorte d'expropriation partielle préluder à la grande expropriation finale ".
- "L'Exploité " voulait être " la tribune où en toute franchise les travailleurs viendront exprimer leurs plaintes, exhaler leurs colères et affirmer leurs revendications et les espoirs révolutionnaires ". (106) En dépit de son format réduit et de sa parution périodique, le journal accordait une large place aux informations sur " le mouvement ouvrier ", aux initiatives et aux luttes syndicales; parfois, il offrait sa tribune aux protestations de syndicats locaux contre l'attitude de dirigeants nationaux dans la conduite de négociations avec les patrons.

Mais le journal ne se consacrait pas uniquement à la propagande du syndicalisme révolutionnaire et de l'exemple de la C.G.T. française. Il manifestait des préoccupations philosophiques et morales qui rappelaient le passé anarchiste de ses principaux collaborateurs — anticléricalisme et athéisme militant, procréation consciente ...

#### L'HERVEISME :

Disposant d'un organe de presse, s'appuyant sur les quelques groupes où ses vues étaient majoritaires, l'extrême-gauche révolutionnaire s'efforçait d'infléchir la politique socialiste vers l'action directe, en dehors du Parlement. D'inspiration syndicaliste révolutionnaire, elle opposait à l'orientation majoritaire une politique qu'elle fondait sur les aspirations syndicales. Son opposition se manifestait avec fermeté et éclat, dans deux domaines privilégiés, l'antimilitarisme et l'action directe en faveur du suffrage universel.

La montée des périls donnait une acuité nouvelle au problème de la guerre dont l'Internationale avait fait l'une de ses préoccupations principales. Le réformisme et le pragmatisme du P.O.B. réduisaient ce grave problème à la question militaire que le socialisme belge prétendait résoudre, par des réformes, dans l'esprit des congrès socialistes internationaux.

C'est à Stuttgart, en 1907, que l'Internationale avait défini son programme de lutte contre la guerre. Les socialistes poursuivaient « l'organisation démocratique d'un système de milice destiné à remplacer les armées permanentes » et offrant « une garantie réelle rendant impos-

<sup>(106) «</sup> L'Exploité », « organe socialiste d'action directe », 5 mars 1911.

sibles les guerres agressives ». Dans l'attente du socialisme, solution définitive au problème de la guerre, ils fondaient leurs espoirs pacifistes sur « la pratique sérieuse de l'arbitrage international » et « les bienfaits du désarmement » qu'une « propagande incessante » de l'antimilitarisme dans la classe ouvrière imposerait aux gouvernements belliqueux.

La confusion était grande cependant et les divergences entre réformistes et révolutionnaires laissaient peser dans le socialisme international une hypothèque que l'unanimité des résolutions ne suffisait pas à masquer. Les révolutionnaires de toute nuance tendaient à gauchir ce programme. A Stuttgart, la gauche marxiste internationale avait pu faire admettre, non sans confusion, qu'en cas de guerre, le devoir des socialistes était de « s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ». Plus radicale, la thèse du Français Gustave Hervé avait été repoussée, qui demandait à l'Internationale de répudier « le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays » et de « répondre à toute déclaration (de guerre), de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection ».

Proclamé en 1907, l'hervéisme trouvait un écho, en Belgique, dans les milieux de l'extrême-gauche, tant au sein du P.O.B. qu'en dehors, chez les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires qui, par filiation idéologique, lui étaient fort proches. « L'Avant-Garde » où Henri Fuss-Amoré avait lancé, en 1908, l'idée de « la concentration révolutionnaire », adaptait à la Belgique la tentative que Gustave Hervé poursuivait, depuis 1905, en France en vue d'unir, avec son journal « La Guerre Sociale », « tous ceux qui travaillent autrement que par l'action légale à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste en vue de la socialisation des moyens de production et d'échange ». Avant de s'élargir en « Avant-Garde », « l'Action Directe » s'était inspirée, souvent au prix de condamnations judiciaires, de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme auxquels « La Guerre Sociale » s'était vouée et qui s'inscrivaient dans les campagnes violentes menées par la C.G.T. française.

D'ailleurs, « La Guerre sociale » était directement diffusée en Belgique à partir du Borinage. La librairie que tenait à Jemappes Léon Flament, le gérant de la coopérative «La Pensée Moderne» et où Georges Petit-Disoir avait installé l'administration du journal « L'Exploité », en avait la concession pour la Belgique et organisait la vente militante, dans la région. (107) Dès 1908, la propagande antimilitariste avait pris, au Borinage, un tour très actif. Au comité antimilitariste qui s'était constitué en vue d'organiser des manifestations, Arthur Brenez et Georges Petit-Disoir firent approuver la résolution du Congrès de Marseille de la C.G.T. appelant à « la grève générale et à l'insurrection à la moindre tentative de nos gouvernants d'entrer en campagne ». (108) Bien sûr, le « cercle socialiste révolutionnaire » de Mons épousa cette orientation dont « L'Exploité » fut, à son tour, le porte-parole à partir de 1911. Le journal socialiste de l'extrême-gauche affirmait hautement son hervéisme : « nous sommes fiers de cette qualification dérivée d'un nom respecté qui réalise un des plus nobles caractères qui aient honoré l'humanité », y proclamait Raphael Rens. (109)

Les prisons de Gustave Hervé, en 1910, puis en 1911, furent l'occasion pour l'extrême-gauche de manifester sa tendance antimilitariste et antipatriotique; des syndicats, comme celui des employés socialistes ou comme celui des travailleurs du bâtiment de Bruxelles, exprimèrent leur

<sup>(107)</sup> Nous avons ainsi retrouvé, en 1965, à Jemappes, chez un vieux pensionné mineur de 76 ans, Eugène Pomart, une collection presque complète de « La Guerre sociale » qu'il vendait, ainsi que « L'Exploité », dans ses tournées de collecteur des cotisations au syndicat des Mineurs.

<sup>(108)</sup> Voir la résolution dans « L'Avenir du Borinage », 17 octobre 1908.

<sup>(109)</sup> R. R(ens) : « Un hervéiste insoupçonnné : guerre à la guerre », dens « L'Exploité », ler octobre 1911.

\* sympathie \* et s'engagèrent à « redoubler d'ardeur pour la diffusion des idées antimilitaristes ». (110) Au congrès annuel du parti, en avril 1911, quelques groupes, ainsi que la plupart des sections bruxelloises de la J.G.S., proposèrent une motion de solidarité. Le député Georges Hubin à qui Vincent Volckaert, encore membre du bureau du Conseil général, avait reproché, au congrès de 1909, de se conduire comme futur ministre de la guerre (111), désamorça fort habilement l'épreuve qu'aurait été le vote. Il invita le congrès à se rallier à cet ordre du jour, signifiant que son adoption n'impliquait pas une adhésion qu'il n'aurait jamais pu accepter aux conceptions professées par Hervé. (112)

C'est que le P.O.B. manifestait, dans sa majorité, un antimilitarisme dont la modération et le réformisme provoquaient les critiques inquiètes tant de la gauche que de l'extrême-gauche. L'antimilitarisme incombait à la seule Jeune Garde Socialiste qui regimbait contre la tutelle dont elle était l'objet. Tandis qu'on protestait dans les congrès contre le caractère « platonique » de l'antimilitarisme socialiste, Jacquemotte montrait dans « L'Exploité » cette organisation de jeunesse « incapable de mener à bien une propagande antimilitariste sérieuse et efficace ». Il regrettait que « la propagande antimilitariste est placée sur un terrain purement théorique et que l'action contre l'armée et la guerre est quasi nulle. » (113)

Le Parti se limitait, en effet à réclamer une réforme du recrutement militaire, à savoir l'abrogation du tirage au sort et du remplacement qu'il était permis de se payer au jeune bourgeois ayant tiré un « mauvais numéro ». C'était l'une des réformes que le Parti préconisait comme programme de la coalition anticléricale appelée à former le gouvernement, en cas de défaite électorale cléricale. De son côté, le gouvernement catholique, inspiré par la jeune droite et pour répondre aux pressions du souverain, était résolu, contre l'avis de la vieille droite cléricale, à réformer le recrutement de l'armée pour renforcer le potentiel militaire du pays. Avec l'appui des socialistes et des libéraux, le gouvernement instaura en 1909 le service militaire personnel à raison d'un fils par famille.

L'attitude des députés socialistes qui s'étaient prononcés sans s'en référer au Conseil général, provoqua dans le parti, selon les termes volontiers réservés de Louis de Brouckère, « un peu de colère et beaucoup de chagrin ». (114) La suppression de l'injustice sociale du remplacement, « l'impôt du sang » payé par la classe ouvrière, ne justifiait pas l'adhésion des socialistes à une réforme aggravant les charges militaires et qui amenait l'antimilitarisme socialiste à « veiller à ce que la chair à canon ne manque pas à la bourgeoisie ». La pression de la classe ouvrière aurait amené le gouvernement disposé à la réforme à céder « beaucoup plus qu'il n'a accordé à nos plus habiles tacticiens ». (115)

Mais, comme l'avait averti Emile Vandervelde au congrès annuel d'avril 1909, où la question militaire avait été débattue, les socialistes ne voulaient pas, sous sa férule, « donner des coups d'épée ... dans l'eau, même à propos de l'antimilitarisme ». (116) Le congrès repoussa à une grande majorité, la proposition que Jacquemotte, intervenant pour la première fois dans un congrès, fit au nom de l'extrême-gauche dont c'était la première manifestation publique. Soutenu par quelques sections J.G.S. de Bruxelles, le futur secrétaire des employés socialistes réclamait

<sup>(110)</sup> Voir la résolution adoptée à l'assemblée générale du Syndicat des Employés socialistes de Bruxelles, le 1er mars 1910, dans « Le Peuple », 5 mars 1910.

<sup>(111)</sup> Voir le compte-rendu du XXIVe congrès annuel du P.O.B., tenu à Bruxelles, les 11 et 12 avril 1909, dans « Le Peuple », 12 et 13 avril 1909.

<sup>(112)</sup> Voir « Le Peuple », 17 avril 1911.

<sup>(113)</sup> J. Jacquemotte: « Les syndicats et l'antimilitarisme », dans « L'Exploité », 5 mars 1911. (114) (L. de Brouckère): « La réponse de Jean Prolo », dans « Le Peuple », 15 nov. 1909.

<sup>(115)</sup> Idem.

<sup>(116)</sup> Compte-rendu du XXIVe congrès annuel du P.O.B. ... (cf. note 111).

des parlementaires socialistes le dépôt d'une proposition de désarmement unilatéral. Considérant que « toute organisation militaire est dirigée contre les intérêts de la classe ouvrière », les employés socialistes souhaitaient, en écho du congrès socialiste international de Stuttgart, « accentuer la propagande antimilitariste » en combattant « toute organisation militaire quelconque » par une agitation dans le pays pour appuyer la proposition parlementaire de désarmement. Son rejet par le Parlement — « le coup d'épée ... dans l'eau » dont parlait Vandervelde — aurait dénoncé aux yeux de tous, le capitalisme responsable des guerres. Il s'agissait aussi, en filigrane, de montrer que « le parlementarisme n'énerve pas l'action rénovatrice du prolétariat ». (117)

Le refus du congrès n'empêcha pas les employés socialistes d'apporter une importante contribution aux Jeunes Gardes Socialistes de Bruxelles dans les meetings qu'ils organisèrent à l'automne de 1909 et en 1910. C'est que Jacquemotte et ses amis s'inquiétaient du rôle conféré à l'armée dans les grèves. Ils estimaient qu'« il est grand temps que les organisations syndicales se préoccupent de cette nouvelle armée de " jaunes " dressée contre elles ". Dans « L'Exploité », Jacquemotte appelait donc à une « virulente campagne antimilitariste », (118) Et dans les congrès du parti, l'extrême-gauche persistait à s'opposer aux thèses majoritaires. Le congrès de 1913 donna lieu à un nouvel affrontement d'une signification considérable car il annonçait l'union sacrée à laquelle se prêterait ce parti dont « le patron » était précisément le président de l'Internationale. Alertée par la proposition formulée par les députés Furnémont et Hubin de réclamer l'enseignement civique du « devoir qui incombe à tous de collaborer à la défense du sol national », l'extrêmegauche rappela, dans un ordre du jour Jacquemotte-Chapelier, que « le capitalisme a pour conséquence l'organisation d'armées permanentes chargées uniquement de défendre l'intérêt de la bourgeoisie » ; elle repoussa la notion de patrie, ferment de « haine entre les peuples » et affirma le devoir des socialistes de « ne consentir aucun sacrifice pour le militarisme » et de s'opposer « à la guerre, par tous les moyens, y compris la grève générale et l'insurrection ». Si la gauche marxiste présenta un ordre du jour De Man-Delsinne qui concédait que « l'institution des milices », moindre mal, ne peut avoir pour conséquence « l'obligation morale des ouvriers à prendre les armes, dans tous les cas, sur l'ordre du gouvernement » au moment du vote, il ne restait plus, face à l'ordre du jour majoritaire, que l'opposition antimilitariste et antipatriotique de l'extrême-gauche révolutionnaire. (119)

# L'ACTION DIRECTE POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL : L'ANNONCE DE LA GREVE GENERALE DE 1913

En définitive, seule l'extrême-gauche offrait dans le P.O.B. une alternative au réformisme dominant, la gauche marxiste, après la proclamation rituelle du point de vue théorique, s'effaçait devant la majorité. C'est ainsi qu'en dépit des critiques que la gauche marxiste adressait à l'opportunisme majoritaire, il revint à l'extrême-gauche de formuler une autre politique pour la conquête du suffrage universel, celle de la grève générale que la classe ouvrière belge devait, pour la troisième fois en vingt ans, déclencher en avril 1913.

L'échec de la grève de 1902 avait accentué le réformisme du parti. Son principal représentant, le député Louis Bertrand, n'avait pas craint d'affirmer, dans un vocabulaire qui rappelait le « révisionnisme », qu'« il faut avoir le courage de dire à nos amis qu'il est temps d'abandonner les tactiques démodées qui ne peuvent nous servir et qui, si elles

<sup>(117)</sup> Idem.

<sup>(118)</sup> J. Jacquemotte : « Les syndicats et l'antimilitarisme ... » (cf. note 113).

<sup>(119)</sup> Voir « le compte rendu des congrès annuel et extraordinaire tenus à Bruxelles les 23, 24 et 25 mars 1913 et le 24 avril 1913 », Bruxelles, 1913, p. 85 et 86.

étaient prises au sérieux, seraient dangereuses ». (120) Toute la politique du parti s'infléchit bientôt dans cette orientation qui, sans avoir les justifications idéologiques du « révisionnisme » de Bernstein, était sa mise en pratique. Certes, l'objectif politique du parti demeurait le suffrage universel pur et simple, mais sa réalisation passait maintenant par les étapes parlementaires que le rapprochement laborieux de l'opposition, libérale et socialiste et le rétrécissement régulier de la majorité parlementaire catholique laissaient entrevoir. L'alliance entre le libéralisme et le socialisme devenait la règle, tant aux élections qu'au parlement, et bientôt, pourvu que les circonstances le permettent, au gouvernement.

L'opposition anticléricale, alliée dans la plupart des arrondissements appelés aux urnes, attendait des élections législatives de 1910 le « coup de balai » qui la porterait au gouvernement. L'adhésion du P.O.B. au ministérialisme avait écarté les derniers obstacles et l'espoir de la chute cléricale était tel que ne comptaient plus les divergences qui persistaient dans le programme des deux partis, y compris sur le point essentiel du suffrage universel. Ce fut la déception. Bien que réduit, le parti catholique conserva la majorité et se maintint au pouvoir. Dans le parti ouvrier, la droite parla de « situation révolutionnaire ». Un congrès fut convoqué, en juin 1910, mais l'attitude du parti demeura ambiguë : elle mélait dans l'équivoque une opposition anticléricale et antigouvernementale que réclamait, avec véhémence, la droite, à l'opposition sociale à laquelle la gauche poussait le parti, par souci de « marquer le caractère autonome et propre de sa politique de classe et dégager nettement ce qui le distingue et le sépare de l'objectif de tous les partis bourgeois ». comme l'indiquait la motion de synthèse qu'un ami de Louis de Brouckère, le député Léon Meysmans, put faire adopter à l'unanimité par le congrès. (121)

La résolution de ce congrès de juin 1910 marquait le départ d'une nouvelle agitation pour le suffrage universel ; il n'était pas encore question de grève générale, bien qu'on parlât de mettre en œuvre « tous les moyens ». Il s'agissait seulement d'« un mouvement d'opinion semblable à celui qui a précédé la révision (constitutionnelle) de 1893 et qui a abattu le régime censitaire » (122). En pratique, la lutte se poursuivit sur le terrain parlementaire où les députés socialistes durent à plusieurs reprises être rappelés à l'interprétation correcte de la résolution du congrès de juin 1910. Le gouvernement catholique, fort habile - le chef du cabinet Frans Schollaert était l'ancien président de la Chambre réagit par une opération dont le double avantage était de lui rallier l'opinon catholique défaillante et de détourner l'opposition socialiste de sa revendication du suffrage universel. En mars 1911, il déposa un projet de réforme scolaire : on instituait un « bon scolaire » que le chef de famille allait remettre à l'école de son choix et en raison duquel les subsides seraient octroyés. Le projet, s'il créait l'égalité entre l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement officiel, préparait l'instruction publique obligatoire que l'opposition anticléricale avait à son programme.

Dans l'opposition, ce fut cependant la levée de boucliers. « La résistance », comme on l'appela, s'organisa pour la défense de l'école publique. L'affaire était « de Salut public », Vandervelde le proclama. (123) On était prêt à s'allier avec « n'importe qui, fût-ce avec le diable » contre l'agression cléricale. (124) Le congrès annuel du parti, réuni un mois plus tard, se garda de tout miser sur l'opposition au « bon scolaire » et décida de confondre dans un même mouvement cette action et la revendication

<sup>(120)</sup> L. Bertrand : « Les élections du 25 mai et la tactique du P.O. », dans « L'Avenir Social », t. VII, 1902, p. 305-306.

<sup>(121)</sup> Voir le texte de la résolution dans « Le Peuple », 28 juin 1910.

<sup>(122)</sup> Idem.

<sup>(123)</sup> Voir le compte rendu de la séance du Conseil général, du 21 mars 1911, dans « Le Peuple », 22 mars 1911.

<sup>(124)</sup> Selon J. Lekeu, ibidem.

du suffrage universel. Mais les tendances s'affrontèrent surtout à propos des modalités de l'action. La gauche marxiste était préoccupée d'éviter, en cette circonstance, que « la période d'agitation fût une période de trêve et de bloc ». Avec les assurances d'Emile Vandervelde, Louis de Brouckère accepta de se rallier à un ordre du jour autorisant le parti à rechercher « l'accord avec les partis d'opposition et toutes les bonnes volontés ». (125) Bien qu'elle s'en défendît devant ses propres partisans, la gauche marxiste, assagie, avalisait la politique majoritaire et il ne restait de son opposition que ses critiques angoissées et impuissantes à l'égard de l'« entente cordiale » avec les libéraux.

Au contraire, l'opposition rebondit avec l'extrême-gauche à qui les marxistes cédaient le terrain. Pour Jacquemotte, il n'était pas question de « faire en ce moment le bloc de l'opposition contre le projet Schollaert et pour le S.U. ». « La classe ouvrière ne doit jamais compter que sur son propre effort ». Refusant la voie de la patience que Vandervelde proposait dans son rapport au congrès, le leader de l'extrême-gauche voulait voir le parti reprendre l'initiative, après avoir trop longtemps toléré le vote plural. « Aurions-nous perdu, dans le réformisme, notre belle combativité d'antan? ». La résolution qu'il présenta au nom des Employés socialistes de Bruxelles rappelait que « tous les partis bourgeois repoussent (la) réforme essentielle du suffrage universel » (les libéraux s'y rallièrent quelques mois plus tard, sans encore adhérer à la formule socialiste) et appelait le congrès à proclamer que « la revision de la Constitution ne pourra être obtenue que par une pression violente du prolétariat » et que « seule la grève générale permettra cette pression violente ». Le syndicat des Employés socialistes, soutenu par quelques groupes, demandait, encore, de « nommer un comité de grève chargé de préparer l'abandon total et en masse du travail dans le plus bref délai ». (126)

Le congrès ne suivit pas son extrême-gauche, l'assurance formulée par le député Antoine Delporte que « le conseil général (...), l'heure venue, fera la grève générale " parut suffisante aux congressistes qui applaudirent. En vérité, le conseil général, dominé par les parlemen-taires, était moins que jamais résolu à recourir à l'arme de la grève générale. Les élections communales d'octobre 1911 n'entraînèrent pas la chute du gouvernement, mais les élections législatives de juin 1912 devaient, elles, être décisives. On en était convaincu. Or, contre toute attente, la majorité catholique amorça un redressement. Dans la classe ouvrière, le résultat désespérant fut accueilli par une explosion de colère. Un mouvement de grèves spontané éclata dans plusieurs régions. Le Parti s'empressa de rattraper les forces dont il avait perdu le contrôle, en se ralliant, maintenant que les masses étaient en mouvement, aux propositions que l'extrême-gauche avait formulées un an auparavant de préparer ce mouvement. Il rétablit son contrôle, mais la préparation de la grève générale, longue et minutieuse, s'éternisait. La direction du parti s'en servait comme d'un épouvantail pour forcer le Parlement à la revision de la Constitution.

Quand, excédé des atermoiements successifs, le congrès du parti décréta, enfin, la grève générale « légale et pacifique » en avril 1913, la plupart des dirigeants, y compris ceux de la gauche marxiste qui se divisèrent à ce propos, restèrent convaincus de l'inopportunité du mouvement. Ils étaient persuadés que le recours à l'action directe n'était pas nécessaire, voire pas souhaitable, pour obtenir, à terme, la réforme électorale. Aussi, une fois déclenchée, la grève ne pouvait aboutir qu'à une « demi-victoire » d'une force que les efforts en vue de la centralisation syndicale avaient élevé à un niveau bien supérieur à celui de 1902 et de 1893. Attentifs à ne pas rompre l'alliance avec le libéralisme, les dirigeants socialistes étaient disposés à se rallier à toute concession gou-

<sup>(125)</sup> Voir le compte-rendu du XXVIe congrès annuel du P.O.B., des 16 et 17 avril 1911, dans « Le Peuple », 18 avril 1911.

<sup>(126)</sup> Idem.

vernementale qui annonçât la réforme pour l'avenir. Le geste ayant été fait, les dirigeants, sur l'insistance des libéraux, mirent fin à cette grève en laquelle ils n'avaient jamais cru et qu'ils n'avaient pas voulue.

Le réformisme, après plus d'une décennie de pratique révisionniste et parlementaire, exerçait une telle emprise sur le Parti ouvrier qu'il commandait même à la classe ouvrière engagée dans son propre mouvement, pour ses propres objectifs. Privés d'une direction politique conséquente et résolue à compter plus sur eux que sur les concessions de l'adversaire, les travailleurs socialistes ne trouvaient pas dans le parti une direction de rechange. La gauche marxiste, inquiète du réformisme ambiant, manquait de confiance dans la conscience ouvrière, cherchait à élever l'instinct de classe au niveau de conscience socialiste, mais par une éducation toute théorique que démentait la pratique qu'elle finissait, malgré ses critiques, par avaliser.

Seule l'extrême-gauche pouvait, dans sa passion de l'action directe, répondre à cette attente : sa préoccupation de susciter ou d'épouser tout mouvement incarnant l'esprit de révolte du prolétariat la disposait à le faire ; mais sa réponse n'était pas politique : dans son inspiration syndicaliste révolutionnaire, l'extrême-gauche ne voyait dans la lutte pour le suffrage universel qu'un moyen pour déblayer le terrain pour les luttes futures qu'elle ne concevait que sur le seul terrain économique.

. . .

Louis de Brouckère, quand il tenta, avec son opposition au ministérialisme, d'enrayer le cours réformiste, eut devant le congrès de 1910 ce cri amer : « Oh! Je sais qu'il n'est plus de mode de se proclamer révolutionnaire. Aujourd'hui, c'est dans nos rangs que l'épithète révolutionnaire fait sourire et l'on passe pour un utopiste quand on affirme que c'est par la révolution que le prolétariat triomphera ».

La centaine de groupes qui le suivirent, d'une manière ou d'une autre, dans son opposition, démentaient cette constatation abusée. La révolution était présente dans le parti. Le socialisme belge ne versait pas tout entier dans le réformisme, il ne répudiait pas unanimement la lutte des classes et il manifestait beaucoup de réticence à écouter ceux qui, dans le parti, l'invitaient à considérer qu'« il y a aussi des intérêts qui sont communs au prolétariat et à certaines fractions de la bourgeoisie ».

Présente, la révolution était aussi éparpillée : tout comme le réformisme était loin d'être homogène, la révolution connaissait une variété d'expressions et de nuances, qui, le plus souvent les unes contre les autres, privilégiaient tel ou tel de ses aspects. De la conscience de classe à l'action directe, de la violence révolutionnaire à la critique de l'Etat bourgeois, de l'opposition systématique à la bourgeoisie à l'action propre et indépendante du prolétariat, tous ces thèmes se retrouvaient, mais dispersés dans les tendances divergentes qui s'opposaient.

C'est en considération de cette dispersion que le phénomène de l'extrême-gauche présente un grand intérêt : par ses origines diverses, elle était la tentative partiellement réussie de réunir, au-delà des filiations idéologiques particulières, tout un plan de la révolution. Mieux même, l'apparition dans le socialisme belge de cette tendance issue de l'anarchisme et de ses dépassements marquait un nouveau pas dans l'incarnation intégrale de la révolution. Il y eut même un moment, peut-être quelques semaines, où celle-ci sembla s'être rassemblée : la rencontre de l'extrême-gauche et de la gauche marxiste dans « Le Groupe socialiste révolutionnaire » de Bruxelles, en mars 1910, situe ce moment mais il fut fugitif. Le « Groupe » fut le lieu d'un affrontement des tendances de la révolution, à un moment où la combativité ouvrière commençait, mais trop sourdement encore, à remonter le creux de la vague qui séparait les tempêtes sociales et politiques de 1902 et de 1913. Dans le socialisme belge, la révolution manqua sa rencontre et accentua sa dispersion.

Cet échec éclaire, peut-être, le caractère marginal, du moins quant à ses origines, que revêtit le communisme en Belgique après la première guerre mondiale. Si le communisme belge réalisa cette rencontre d'une révolution éparpillée, à la faveur de la Révolution d'octobre, ce fut autour du courant dont Jacquemotte était issu qu'elle s'opéra. Le marxisme que le socialisme belge intégra, avec la gauche marxiste des années 1910, resta à l'écart. Certains, tel Charles Massart, rejoignirent la tendance de Jacquemotte qui avait évolué vers le marxisme, mais la plupart de ceux qui avaient découvert, avant 1914, dans le marxisme le rempart contre le réformisme, furent hostiles à cette révolution qui s'incarnait dans le bolchévisme. Ce furent eux qui précipitèrent les événements conduisant la minorité bolchévisante à former, hors du Parti ouvrier, le Parti Communiste.

L'extrême-gauche d'avant 1914 avait été aux origines du communisme en Belgique.

## L'Europe des trusts ou l'Europe des travailleurs?

La Belgique fait partie du Marché commun. L'internationalisation croissante de la vie économique a par ailleurs amené un nombre considérable de firmes étrangères, américaines surtout, à installer des filiales dans notre pays ou à racheter des usines belges.

Ce sont là des faits dont il faut tenir compte, et pas seulement si on estime, comme nous, qu'il faut développer la lutte contre le capitalisme et transformer radicalement le régime actuel pour résoudre les problèmes de notre époque.

Dans le « document de réflexion » qu'il a rédigé en vue du Congrès de la F.G.T.B., Henri Janne aborde ces problèmes et Henri Simonet fait de même dans le petit livre où il prône un « socialisme nouveau ».

Pour ne pas allonger outre mesure l'article consacré à ces « manifestes néosocialistes » dans le dernier numéro des « Cahiers » (1), j'avais omis d'examiner les thèses qu'ils développent à ce sujet. Comme les problèmes de l'Europe prennent une importance croissante, il convient pourtant d'en dire quelques mots.

#### LES INVESTISSEMENTS AMERICAINS

Comme c'est souvent le cas dans le « document de réflexion » d'Henri Janne, nous y trouvons une description assez exacte des faits.

« Un nouvel élément vient changer la structure néocapitaliste nationale, tant en ce qui concerne la répartition du produit social qu'en ce qui concerne le système des pouvoirs, écrit-il. Il s'agit de

<sup>(1) «</sup> Cahiers marxistes », nº 7, « Trois manifestes néosocialistes ».

l'emprise croissante des grandes sociétés américaines sur les économies nationales européennes. Leur force de pression sur les gouvernements et leurs autres centres du système pluricentriste est aggravée du fait qu'elles peuvent la répartir sur l'échiquier des divers pays; elles peuvent agir, au moment voulu, sur les points de moindre résistance en y concentrant leurs efforts. Leur caractère international leur permet d'échapper à l'emprise des pouvoirs nationaux ». (Rapport sur les « mutations de la société moderne », pages 66-67).

Pour donner une idée de l'importance de ces investissements, Henri Janne reproduit un tableau repris de l'« USA Survey of Current Business » d'où il ressort que, de 1958 à 1967, les investissements américains en Belgique ont atteint le chiffre imposant de 667 millions de dollars, soit 33.350 millions de francs belges.

En réalité, ces investissements sont encore plus considérables. D'après le Ministère des Affaires économiques bien placé pour le savoir parce qu'il les favorise en octroyant d'importants avantages financiers aux investisseurs (subventions d'intérêts, etc.), ils se sont élevés à 49.127 millions de francs pour la période 1959-1967. Et comme ils ont encore augmenté de plus de 14 milliards au cours des deux années suivantes, cela fait au total 63.190 millions de francs pendant la période allant de 1959 à 1969.

Qu'il s'agisse de trente ou de soixante milliards n'a du reste pas beaucoup d'importance. Même si les statistiques auxquelles Janne se réfère sont un peu périmées, les remarques qu'elles lui suggèrent sont pertinentes.

« L'emprise américaine est accueillie sans résistance réelle par le système néocapitaliste parce qu'elle le renforce et l'aide à soutenir sa croissance économique, constate-t-il. Elle est considérée comme un facteur de stimulation et de restructuration dimensionnelle des industries européennes les plus avancées. Il n'empêche que c'est un facteur antidémocratique et quasiment « colonial ». (Rapport, page 70).

C'est exact et nous le disons depuis longtemps.

Si Henri Janne perçoit le danger de cette « colonisation » économique et s'il explique fort bien pourquoi le néocapitalisme belge s'en accommode, il néglige toutefois d'ajouter que beaucoup de dirigeants socialistes se montrent tout aussi favorables à ces investissements que les milieux d'affaires belges, et qu'ils les encouragent par tous les moyens quand ils sont au gouvernement. Feu Antoine Spinoy avait donné l'exemple quand il gérait le Département des Affaires économiques et, depuis lors, Edmond Leburton et Fernand Delmotte ont montré qu'ils sont au moins aussi généreux que les ministres PSC ou PLP lorsqu'il s'agit d'accorder des bonifications d'intérêts, des primes en capital et des faveurs fiscales pour allécher les investisseurs étrangers.

#### L'ILLUSION EUROPEENNE

Très conscient du danger que présente la mainmise croissante des grandes entreprises américaines sur l'économie belge, Henri Janne se montre pourtant d'une candeur désarmante quand il entreprend d'indiquer ce qu'il conviendrait de faire pour conjurer ce péril.

« Seule la formation de l'Europe comme une véritable entité et l'existence d'un pouvoir politique européen, central, souverain et démocratique, pourraient permettre de contrôler et de maîtriser cet impérialisme nouveau, écrit-il. C'est pourquoi le socialisme doit prendre une dimension européenne et le syndicalisme constituer les structures nécessaires pour défendre efficacement les travailleurs sur le plan même où œuvrent les grandes sociétés américaines. Celles-ci ne doivent pas, chacune forte de son unité, trouver un front divisé des travailleurs qui s'offre à toutes les manipulations. L'internationalisme retrouve ici une fonction primordiale dans le combat pour le socialisme ». (« Mutations... », pages 70-71).

Ces fortes paroles ne peuvent dissimuler ce qu'il y a d'équivoque dans l'orientation suggérée par Henri Janne. Que les syndicats doivent réunir leurs forces et coordonner leur action pour défendre les intérêts des travailleurs dans des luttes qui se déroulent de plus en plus souvent contre des trusts internationaux dont les usines sont disséminées à travers toute l'Europe, c'est l'évidence même.

Henri Janne a donc raison de le dire et de revenir par la suite sur le même thème auquel il consacre plus loin quelques phrases pleines d'envolée : « A quand la constitution de comités internationaux groupant les sections syndicales des divers établissements d'une même firme internationale ? Cela changerait complètement les perspectives de négociation, augmenterait la force des grèves ou de leur menace. A quand le premier préavis de grève européen ? » (« Mutations... », page 97).

Mais pourquoi faut-il que cet appel à l'unité d'action internationale des travailleurs s'accompagne d'une profession de foi « européenne » ? Pourquoi Henri Janne invite-t-il en même temps les travailleurs à placer leurs espoirs dans la création d'un « pouvoir politique européen » doté de droits importants ? Croit-il vraiment que les gouvernements européens qui se montrent aujourd'hui si accueillants aux investissements américains changeraient d'avis pour autant ? S'imagine-t-il que les ministres socialistes qui acceptent si volontiers la mainmise américaine, engageraient aussitôt « le combat pour le socialisme » au nom de l'internationalisme ?

Car cette « Europe politique », qu'Henri Janne appelle de ses vœux, ce n'est pas une phrase en l'air, une idée qu'on lance au hasard. En cette année 1970, nous savons très bien ce qu'elle serait : cette « Europe politique », c'est celle qu'on se propose de réaliser en élargissant les attributions des Communautés issues du Traité de Rome, en accordant des pouvoirs de plus en plus étendus en matière financière, budgétaire et politique à des institutions européennes

dont la caractéristique est précisément d'être fort peu démocratiques.

On n'aperçoit dès lors pas comment ce renforcement de ce que l'on a appelé avec assez de raison l'« Europe des trusts » pourrait faciliter la lutte des travailleurs.

#### UN PAS DE PLUS

Comme on pouvait s'y attendre, Henri Simonet développe les même idées qu'Henri Janne en s'engageant pourtant beaucoup plus résolument dans la voie de l'intégration au néocapitalisme.

Sans nier les inconvénients des investissements américains, il estime qu'il ne serait pas « réaliste » d'adopter une politique hostile à leur égard. Et, pour le justifier, il reprend à son compte les arguments couramment utilisés dans les milieux capitalistes, ceux-là même qu'Henri Janne estime un peu suspects.

Pour Simonet, ces investissements « contribuent à l'expansion, à la diversification économique, au plein emploi ainsi qu'à la reconversion nécessaire de nos industries et de nos régions. Ils peuvent apporter des techniques nouvelles en matière de production, de gestion et de promotion commerciale, de nature à exercer un effet d'entraînement sur nos propres entreprises. Ils introduisent souvent des produits nouveaux ou d'avenir, jusqu'alors importés. Ils créent des courants d'exportation nouveaux ». (« La gauche et la société industrielle », page 151).

Simonet ne conteste pas « les dangers de dépendance technologique, de domination politique et de colonisation économique suscités par l'ampleur croissante, la nature et la forme de tels investissements ». Mais, lui aussi, c'est dans l'« Europe » qu'il place ses espoirs. « Pour éliminer ces dangers, il faudrait parvenir à réduire les écarts de puissance de productivité, d'organisation et de créativité qui se sont creusés entre l'Europe et les Etats-Unis. Ceci implique une rénovation de notre politique et de notre stratégie de développement à l'échelle de la Communauté économique européenne ».

En précisant ce que devrait être cette stratégie, Simonet ne songe bien entendu pas un seul instant à proposer aux syndicats de coordonner leurs efforts pour organiser des grèves européennes. Cela, c'est bon pour Henri Janne qui n'a pas complètement oublié que les syndicats doivent parfois engager la lutte pour faire triompher les revendications ouvrières. Pour Simonet, il n'en est plus question et M. Pulinckx, l'administrateur-délégué de la F.I.B. pourrait souscrire aux propositions qu'il formule : « Accentuer la concertation avec les fédérations professionnelles (patronales) et les syndicats ainsi que l'intervention publique en vue de réaliser les objectifs suivants : rationalisation ou spécialisation de nos entreprises et création d'entreprises à l'échelle européenne dans les secteurs de pointe et d'avenir; encouragement des participations européennes dans de grandes entreprises multinationales et dans le contrôle d'entreprises étrangères de pointe. » (« La gauche ... », page 152).

C'est dans cette perspective, rigoureusement néocapitaliste et technocratique, que Simonet propose d'« aménager, harmoniser et simplifier les dispositions législatives qui encadrent les investissements, les appels au marché financier », d'« instituer un statut de droit européen pour les sociétés à capitaux », d'« organiser le marché européen des capitaux » et de créer, au niveau de la C.E.E., « une société européenne d'investissement habilitée à financer ou à promouvoir des investissements ... » (Idem, pages 152-153).

Enfin après s'être réjoui « que le « sommet » européen de La Haye, en décembre 1969, laisse entrevoir un progrès en la matière », il déclare « qu'on peut espérer que dans les prochaines années, la coordination des politiques monétaire et conjoncturelle demeure une réalité à partir de laquelle il sera possible de construire une politique financière européenne ». (Idem, page 153).

C'est à peu près mot à mot le programme que le nouveau président de la Commission des Communautés Européennes, M. Malfatti, a présenté récemment devant le Parlement européen de Strasbourg, en indiquant dans quel sens allaient se concentrer les efforts destinés à accélérer le rythme de la « construction européenne » : le renforcement des institutions européennes, la transformation de l'union douanière en une véritable union économique et monétaire, par l'adoption progressive d'une politique économique conjoncturelle et à moyen terme par l'harmonisation des systèmes budgétaires et fiscaux pour aboutir enfin à une véritable union politique.

Or si la création du Marché commun a pu susciter des illusions, les faits se sont depuis longtemps chargés de les dissiper.

La nécessité d'élargir les marchés n'est pas en cause. C'est une nécessité objective car les grandes entreprises modernes réclament des débouchés plus vastes que le marché national. Ce qui est discutable, ce n'est pas d'avoir supprimé les barrières entre les six pays, c'est la manière dont on l'a fait. La C.E.E. a en effet été créée pour promouvoir un type de croissance néocapitaliste assurant la prédominance des intérêts des grandes entreprises privées et toutes les mesures prises jusqu'ici en ont accentué le caractère antidémocratique en réduisant progressivement les possibilités effectives d'intervention et de contrôle c'es parlements nationaux et des masses populaires des pays membres. Dès maintenant, des secteurs de plus en plus larges de la politique économique et sociale de chaque pays sont directement conditionnés par des décisions prises par des institutions supranationales.

Contrairement à ce que prétend Simonet, le renforcement de ces institutions, la mise en œuvre d'une politique économique et financière commune ne permettront pas à l'Europe de répondre au « défi américain » aussi longtemps que cette politique restera déterminée par le souci de promouvoir un type de croissance néocapitaliste : elles permettront tout au plus aux pays du Marché commun de suivre, toujours avec retard, la voie des Etats-Unis qui les précèdent de loin dans le développement capitaliste.

Et cette politique ne permettra pas non plus de satisfaire les revendications des travailleurs. Même les partisans les plus décidés du Marché commun reconnaissent que l'« Europe sociale » reste dans une large mesure à faire.

#### LE ROLE DES SYNDICATS

Il est donc nécessaire que les syndicats coordonnent leur action à l'échelle européenne. C'est seulement ainsi qu'il leur sera possible de lutter efficacement contre les trusts supranationaux et s'est seulement ainsi qu'il leur sera possible de faire pression sur les institutions européennes.

Mais il serait dangereux de s'imaginer — comme Henri Janne le laisse entendre — que les luttes ouvrières se dérouleront dans un cadre plus favorable si l'on augmente encore les pouvoirs et le champ d'action des institutions européennes.

Pour mettre en œuvre une politique répondant réellement aux intérêts des peuples européens, il faudra transformer profondément ces institutions en les démocratisant à tous les niveaux afin d'assurer aux organisations syndicales et démocratiques la possibilité d'y exercer une influence réelle.

Mais cette transformation des structures du Marché commun, leur remplacement par des structures plus démocratiques ne se fera pas toute seule. Elle dépend de l'action que déploieront les travailleurs des six pays.

En même temps qu'elle se mènera au niveau de la C.E.E., cette action devra également — et même surtout — se développer à l'échelle de chaque pays, contre les gouvernements des différents pays. A l'heure actuelle, les organisations syndicales ne disposent en effet que de pouvoirs très réduits uniquement consultatifs, au sein des institutions de la Communauté. S'il faut s'efforcer d'obtenir que les syndicats jouissent de droits accrus à ce niveau, dans l'immédiat, c'est en direction de leurs gouvernements respectifs que les travailleurs devront porter leurs efforts afin de les obliger de tenir compte de leurs revendications et de les défendre au sein du Conseil des ministres des Six.

C'est dans la mesure où cette action des masses se développera qu'il sera possible d'infléchir l'orientation actuelle des Communautés européennes et de frayer la voie à une Europe qui ne serait plus celle des trusts.

### Démocratie et socialisme

Il y a maintenant deux ans, le XIXe Congrès d'Ostende du P.C.B. (15-16 et 17 novembre 1968) adoptait des thèses politiques importantes. Un effort de réflexion, alimenté par la complexité de la situation nationale et internationale, permettait au parti de se mesurer avec les thèmes fondamentaux de son action, des perspectives de la lutte ouvrière en Belgique, la voie vers le socialisme.

Discours abstrait? Non, ancré dans l'analyse concrète de la réalité, tenant compte des exigences contemporaines et des perspectives du mouvement ouvrier, les thèses s'efforçaient notamment de préciser la voie belge vers le socialisme en étudiant les rapports entre la démocratie et le socialisme, dans les conditions originales de notre pays. Sans séparer les considérations théoriques de la pratique politique, les thèses formulaient des propositions concrètes d'action au mouvement ouvrier belge.

Le parti communiste s'interrogeait sur son action pour le socialisme, sa raison d'être. Cette action, inséparable de celle de l'ensemble de la gauche, s'est développée depuis. Il n'est pas inutile d'examiner comment les idées avancées dans les thèses sont entrées dans la réalité, quelles formes se sont dégagées et quels problèmes se posent maintenant à l'action politique.

Nous nous attacherons dans cet article à un thème important : notre vision de la démocratie, les rapports de celle-ci avec l'action pour le socialisme dans notre pays, compte tenu des institutions, de l'organisation de l'économie et des traditions politiques spécifiques.

Une précaution utile avant de poursuivre : on ne peut dissocier l'action politique menée dans notre pays, des conditions internationales dans lesquelles il se situe et qui peuvent peser lourdement sur certaines options fondamentales : les alliances militaires de l'OTAN, les liens économiques et politiques du marché commun. L'exigence de pouvoir déterminer librement son développement et son avenir, de pratiquer une politique internationale indépendante (neutralité active) est fondamentale. De même l'incidence du traité de Rome instituant le Marché commun sur les options que nous serons amenés à faire doit être examinée. Il s'agira de prendre clairement attitude vis-à-vis des implications politiques et économiques de la construction européenne.

Nous aborderons ici la liaison entre l'action pour l'élargissement de la démocratie et la lutte pour le socialisme, ce qui nous conduira à étudier le rôle de l'Etat dans un pays capitaliste hautement développé.

Analysant la dégradation des institutions et la crise politique actuelle, nous tenterons de définir la place nouvelle que les travailleurs acquièrent dans la vie économique, les conséquences pour les institutions et les formes originales qui apparaissent au plan de l'action. Nous nous efforcerons enfin de dégager les objectifs à court et moyen termes que le mouvement peut se poser et les alliances qu'ils nécessitent.

Inutile d'ajouter que ces thèmes importants font l'objet de débats, de discussion et que le présent article formule quelques réflexions et considérations qui demandent à être approfondies.

1. L'ACTION POUR L'ELARGISSEMENT DE LA DEMOCRATIE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME SONT INSEPA-RABLES.

Rappelons tout d'abord la thèse 31 qui figure en tête du chapitre D des thèses du XIXe congrès :

- Pour un gouvernement anti-monopole — Pour une alternative démocratique et socialiste ».
- « Pour apporter des solutions adéquates à notre pays, il faut adhérer profondément à l'originalité de son histoire politique et sociale, à son présent, aux aspirations de progrès, de démocratie, de liberté et de paix de notre peuple.
- » Pour donner à la contestation globale une perspective, pour permettre au mouvement ouvrier de remplir sa tâche d'accoucheur d'une Belgique démocratique et socialiste et, dans cette voie, pour permettre la constitution d'un gouvernement anti-monopole, il faut dégager un front politique, le préparer par des alliances de front démocratique à la base. » ...
- « A notre époque, la perspective qui s'ouvre à la Belgique est celle du socialisme. L'idée en murit, l'objectif est plus proche qu'on ne l'imagine. Il importe maintenant d'en définir les conditions, de préciser la voie belge vers le socialisme.
- » Dans notre pays, la société socialiste sera démocratique, pluraliste et humaniste.
- » Enrichi de toute l'expérience du mouvement ouvrier international, le mouvement ouvrier belge tracera sa propre voie vers le socialisme en s'appuyant sur les conditions historiques originales de notre pays. »
- Il faut évidemment souligner l'importance de l'intitulé : pour un gouvernement antimonopole. Il doit être clair en effet que lorsque nous réclamons l'élargissement de la démocratie, nous ne

songeons pas seulement à défendre les institutions démocratiques traditionnelles, à les rajeunir et à les adapter (modernisation des institutions).

#### AU-DELA DE LA DEMOCRATIE FORMELLE

Tout en défendant les conquêtes démocratiques actuelles, souvent menacées, nous nous efforçons de dégager les formes de participation des masses à la vie publique et sociale qui permettent à la démocratie d'étendre son champ d'action, d'arracher, souvent de haute lutte, des réformes de structures qui rompent certains équilibres et mettent en cause le pouvoir des monopoles.

Il ne faut point traiter avec mépris les conquêtes passées en accolant à la démocratie l'adjectif méprisant de les acquisitions positives de cette démocratie menacée par le néocapitalisme, de l'étendre en s'opposant aux ennemis de la démocratie réelle, les trusts, les grandes sociétés, qui tentent de limiter les droits des travailleurs et des citoyens et dominent l'Etat.

Lutter pour la démocratie, comme l'écrivait Marc Drumaux, le 15 mai dans le « Drapeau Rouge », « c'est porter des coups de plus en plus importants au pouvoir néo-capitaliste, c'est conquérir des positions de pouvoir antimonopoles ».

Certains critiques de « gauche » ne paraissent pas comprendre la portée de cette notion.

Une telle action exige de larges alliances mais aussi de la clarté dans les objectifs. Démocratie, le mot a-t-il été assez galvaudé! Maintenant encore, le P.L.P., avec son opération « démocratie vivante », entretient un brouillard dangereux sur la notion et son contenu. Habilement, il tente de prendre appui sur les aspirations réelles des masses qui s'opposent à l'autoritarisme, aux solutions administratives pour dévier cette opposition vers l'Etat (qui n'est pas défini autrement), les organisations des travailleurs (les syndicats attaqués au nom de la liberté), le dirigisma (comme si les monopoles aujourd'hui et singulièrement les amis et les soutiens du P.L.P. n'utilisaient pas à fond l'intervention de l'Etat dans l'économie).

Peut-être faudrait-il, ce n'est pas une simple question de mots, parler de démocratie avancée comme le fait le P.C.F. pour traduire la volonté de dépasser la démocratie formelle ou encore de démocratie authentique, ou novatrice.

Elargir la démocratie, donner aux libertés traditionnelles inscrites dans la Constitution une consistance réelle, c'est conquérir des droits nouveaux pour les travailleurs, faire naître ce que nous appelons des centres de contre-pouvoir, c'est lutter concrètement pour le socialisme.

Cette action prend appui sur les organisations de travailleurs qui acquièrent un poids plus important dans la société et l'Etat. Elle fait appel à la volonté de changement présente dans de nombreux mouvements, même si l'expression en reste confuse. Que l'on songe aux exigences de la jeunesse qui ne peut se satisfaire des aspects formels de la démocratie et pose les problèmes du contrôle des élus, du rôle des assemblées, de la participation aux décisions.

#### REFORMES DES INSTITUTIONS ET REFORMES DE STRUCTURES

La transformation des institutions et les modifications des structures économiques dans notre pays peuvent modifier dès à présent, sensiblement, les rapports de classes. A condition de ne point dissocier les réformes de structures politiques et économiques, on peut dès à présent porter atteinte au système et non l'aménager pour le renforcer ou permettre sa survie.

Evidemment dans cette action, beaucoup dépend de la capacité du mouvement ouvrier de faire son unité et de transformer le système par des réformes sans s'y intégrer. Les hésitations de la gauche, si souvent soulignées, le retard apporté à dégager de nouvelles alliances, tiennent sans doute aux confusions sur les perspectives et les buts que le regroupement politique souhaité doit s'assigner.

Au XIXe congrès, en novembre 68, nous avons souligné la nécessité de dégager un front politique, de le préparer par des alliances à la base. L'appel de Léo Collard de mai 69 constituait incontestablement un pas dans cette direction, mais le maintien de cette recherche au niveau des états-majors, l'hésitation sur le programme et les perspectives n'ont pas encore permis d'avancer dans cette voie.

Lorsqu'on nous demande de « clarifier » notre position sur la démocratie,
nous pouvons répondre avec netteté :
« Il n'y a jamais de contradictions
entre nos objectifs démocratiques et nos
objectifs socialistes ». Le vieux dilemme
réforme ou révolution perd de son sens
et devient un faux problème dans la
mesure où la ráforme ne tand point à
aménager le système, à lui donner une
assise plus solide mais à ébranler des
structures, à procéder à des transformations économiques et sociales fondamentales.

Une réforme de structure, c'est une réforme qui touche aux fondements mêmes du régime capitaliste.

Sans abuser des citations qui, détachées de leur contexte, ne sont pas souvent démonstratives, rappelons ici un texte de Lénine qui traduit admirablement cette idée d'action pour la démocratie, liée à l'action pour le socialisme :

« Développer la démocratie jusqu'au bout, rechercher les formes de ce développement, les mettre à l'épreuve de la pratique, etc., c'est là une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale. Pris à part, aucun démocratisme ne donnera le socialisme, mais dans la vie, le démocratisme ne sera jamais « pris à part », il sera « pris dans l'ensemble », il exercera son influence sur l'économie également, il en stimulera la transformation, et, à son tour, il subira l'influence du développement économique, etc.; ... Telle est la dialectique de l'histoire vivante ».

Lénine,

« L'Etat et la Révolution », p. 74.

#### 2. L'ETAT DANS LES PAYS CAPITA-LISTES DEVELOPPES

Les possibilités d'une action pour la démocratie et le socialisme se sont incontestablement multipliées dans la société contemporaine, à la fois très structurée et très diversifiée sur les terrains de l'économie, des institutions sociales, culturelles et politiques.

Le néocapitalisme a multiplié luimême les terrains de lutte. Les possibilités d'alliance se sont élargies. Dans notre pays, aux facteurs généraux d'extension du champ d'action s'ajoute encore la prise de conscience des communautés. Depuis le développement du capitalisme monopoliste d'Etat, le rôle de l'Etat s'est considérablement modifié. Il ne se borne plus à maintenir les conditions externes de la production ni même à établir l'infrastructure qui correspond aux exigences des dirigeants de l'économie. Souvent il fait fonctionner directement l'économie (secteur public de l'industrie — cas exceptionnel chez nous) ou intervient par des crédits au secteur privé, des subsides ou des investissements directs dans l'industrie, politique de plus en plus fréquente dans notre pays.

On est loin de l'Etat « gendarme » du XIXe siècle qui se bornait à maintenir l'ordre et intervenait le moins possible dans la vie économique.

Les tâches de l'Etat se sont donc multipliées, diversifiées, les effectifs du personnel se sont accrus dans des proportions considérables et le phénomène s'accélère au point que le budget de l'Etat prend une part toujours plus importante dans le revenu national.

L'appareil d'Etat et le capital financier s'interpénètrent. L'Etat intervient directement et de manière permanente dans l'économie. Il est le plus gros client des sociétés privées (établissemnet des contrats programmes avec les puissants trusts). Il aide aux investissements, les finance, accorde crédits, subventions et primes, directement ou à l'intervention d'organismes publics qu'il contrôle. Il renfloue les entreprises en difficultés avec l'argent de la collectivité, ce que, soit dit en passant, les théoriciens de la libre entreprise acceptent volontiers, à condition de garder les mains libres.

Il serait un peu court de dire que les monopoles commandent l'Etat. Disons plutôt que monopoles et appareil d'Etat s'interpénètrent dans un mécanisme unique, alliant des forces indépendantes qui se rencontrent sans pour autant faire disparaître de nombreuses contradictions. L'économique et le politique se lient. L'Etat s'intègre dans les structures économiques. Il n'y a pas deux pouvoirs, l'un économique et l'autre politique. Les conséquences sur le plan de l'action démocratique et socialiste sont importantes. Il n'y a plus, d'un côté, la lutte syndicale (les salaires) et de l'autre l'action politique (la conquête de la majorité au parlement) mais une action qui s'attache à la fois aux structures économiques et politiques (rôle

nouveau du syndicat), tente d'arracher des positions de pouvoir sur des terrains différents (à l'entreprise, dans les institutions para-étatiques, les centres universitaires, les communes, les communautés nationales).

Le processus est complexe, contradictoire et souvent confus. Le rôle accru de l'Etat dans l'économie n'implique pas que celle-ci se démocratise. Il n'y a pas de processus spontané, mécanique vers la démocratisation de l'économie et la transformation des structures, comme le prétendent parfois des dirigeants sociauxdémocrates. S'il fallait s'abandonner à la spontanéité du développement économique des pays capitalistes, la domination des groupes monopolistes irait en s'accroissant.

Actuellement, l'utilisation directe de l'appareil d'Etat par les monopoles, leur emprise entraîne la dégradation des institutions traditionnelles qui entrent en crise. Il convient de s'attarder quelque peu sur cet aspect des choses.

#### 3. DEGRADATION DES INSTITUTIONS ET CRISE POLITIQUE

#### CRISE DU PARLEMENT

Le Parlement bourgeois n'a lamais eu la possibilité, ni la volonté, de contrôler le développement de l'économie. Son impuissance vis-à-vis des forces économiques, du pouvoir réel des monopoles n'est plus à démontrer. Mais l'Etat assume dans les domaines les plus variés de la vie économique et sociale des tâches de plus en plus nombreuses et complexes. Le Parlement qui, en théorie, contrôle l'exécutif (gouvernement et administration de plus en plus nombreuse) est dans l'impossibilité matérielle d'examiner tous les problèmes. Son contrôle est limité et les centres de décisions se déplacent toujours du Parlement vers le gouvernement. D'autres formes de consultation apparaissent (réunion des partenaires sociaux où l'Etat associe syndicats et représentants patronaux groupes de travail qui réunissent les états-majors des partis traditionnels, etc.).

Au niveau du gouvernement, le même phénomène entraîne les mêmes conséquences. Le rôle des hauts fonctionnaires, des technocrates, s'accroît. Le poids des groupes industriels et financiers sur les décisions prend de plus en plus d'importance. Et cela au moment où

objectivement le rôle de l'Etat dans l'économie et la présence des organisations de travailleurs offrent de nouveilles possibilités de limitation du pouvoir des monopoles. Contradiction réella qui débouche sur la crise des institutions et présente de nouvelles possibilités d'intervention.

La politique économique de l'Etat (exécutif) est vulnérable aux manœuvres financières (fuite des capitaux, spécula tion sur la monnaie, etc.). Des absorptions, des fusions d'entreprises s'effec tuent en dehors de son contrôle. Les fermetures, les pertes d'emploi entraînent ensuite l'intervention de l'Etat pour pallier les conséquences sociales d'une politique qu'il subit. Toutefois, il ne le fait pas toujours passivement, d'autant que les forces du travail réagissent et pèsent à leur tour sur les structures politiques. De plus, des divergences d'intérêts entre différents secteurs des monopoles font naître des contradictions dans les options. Il devient possible de les utiliser en prenant appui sur certaines institutions paraétatiques.

Le grignotage systématique des prérogatives du parlement, le caractère désuet des méthodes de travail, la prépondérance de l'exécutif, de l'appareil administratif de l'Etat entraînent le discrédit de l'institution. Il est facile de démontrer le caractère anachronique de certaines pratiques parlementaires, de se plaindre de la lourdeur de l'appareil administratif de l'Etat et de ses méthodes de gestion, de railler le développement prolifique des institutions paraétatiques qui échappent à tout contrôle réel.

Il est vrai, par exemple, que le parlement abandonne le plus souvent son droit d'initiative au gouvernement, au risque de se transformer en chambre d'entérinement. Au nom des nécessités techniques, l'initiative est souvent laissée aux départements ministériels et les propositions d'initiative parlementaire qui aboutissent deviennent l'exception.

## INSUFFISANCE DES REMEDES TECHNIQUES

Les remèdes à caractère technique peuvent améliorer certaines défaillances mais ils ne sortent pas des sentiers battus et n'empêchent pas le divorce entre les institutions et les citoyens, entre le parlement et les centres de décisions réels. Il en est ainsi des propositions avancées par les bureaux d'études

des trois partis traditionnels : réorganisation de travail parlementaire en commissions, vote des projets après examen approfondi dans une seule chambre, création de sous-secrétaires d'État aidant les ministres, etc.

Le travail en commissions n'échappe pas aux mêmes règles. Il est préparé, orienté par les ministres et leurs armées de technocrates. Le Parlement débat peu des options fondamentales. Au nom du modernisme et de la démission des idéologies, on discrédite l'institution parlementaire et ce discrédit rejaillit sur les partis. La démocratie risque d'apparaître comme usée, impuissante à satisfaire les exigences contemporaines. On voit le danger de cette réaction qui, partant d'une critique juste des défauts du parlementarisme, aboutit au refus de l'engagement politique, au mépris de la démocratie.

Au plan européen, la situation comporte les mêmes traits, plus accusés encore. Le rôle purement consultatif du Parlement européen, dépouvru des instruments traditionnels du contrôle parlementaire sur les budgets, en apporte la démonstration. Les délégations de pouvoirs et de compétence des parlements nationaux au profit des institutions de la communauté européenne se multiplient. Celle-ci se trouve dotée da moyens propres de plus en plus importants sans autre contrôle que celui du Conseil des Ministres des Six.

Les abandons de souveraineté aux organismes communautaires affaiblissent encore le rôle des parlements nationaux sans qu'un pouvoir réel, démocratique ne s'institue au niveau de la communauté européenne. Le divorce entre les citoyens et les institutions y est complet. Le déplacement des centres de décisions à l'échelon européen, où les monopoles dominent encore plus nettoment, diminuent d'autant les possibilités de l'action nationale.

Mais le tableau n'est-il pas trop noir et quels remèdes apporter à la crise?

#### LES REMEDES

Nous pensons qu'il faut les rechercher dans le rôle nouveau que les travailleurs peuvent assumer dans l'économie et la rénovation des institutions sous leur action (parlement, assemblées régionales, villes et communes, organisations sociales).

S'il parait utopique et vain d'atten-

dre la grande occasion pour conquérir en un glorieux soir l'appareil d'Etat, il est tout aussi illusoire de se contenter de pénétrer dans les cabinets ministériels, dans la « chambre des boutons » selon l'expression imagée mais fausse du dirigeant socialiste Italien Nenni, pour exercer le pouvoir ou simplement l'orienter. Les illusions suscitées par la participation des représentants des travailleurs à des coalitions gouvernementales ne sont pas dissipées. Si ces formules ne sont pas nécessairement négatives, il faut en discerner les limites, en apercevoir les dangers. Il ne suffit pas de dégager un programme antimonopole pour le voir entrer dans la réalité. Il faut s'appuyer sur l'action des travailleurs sans se limiter à l'action parlementaire.

Si le parlement n'a jamais eu dans la conduite de l'Etat l'importance que les théories de la démocratie libérale lui donnaient, il n'en reste pas moins qu'il est appelé à jouer dans l'avenir un rôle positif, fondamental même dans l'expression de la volonté politique des masses. Mais il doit se rapprocher de l'électeur, du simple citoyen, renoncer au prétendu rôle d'arbitre entre les monopoles et les travailleurs, assumer des fonctions nouvelles de contrôle de l'économie, de limitation des pouvoirs des sociétés capitalistes.

L'action des représentants des travailleurs doit être soustendue par celle des travailleurs eux-mêmes et disposer d'autres centres, d'autres points d'appui dans la lutte sociale et économique.

De ces liaisons dépendent la force et donc les résultats des actions parlementaires et des assemblées élues en général. Aussi convient-il d'examiner le rôle et les possibilités actuelles des travailleurs dans l'économie et la vie sociale.

4. ROLE NOUVEAU DES TRAVAILLEURS
DANS L'ECONOMIE, CONSEQUENCES
SUR LES INSTITUTIONS ET FORMES
NOUVELLES DE LA DEMOCRATIE.

Dans l'action quotidienne, la lutte journalière, les travailleurs sont amenés à poser l'exigence du contrôle de l'économie, de l'entreprise à la région.

Si le néocapitalisme est souvent capable de « digérer » les revendications salariales, il ne peut résoudre les problèmes fondamentaux de notre société : la sécurité d'emploi, les déséquilibres régionaux et plus généralement les problèmes de la vie sociale dans les villes.

Il s'oppose à tout contrôle des décisions économiques, s'obstine à considérer les travailleurs comme des « outils », des moyens de production. Le verbiage sur la participation, la collectivité d'intérêts entre patrons et travailleurs n'y change rien. Et ce sont les producteurs qui subissent les conséquences des décisions à la fois sur le plan de l'entreprise et dans la société comme consommateurs et citoyens.

Le problème du contrôle est brûlant lorsqu'il s'agit des fermetures d'entreprises. Il est tout aussi réel pour l'organisation du travail, les cadences, les investissements, l'utilisation des crédits de l'Etat, des subsides de la collectivité à l'industrie.

Ainsi se concrétise la volonté de conférer des droits nouveaux, des pouvoirs aux travailleurs.

Il ne suffit pas d'abandonner aux organisations syndicales représentatives des travailleurs le droit de sièger dans des organismes consultatifs, de concertation, etc. Sans en négliger l'importance ni en surestimer les possibilités, l'axe principal de la lutte ne nous paraît pas se situer sur ce terrain. Il se place au niveau de l'entreprise. L'expérience enseigne et rend les travailleurs méfiant vis-à-vis des formes de participation qui risquent d'emprisonner les dirigeants syndicaux dans le corset du système.

Il s'agit d'obtenir des pouvoirs réels de contrôle et d'information aux divers échelons de l'activité économique. Contrôle sur les investissements, les aides et subsides de l'Etat, le niveau de l'emplo! (à l'échelon régional et dans les entreprises), les fusions projetées dont les conséquences sociales et économiques sont importantes et peuvent avoir des incidences pour des régions entières du pays. D'où l'exigence de doter les pouvoirs régionaux en gestation de droits réels.

DES DROITS NOUVEAUX A L'ENTREPRISE

Nous insistons particulièrement, dans l'étape actuelle, sur le contrôle au niveau de l'entreprise. Non pas que les autres échelons ne soient point importants. La bataille menée au Parlement par les élus communistes pour amender

le projet 125 créant des organismes économiques consultatifs dans des régions aux contours diffus en est une illustration, tout comme notre action pour le fédéralisme et le pouvoir aux régions.

Mais c'est sur le terrain de l'entreprise que la lutte est directement perceptible, que l'affrontement capital-travail est direct et que la lutte de classes se déploie dans toute son ampleur. C'est là aussi que débutent les liaisons nécessaires avec les problèmes plus géné-

C'est ainsi que la question des droits nouveaux pour les conseils d'entreprise, de pouvoirs (contrôle sur l'emploi et les licenciements, droit à l'information, accès aux livres) a été posée. Il serait vain de se contenter d'une critique « de gauche » des insuffisances des conseils d'entreprise et d'alimenter les déceptions qu'ils ont légitimement suscitées. Sans doute a-t-on trop promis d'une institution née dans la confusion lorsque fut élaborée la loi organisant l'économie.

Il doit être clair que les institutions ne suffisent jamais à elles seules dans notre société pour assurer aux travallleurs, à leurs organisations, des pouvoirs effectifs. Les rapports de force joueront toujours.

Les monopoles s'emploient à étouffer toute forme de contrôle, prenant appui largement sur les structures étatiques actuelles pour les combattre et les éviter. Au plan de l'entreprise ils limitent les droits déjà acquis, tentent de les diluer ou de les grignoter.

Il n'est pas excessif d'affirmer que la lutte pour l'extension des droits économiques des travailleurs devient une lutte pour le socialisme. En effet, l'extension des droits des travailleurs à l'entreprise, la reconnaissance de leur personnalité à son niveau limitent la sacrosainte propriété privée qui fait du travailleur un étranger, un objet dans l'entreprise.

C'est pourquoi nous mettons l'accent sur le contrôle ouvrier à l'entreprise.

#### AU-DELA DE L'ENTREPRISE

Très vite, le discours va s'élargir. Si les fonctions de l'Etat capitaliste se sont étendues à toutes les branches essentielles de la vie économique et sociale, si l'activité de l'Etat s'étend à de multiples secteurs et concerne directement

les principaux aspects de la vie des travailleurs, ceux-ci ne limitent plus leur action à l'entreprise et aux seuls problèmes liés aux salaires. Les revendications gagnent les aspects les plus larges de la vie sociale et des objectifs plus ambitieux se dessinent.

Par exemple, l'appel à l'intervention de l'Etat, au rôle accru des puissances publiques dans l'économie, à la création d'un secteur public industriel n'est pas une revendication d'essence socialiste. Ici encore, tout dépend du rapport de force, de la nature du contrôle démocratique qui peut s'exercer, de l'importance du secteur public dans l'économie et du rôle qui lui est dévolu. (voir par exemple la subordination en Italie de l'important secteur public aux choix des monopoles privés et les luttes menées par la gauche contre cette orientation).

Le rôle de la classe ouvrière, des travailleurs organisés gagne en importance à tous les échelons de la société.

Au moment où il devient possible d'exercer une action sérieuse sur certains secteurs de l'économie et sur l'appareil d'Etat présent partout, d'agir sur les leviers économiques, politiques, idéologiques qui furent et sont encore pour l'essentiel, la chasse gardée des milieux dirigeants de la bourgeoisie, celle-ci s'y oppose par tous les moyens à sa disposition. Elle tente de discréditer le rôle et la puissance des syndicats, elle met en doute la valeur des choix socialistes, et parle de démission de l'idéologie, tente d'affaiblir la confiance en des solutions socialistes et d'isoler, de détacher les nouvelles couches d'intellectuels occupés dans la production, de l'action syndicale.

Ces manœuvres sont alimentées par le manque ou l'insuffisance de démocratie dans les organisations syndicales, l'insuffisance des liaisons entre travailleurs et dirigeants syndicaux, la confusion dans les objectifs, le fait aussi que certains dirigeants syndicaux s'intègrent ou théorisent même l'intégration dans le système.

La bourgeoisie tente de s'adapter aux exigences nouvelles, de les digérer en quelque sorte sans affaiblir sa domination et d'atteindre de nouveaux équilibres afin que rien de fondamental ne change (changer pour que rien ne change).

Il faut bien comprendre cet aspect

nouveau de la lutte des classes et les conséquences que cela comporte. Il ne s'agit plus de monter à l'assaut de la machine de l'Etat pour la détruire. Il s'agit, en fait, de gagner l'Etat de l'intérieur, sur les divers plans où il exerce son activité, d'arracher de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs, de réaliser des réformes de structure qui conduisent à des ruptures, à des modifications qui peuvent devenir fondamentales.

Dans notre société capitaliste, le pouvoir politique est assujetti aux groupes dirigeants de l'économie par des mécanismes d'une grande souplesse, maniés avec dextérité par une pratique séculaire du pouvoir.

Il ne suffit pas, nous l'avons vu, de constater que le rôle de l'Etat s'accroît dans l'économie et que les théories de la « libre entreprise » ont fait leur temps pour discerner les possibilités nouvelles que cette situation offre au mouvement ouvrier et à ses alliés.

#### 5. NOUVELLES FORMES D'ACTION, LA STRATEGIE DES NOYAUX DE CON-TRE-POUVOIRS

Na plus attendre une transformation lointaine de la société en se fixant des objectifs à très longs termes mais inscrire dans la réalité quotidienne de nouveaux objectifs, tel est le sens de l'action proposée par les communistes. Avant même de parler de changement de gouvernement on peut déjà se poser l'exigence de gagner des droits nouveaux sur divers plans : entreprises, communes, régions, institutions sociales et culturelles, universités. Il s'agit de l'idée de lutte immédiate pour des centres, des noyaux de contre-pouvoir, idée formulée dans des résolutions du comité central du P.C.B. et Illustrée dans les termes suivants par M. Drumaux dans un éditorial du 20 février dernier : « En fait, la lutte pour conquérir des morceaux de pouvoir commence avant même que n'existe un gouvernement capable ou désireux d'ouvrir plus largement cette voie. C'est le sens qu'il faut donner aux luttes menées pour obtenir des délégations de pouvoirs véritables aux grandes communautés nationales, pour créer des organismes publics d'investissement sous contrôle populaire, pour organiser la résistance croissante des conseils communaux à l'emprise du pouvoir central, pour imposer la démocratisation des

universités, pour organiser avant que la loi ne l'accorde, le contrôle ouvrier de fait sur le maximum de matière, à commencer par le domaine de l'emploi. »

Et il reprenaît cette idée dans la presse du parti le 15 mai 70 dans les termes suivants : « La stratégie du contre-pouvoir permet en permanence de lutter avec efficacité contre cette véritable dictature (de la bourgeoisie néocapitaliste, n.d.l.r.). Elle a pour objectif de créer à tous les niveaux, plus particulièrement avec les délégations syndicales, des noyaux de contre-pouvoir dans les entreprises comme dans tous les organes de l'Etat. Elle vise à refuser et à empêcher l'application des décisions des centres dictatoriaux du néo-capitalisme. Cependant, une telle orientation ne peut prévaloir que si de très larges masses de travailleurs PARTICIPENT à ce combat pour le contre-pouvoir, qui est, en définitive, le moyen de modifier le rapport des forces d'une manière durable à l'occasion de n'importe quelle lutte. Le contrôle ouvrier, le contrôle universitaire, le pouvoir wallon, le pouvoir démocratique flamand, le pouvoir communal peuvent être des bases de contre-pouvoir ».

L'action s'exerce donc dans les directions les plus variées. Elle agit sur le contenu des institutions et pose la question fondamentale : comment assurer la participation des masses à l'exercice des pouvoirs ?

La transformation des structures de l'Etat exige une participation directe des citoyens à la gestion de celui-ci, un rapport constant avec les masses. Sans quoi, les institutions s'éloignent irréversiblement du peuple, le déçoivent et perdent leur valeur. La crise des institutions parlementaires traditionnelles le démontre - nous l'avons dit - et l'on voit poindre le danger : devant le discrédit du parlement, au nom de l'efficience et du modernisme, devant la crise des partis traditionnels, au nom du changement nécessaire, on avance les solutions technocratiques et autoritaires du néocapitalisme. Solutions qui débouchent sur le totalitarisme des monopoles. Non pas la dictature brutale et barbare du fascisme mais des formes plus enveloppées qui privent les masses de toute possibilité de choix véritables, les conditionnent et les enferment dans le système.

Pour faire face à ce danger, la dé-

fense des institutions démocratiques actuelles, pour importante et nécessaire qu'elle soit, ne saurait suffire. Il faut forger des moyens nouveaux qui viennent seconder, appuyer l'action au niveau du parlement.

C'est dans cet esprit que les communistes se sont prononcés pour le fédéralisme en Belgique, ayant en vue non point une simple réforme institutionnelle mais la création d'assemblées régionales nouvelles, démocratiques, dotées de pouvoirs réels notamment en matière économique.

« La réalisation du fédéralisme démocratique sera un pas important en direction du socialisme. Elle doit permettre l'élargissement de la démocratie, assurer l'épanouissement et le développement des communautés sur les plans économique, social, politique, culturel, renforcer l'union et la cohésion des forces de travail dans la diversité de leurs caractères propres. »

(Thèse 32 du Congrès d'Ostende).

La défense de la vie communale, de communes viables disposant de moyens d'action répond aussi à cette exigence.

Mais il faut creuser davantage le problème pour développer et élargir la démocratie à tous les échelons. L'exigence est réelle et les formules abondent qui traduisent ce besoin : démocratie de base, démocratie directe, démocratie authentique, etc.

En parlant de contre-pouvoir, nous n'ajoutons pas à la liste une expression, nous tentons d'en enrichir le contenu. Certes, comme toujours, on peut discuter l'expression. Celle-ci tend à traduire une réalité nouvelle, la possibilité de s'opposer dans les faits, dès maintenant, à certains échelons, aux monopoles. Peut-être faudrait-il employer un pluriel et parler de contre-pouvoirs pour éviter que l'idée maximaliste d'un contre-pouvoir opposé en bloc à un autre pouvoir ne naisse et vienne appauvrir la notion. C'est pourquoi sans doute certaines résolutions parlent de noyaux ou de centres de contre-pouvoir.

Ces noyaux de contre-pouvoir peuvent faire appel à de très larges alliances et prendre appui sur des formes nouvelles de vie démocratique.

#### 6. OBJECTIFS ACTUELS ET ALLIANCES.

De larges alliances supposent une évolution et une redistribution des forces politiques. Le regroupement des progressistes qui peut créer les conditions d'un gouvernement anti-monopole et à d'autres échelons, des formes de gestion démocratique des régions, des communes, constitue un objectif actuel. Des alliances larges à l'entreprise peuvent le favoriser, aider certaines forces chrétiennes notamment à se dégager. Mais cette nouvelle force politique ne peut naître et se développer qu'en garantissant une vie démocratique à toutes les organisations sociales et politiques actuelles.

Le problème est réel. Il concerne les partis politiques des travailleurs qui doivent assurer la vie démocratique de leurs organisations. Et dans ce domaine les communistes fournissent d'abondantes garanties à ceux qui en demandent. Il suffit de se reporter à nos statuts, à la vie de notre organisation.

Il concerne aussi les organisations syndicales où la question des rapports entre affiliés et direction est posée dans des conditions parfois difficiles à l'occasion de grèves spontanées qu'il ne suffit pas d'appeler sauvages pour résoudre les problèmes qu'elles posent.

Les formes variées prises par la contestation, parfois quelque peu hirsute, surtout dans les milieux universitaires, l'appel à la consultation, au référendum traduit un bouillonnement précieux que Jacques Nagels a récemment étudié dans les « Cahiers Marxistes » au niveau des universités, montrant tout le parti que l'on peut tirer de cette contestation pour faire naître et développer de nouvelles formes de vie démocratique et un centre de contre-pouvoir.

Il est évident que l'on ne peut se satisfaire d'explosions momentanées, protestataires et anarchiques, qui s'éteignent et laissent amertume et déception parmi les participants, au risque d'alimenter ensuite le scepticisme de l'action.

Tout comme on ne peut se contenter de solutions formelles dont la bourgeoisie s'accommode bien, comme la « participation » de représentants dans les multiples organes para-étatiques appelés à gérer les institutions sociales sans contrôle démocratique réel.

#### LES EFFORTS DES COMMUNISTES

Dans un passé récent, le parti communiste s'était attaché à lancer des idées tendant à donner plus de force à l'électeur, à favoriser sa consultation et le contrôle de l'élu. Il en a été ainsi du référendum d'initiative populaire, un peu oublié, et riche de possibilités à condition de n'en point faire une panacée.

Au congrès d'Ostende, il avançait (chapitre 6 du programme) des propositions de réformes de structures anticapitalistes et il vient de répéter le même effort dans la lutte électorale préparant la consultation communale.

C'est par et pour la participation de la masse de la population des communes à l'information, au choix des décisions, aux luttes politiques, au contrôle de la gestion entre les élections que nous entendons mener la campagne électorale, déclarait le parti en lançant sa campagne politique. Notre programma était donc essentiellement :

- la démocratie communale par la participation directe de la population à l'élaboration des programmes communaux et la gestion de la commune entre deux élections;
- ... 4. les engagements des candidats communistes, une fois élus, de respecter fidèlement les principes d'une démocratie plus avancée.

Dès l'ouverture de la campagne, Jef Turf appelait à la démocratisation permanente de la campagne électorale dans les quartiers, les entreprises, par des réunions, sondages, consultations de la population, l'appel à établir la liste de ses propres besoins et à discuter nos propositions.

#### 7. EN GUISE DE CONCLUSION

La lutte démocratique gagne donc en contenu. Les monopoles apparaissent de plus en plus comme les porteurs de solutions autoritaires. Ils prétendent tout régler sans partage, disposent du travailleur à l'entreprise, comme producteur, mais aussi du consommateur sur le marché et du citoyen, défigurant le milieu urbain, le polluant quitte à faire campagne contre la pollution.

A cette politique répondent des oppo-

sitions multiples, agissant souvent en ordre dispersé. Partout l'exigence de démocratie directe, de base (qui traduit bien, nous semble-t-il, la nécessaire participation des masses au pouvoir) se fait sentir. Mais il faut rassembler ces forces en un faisceau, donner des perspectives concrètes et des moyens politiques.

Les communistes pensent que la société moderne, hautement développée est techniquement apte à faire participer chaque citoyen à l'exercice du pouvoir, aux choix et aux décisions.

Mais si les moyens techniques existent, la volonté politique d'y aboutir doit se traduire en actes, prendre appui sur le rôle accru de la classe ouvrière dans la société où s'élargit la base antimonopole. Faire appel également aux multiples formes de la vie sociale qui voient naître des groupements sociaux, culturels qui expriment des intérêts non point contradictoires mais multiples. Le tissu particulièrement riche de la vie sociale contient des possibilités de développements démocratiques, de gestion autonome de certains patrimoines et de certaines fonctions sociales.

La vie démocratique peut s'animer dans les entreprises, les communes, les régions, assurer un lien continu, un dialogue permanent entre les élus et les électeurs, dans les assemblées.

Notre action dans le système peut aboutir à la transformation en agissant pour détruire les structures de contrainte et dégager les éléments de la nouvelle démocratie.

La conquête de libertés réelles, non formelles, de droits nouveaux, oui, l'exercice de nouveaux pouvoirs, à tous les échelons, c'est-à-dire de noyaux de contre-pouvoir commence.

C'est, nous semble-t-il, dans cette direction qu'il faut réfléchir et agir pour dégager les voies vers le socialisme dans un pays capitaliste hautement développé. Faut-il ajouter que nous y voyons le ferment et peut-être les traits d'une société socialiste qui devra son développement à la participation toujours plus large des citoyens à la gestion. Le défi chilien Allende : « Nous tiendrons tous nos engagements » (\*)

Santiago du Chili, novembre. — En octobre 1965, à la fin du treizième congrès du P.C.Ch., Salvador Allende, sénateur socialiste, m'avait dit :

Tu vas à Saint-Domingue? En Amérique latine il est difficile pour le peuple de gagner les élections. Celles de Saint-Domingue, il les avait gagnées. Alors les généraux ont fait le coup d'état. Le peuple s'est sou-levé pour le retour à la Constitution et a chassé les gorilles. Alors trente mille marines ont débarqué. Si tu y parviens, tu pourras te rendre compte, complètement, de ce que signifie la lutte populaire en Amérique latine.

Maintenant, avec Rodney Arismendi, secrétaire du P.C. uruguayen, et Volodia Teitelboim, sénateur et membre de la Commission politique du P.C.Ch., nous conversons avec le Président de la République du Chili, Salvador Allende, dans sa petite maison de « Guardia Vieja ». Les fatigues de la campagne électorale d'un peu moins d'un an, la tension dramatique des derniers jours, les responsabilités nouvelles ne semblent pas avoir marqué sa démarche, son visage, son regard aigu et serein. La puissance de sa personnalité ressort de son calme, de sa capacité d'écouter l'interlocuteur, de sa profonde humanité. Un camarade ferme dans la conscience que lui incombe la direction de la première ligne du combat.

Je lui rappelle son propos d'il y a cinq ans. Et maintenant?

Le monde a fait du chemin depuis lors. Cuba a résisté au blocus et est allée de l'avant, l'impérialisme ne peut faire ce qu'il voudrait, en Amérique latine non plus; le cadre international est profondément modifié, une intervention au Chili serait impensable. Nous ne voulons provoquer personne. Nous avions un programme : le peuple chilien et la grande majorité de ses représentants au Congrès ont voté, ont opté, avec des moyens rigoureusement définis par notre Constitution, pour la réalisation du programme d'Unité Populaire. Nous souhaitons seulement que

<sup>(\*)</sup> A l'hebdomadaire italien « Rinascita », nous empruntons ce témoignage vivant de son envoyé Reneto Sandri sur la situation au Chili. Sous-titres de la rédaction des C.M.

le choix des Chiliens soit respecté. Même si les vœux ne suffisent pas et que nous devions demeurer sur nos gardes. Mais finalement, attention, au Chili, le Général commandant de l'armée est tombé pour défendre la loi, pour garantir l'accomplissement de la volonté du peuple.

La conversation porte sur l'Europe, l'Italie, les relations entre Communauté économique européenne et subcontinent américain. Ce thème présente le plus grand intérêt pour le Président chilien. L'accroissement des échanges commerciaux ne peut être considéré comme une fin en soi, ces échanges doivent consolider l'indépendance, dans l'avantage mutuel. La C.E.E. devrait avoir envers l'Amérique latine une politique organique de coopération technique avec ses composantes commerciales et financières. Allende enregistre avec satisfaction le fait que le gouvernement italien ait accepté, au cours d'une récente séance de la Chambre, un ordre du jour des communistes destiné à engager la C.E.E. à promouvoir une politique globale propre en face des pays d'Amérique latine « dont l'orientation est de réaliser leur propre indépendance et donc leur propre développement ». La conversation se termine. A la porte de la maison, entourée par la police, se pressent en groupes les journalistes impatients.

Je voudrais remercier, saluer les communistes italiens. Nous savons ce qu'est le P.C.I., nous connaissons son combat, nous sommes sûrs de pouvoir compter sur son amitié. Et en même temps que les communistes, tous ceux qui, en Italie, ont suivi le peuple chilien avec sympathie et espèrent que notre pays pourra avancer dans la démocratie vers le but de l'Unité Populaire, ce qui demandera temps et peine, mais est et demeurera notre objectif, la création de l'homme nouveau, intégral. Vous pouvez compter sur nous. Nous comptons sur vous.

#### LE PROBLEME DE L'ECONOMIE CHILIENNE

En voiture, tandis que nous retournons au siège du Comité Central, Volodia me parle d'Allende, de plus de vingt années de combats soutenus par lui aux côtés des communistes. Il y eut, quelquefois, des différences d'évaluation et d'appréciation, mais toujours dans le respect réciproque. La caractéristique de sa position a toujours été la loyauté, non la concession dans l'équivoque. La collaboration au sein du gouvernement, entre les quatre partis et les deux mouvements qui le composent, trouvera une base ferme de rencontre et de médiation dans la loyauté du Président qui sait prendre position avec franchise. Aux représentants de la communauté hébraïque, ces jours derniers, Allende a rappelé qu'en Israël on travaille dur et paie des impôts qui vont jusqu'à 51 % du revenu. Devant les représentants de la Communauté arabe venus, eux aussi, le saluer, il a souligné le grand réveil national qui secoue les pays arabes, en leur demandant que la communauté s'engage avec la même passion pour le développement de la patrie chilienne.

Volodia (il n'est pas un Chilien qui l'appelle de son nom de famille) ajoute qu'on a besoin, oui, de tous, qu'il convient de mobiliser toutes les forces, tout le potentiel économique et humain pour affronter le destin nouveau que le Chili s'est donné.

Et les énergies culturelles. Avec le gouvernement Frei, on a manque d'une politique culturelle organique; maintenant les objectifs généraux, semble-t-il, sont clairs, et dans une moindre mesure les moyens de les réaliser. Le programme d'Unité Populaire prévoit la fondation d'un Institut national de la culture et de l'art, et ceci pourra servir à créer les conditions pour un progrès dans ce domaine où certes les lois ne suffisent pas. La culture peut s'épanouir dans le cadre d'une vie politique nouvelle, du développement économique, de l'expansion de nouveaux rapports sociaux. Mais il n'y a pas un « d'abord » et un « ensuite »; la culture, de son côté, peut concourir de façon décisive à ouvrir et à transformer la société chilienne; pour qu'il en soit ainsi, nous devrons peut-être stimuler, principalement, les traditions populaires, les inquié-

tudes, les anxiétés des masses jusqu'à présent exclues de la vie culturelle officielle, afin qu'elles s'expriment, d'en bas. Il y a un problème clé : élargir la démocratie, la véritable démocratie. Le problème se pose à tous les niveaux, en premier lieu et avec urgente nécessité, dans le domaine économique.

Sans aucun doute, c'est l'économie qui est le domaine fondamental du grand défi auquel se prépare la révolution chilienne.

Les mines du pays produisent annuellement près de 700 mille tonnes de cuivre. La chute verticale de son prix sur le marché mondial, enregistrée quelques jours avant les élections du 4 septembre, n'a pas été stoppée. Son prix continue à osciller autour de 48 cents la livre. Le budget chilien pour 1970-1971 prévoyait pour cette rentrée fondamentale de l'Etat le prix de 52 cents.

Les « techniciens » soutiennent qu'il s'agit d'une chute cyclique, déterminée exclusivement par l'accumulation de réserves de matière première sur le marché, telle qu'elle détermine un déséquilibre momentané entre l'offre et la demande, qui doit dans un certain temps être surmontée par une nouvelle expansion de cette dernière. Les élections chiliennes? Elles n'y changeront rien. Naturellement. Comme en 1955, quand, en réponse à la nationalisation de l'étain en Bolivie, la cotation de cette matière première, sur le marché de Londres, est tombée à peu au-dessus de zéro (avec l'introduction sur le marché des réserves « stratégiques » anglo-américaines) et la nationalisation bolivienne a été étranglée. Indubitablement, depuis lors, la situation a changé aussi sur le marché international, mais si complexes que soient les causes de l'inflation qui depuis plus de quarante ans affecte l'économie chilienne, les déséquilibres du commerce extérieur apparaissent probablement comme la cause première du phénomène, pendant des années plus ou moins rampant, mais qui, dans la dernière décennie, s'est transformé en fièvre galopante, atteignant en 1970 un taux de 30 à 35 % environ.

Et le chômage concerne trois cent cinquante mille des neuf millions de Chiliens. Les paysans abandonnent la terre, les baraquements se pressent à la périphérie des cités, poussière et boue, Santiago dépasse désormais les trois millions d'habitants. Les « marginaux » sont des centaines et des centaines de milliers dans cette seule cité démesurée, à structure industrielle très fragile : les intégrer dans l'activité productive et dans le marché, ce sera le problème clé de l'économie, de la société, de l'homme.

#### QUELLE SERA LA METHODE DE GOUVERNEMENT DE L'UNITE POPULAIRE ?

L'Unité Populaire a proposé un schéma de l'économie chilienne fondée sur une répartition du système de production en trois secteurs : la propriété sociale, la propriété mixte, la propriété privée.

Devront appartenir au premier, toutes les entreprises considérées comme vitales pour le développement du pays, depuis la « gran Minera » du cuivre, du fer, du charbon, du salpêtre aux complexes industriels correspondants, à l'industrie pétrochimique, du ciment, du bois, du papier, de la chimie de base, aux banques et assurances, aux monopoles de la distribution. De même, pour le commerce extérieur. Le Chili ne se retirera pas du Fonds Monétaire International, de la Banque Internaméricaine de Développement (BID) et d'autres organismes similaires, mais « il ne recourra pas à des opérations de financement extérieur qui comportent des interférences politiques qui blessent l'autonomie nationale. »

Le secteur mixte sera constitué par des entreprises dans lesquelles le capital sera apporté par le privé et par l'Etat et dont la responsabilité de gestion incombera aux deux. Le secteur privé sera constitué par les entreprises privées soumises au régime juridique actuellement en vigueur pour la propriété industrielle et commerciale, la propriété engendrée par des augmentations du capital réel des entreprises échappant à l'expropriation.

La politique du crédit sera réorganisée selon les exigences du « développement » par des financements à bref, à moyen et à long terme.

La réforme agraire, entamée par le précédent gouvernement, devra être poussée en profondeur, en accentuant son rythme d'exécution et avec une amélioration radicale de la politique du crédit agricole, de l'assistance technique aux paysans, de la construction rurale. Ce sont des lignes encore générales, de principe; la définition de la part de l'Unité Populaire d'un « programme de politique de l'automobile » précis orienté vers l'unification de la production dans une seule « entreprise mixte » pour laquelle s'ouvrira une convention internationale, a constitué un moment de clarification, de relâchement de la tension des milieux économiques. Mais la réalité et les perspectives demeurent extrêmement difficiles.

José Cademartori, ancien professeur à l'Université du Chili, membre du C.C. du P.C.Ch. et député, terminait un de ses articles de 1968 (L'économie chilienne) par l'affirmation suivante : ... la révolution antiimpérialiste, antiféodale, anti-oligarchique ...et sa transformation subséquente en révolution et construction du socialisme sont des processus qui ne pourront être décrits dans leurs aspects concrets que lorsqu'ils commenceront à vivre dans la réalité.

C'est exact. Mais maintenant, on commence. Je lui demande donc une réponse concrète. Cademartori déclare :

Les trois secteurs de l'économie chilienne coexisteront longtemps, pour une durée qu'on ne peut mesurer, parce que les facteurs d'ordre intérieur et international qui contribueront à la délimiter sont trop nombreux et impondérables. Aujourd'hui notre premier et fondamental devoir est celui de faire du secteur étatique le secteur clé, dominant, de notre économie. Quarante à cinquante 0,0 de la production industrielle — environ 200 entreprises — sont susceptibles d'être nationalisés. Tel est le problème économique et politique clé des deux prochaines années. La conversion du secteur étatique en secteur dominant l'économie déterminera son extension en raison de sa propre dynamique interne (naissance de nouvelles industries, renforcement de la structure existante, accumulation plus rapide). Mais, assurément, ceci n'exclut pas le fait — et on a pu le vérifier par notre programme et par les mesures que le gouvernement se prépare à prendre — que le secteur privé puisse vivre et même se développer dans le renforcement global de l'économie nationale.

Ceci paraît clair : la transformation de la société chilienne dépend, sur le terrain social, de la mesure dans laquelle se réalisera l'alliance entre le prolétariat et les couches moyennes, dans l'acception la plus large du terme, et, avant tout, de la capacité qu'aura l'Unité Populaire de gagner à la cause de la révolution les cadres techniques (la pression ennemie est puissante, l'« émigration des cerveaux », surtout vers les U.S.A., peut appauvrir le pays de son capital le plus précieux).

Et sur le plan politique la bataille sera gagnée si et dans la mesure où la droite démocrate chrétienne sera isolée, si l'Unité Populaire gagne l'entente avec la majorité du parti démocrate chrétien.

La Constitution chilienne permet au Président de gouverner par décreis qui se transforment en lois lorsqu'ils sont soutenus par un tiers des membres des deux Chambres du Parlement. Les conditions formelles subsistent, mais les révolutions ne se font pas à coup de décrets. L'Unité Populaire en a conscience, Allende a déclaré qu'il ne gouvernera pas par décret, qu'il cherchera toujours l'accord de la majorité, recourant, éventuellement et en dernière instance, au plébiscite.

#### DES FORMES NOUVELLES DE VIE DEMOCRATIQUE

Zamorano, responsable d'organisation du P.C.Ch., m'a déclaré :

Sans immodestie, nous pouvons confirmer ce que déclarent toutes les forces politiques, à savoir que les communistes ont été l'âme des Comités d'Unité Populaire qui ont conduit la bataille électorale. Quinze mille comités ont surgi et, aujourd'hui, après les élections, ils doivent continuer à vivre, et même à s'étendre. Dans ces comités, doit se réaliser le dépassement de tout sectarisme, ils doivent constituer l'instrument d'un élargissement, à partir du bas, de l'unité des citoyens, en vue de la consolidation de l'assise réelle du gouvernement, sans se transformer en « sapeurs-pompiers », mais en donnant aux gens conscience des difficultés, en offrant un débouché politique aux impatiences. A notre avis. la ligne des Comités doit être celle du renforcement de toutes les organisations populaires, vers le dépassement du parallélisme existant entre les organisations syndicales à la campagne, tandis que dans les villes, il s'agit de consolider l'organisation syndicale unitaire à partir de l'usine. Il y a au Chili des organismes articulés de démocratie de base. Le gouvernement Frei a constitué par la voie légale des «Juntes de Voisins», organismes qui rassemblent les représentants élus d'un quartier ou d'un secteur de la ville. Il y a des « Centres des Mères », qui s'occupent des problèmes du logement et de la famille et qui, eux aussi, auront bientôt leur statut légal. Peut-être Frei a-t-il voulu ainsi capillariser son régime : nous avons accepté la confrontation sur ce terrai naussi et, aujourd'hui, de tels organismes sont des lieux de rencontre, d'entente, de participation au pouvoir, dans une certaine mesure, de la gauche et des masses catholiques. Ensuite il y a les coopératives, etc., etc. Eh bien, cette articulation, ce tissu pluraliste, nous devons l'étendre, afin que d'en bas se forge l'unité, afin qu'à travers l'exercice continuel du droit démocratique par les masses puisse naître un nouveau rapport de forces, une nouvelle disposition des forces pour soutenir l'avance de la révolution.

C'est cela, la démocratie, c'est l'arme principale que l'Unité Populaire a en mains pour pouvoir gagner la partie : redoutable par les difficultés qu'elle comporte mais riche d'avenir et pas seulement pour le Chili.

L'un ou l'autre ultrarévolutionnaire fronce les sourcils ... \* le nouveau gouvernement veut rester dans la zone du dollar ... compromis, opportunisme, capitulation ... \*. On lit cela dans des tracts et dans des opuscules dont on ne sait s'ils sont édités par les soins de l'oligarchie ou par de braves garçons (à qui il ne faut pas cependant attribuer en plus le brevet \* de l'élan révolutionnaire \*) ou encore une manifestation de la politique en tant que délire passionné.

Certes, ici, tout faux pas, dans un sens ou dans l'autre, peut signifier la défaite. Mais, le 3 novembre, au Palais de la Moneda, le Président de cette république qui a cinq mille kilomètres de côtes sur le Pacifique, qui fait partie de l'hémisphère occidental, au seuil du géant du Nord, a reçu les représentants de Cuba, de la République Démocratique Allemande, de la République populaire de Chine. Et du peuple du Vietnam! Comprenons-nous ce que cela signifie? Ce que signifie l'enthousiasme indescriptible de centaines de milliers de jeunes autour des Vietnamiens venus pour la première fois de ce côté-ci du Pacifique.

Le recteur de l'Université catholique de Santiago, Fernando Castillo Alavardo, m'a déclaré :

Le souffle de la jeunesse a transformé l'Université qui, il y a dix ans, était encore un fief. Nous voulons l'homme intégral. Nous voulons l'étudiant qui fait lui-même sa propre histoire et non sa carrière. En deux ans, nous avons changé cent années de vie à l'Université. L'Université n'est déjà plus la tour d'ivoire, elle cherche ses racines, sa raison d'être dans le peuple. La droite m'a attaqué férocement en 1968. 60 % des étudiants, de ce qui fut autrefois l'université d'une élite, 90 % des

professeurs, et  $95~^{0}/_{0}$  du personnel administratif, devant ma démission, m'ont réélu. Et maintenant, nous voulons rompre les barrières entre l'école et la vie, nous cherchons dans les usines, dans les débats, dans les manifestations pour le Vietnam, dans la vie les forces de l'école. Viens, allons saluer la délégation des professeurs cubains

Des camarades socialistes embrassent Luis Corvalàn lorsqu'ils le reconnaissent, tandis qu'avec moi, avec la simplicité de son comportement qui le fait estimer même des adversaires, il achète dans un magasin la viande pour le repas du dimanche et lui disent : « Nous sommes ensemble, nous sommes à ta disposition ».

Et le sénateur socialiste Ciadwick, qui se rétablit d'une maladie contractée dans l'effort accompli pendant la campagne électorale, me dit, en désignant Corvalàn : « Ils ont été, eux, le cerveau de la victoire ».

Avec Corvalàn, je me souviens d'un autre dimanche, il y a six ans, la même neige sur les Andes, la même promenade au marché du quartier. C'était aux jours de la campagne électorale qui en septembre fut gagnée par Frei, et alors le secrétaire du P.C.Ch. me disait : « Nous espérons, mais je ne veux pas faire de prévision, même si au Chili on fait des paris sur tout, »

Le temps historique court rapidement, même si après la joie de ces journées, viennent des jours très durs. Les camarades n'en ont pas perdu

conscience même dans l'euphorie populaire.

Les représentants de beaucoup de partis communistes d'Amérique latine se sont rassemblés à Santiago. Corvalàn a exposé la pensée et l'engagement du P.C.Ch. Le mieux, c'est de les résumer par une citation

de son rapport au XIVe Congrès du P.C. Ch. :

Notre conception sur la liberté, nous l'exprimons, d'autre part, ouvertement, sans hypocrisie. Nous ne marchons pas dans une procession avec des saintes Nitouche. Nous disons franchement que, pour que le peuple obtienne libertés et droits réels, il faut en finir avec les monopoles étrangers et intérieurs et, par conséquent, avec les instruments et les moyens dont ils disposent pour piller le pays et qui constituent « leur » liberté. De même, il convient de placer sous contrôle les réactionnaires qui, une fois conquis un gouvernement populaire, voudraient se dresser contre les intérêts et la volonté majoritaire de la nation. A l'égard des diverses forces présentes dans le mouvement populaire, nous sommes pour l'entente et la collaboration sans limite de temps. En traitant avec eux, nous n'avons pas d'arrière-pensées. Dans la mesure où les transformations sociales progressent, des changements dans les rapports de force peuvent naturellement se présenter. De nouvelles couches entreront dans le flot révolutionnaire et la majorité du pays voudra continuer à aller de l'avant, tandis que certains groupes tenteront de marquer le pas ou de retourner en arrière. C'est un phénomène qui peut se produire, mais ceci n'a rien à voir avec une orientation préjudicielle supposée de notre part, dans le sens que nous voudrions abandonner demain certains alliés d'aujourd'hui. De cette indication, il résulte que dans notre pays la pluralité des partis devra subsister dans la société socialiste. Le système du parti unique n'est pas une condition indispensable pour l'édification du socialisme.

Tel est le défi chilien à l'histoire, à l'impérialisme. Les murs de la cité sont couverts d'immenses inscriptions : « Les assassins ne passeront pas ». Ce sont les paroles mêmes du recteur de l'Université Technique d'Etat au cours de la manifestation qui a suivi l'attentat contre le général Schneider. L'assassinat a démontré, impitoyablement, qu'au

Chili a commencé une nouvelle phase de la lutte des classes.

Sur les cabanes qui se perdent à l'horizon, vers l'aéroport, flottent des centaines de drapeaux nationaux. La devise du pavillon chilien est : « Par la raison ou par la force ». Aujourd'hui, l'Unité Populaire a, avant tout, la force de la raison de son côté. A la lutte des masses populaires, au programme du gouvernement Allende, à l'entente entre laïques et catholiques, à la solidarité internationale, sont confiées les chances de voir raison et force coïncider dans la révolution.

## Réflexions sur l'actualité de Frédéric Engels (\*)

I

1.1. Déjà en 1943-45, la contribution de F. Engels à l'élaboration du matérialisme historique est déterminante. A cette époque, Marx passait de l'idéalisme au matérialisme par le biais de la critique de Feuerbach. C'est-à-dire en suivant une voie purement philosophique. Engels, en revanche, séjournant en Angleterre depuis 1842, franchit le mur qui sépare l'idéalisme du matérialisme par une étude minutieuse des faits économiques et sociaux de l'Angleterre de cette époque. Il résume ses premières découvertes scientifiques dans son « Esquisse d'une critique de l'économie politique » parue dans les « Annales Franco-Allemandes » en 1843; plus tard, en 1844, il rédigera un important article pour « Vorwarts » intitulé « La situation en Angleterre »; toutes ces recherches serviront en quelque sorte de matière première pour la rédaction de son premier livre : « La situation de la classe ouvrière en Angleterre », paru en 1845, Engels ayant alors 25 ans.

Pendant ces années, F. Engels avait déjà discerné les principales étapes de la genèse de la production capitaliste qu'il intitula : production artisanale — production manufacturière — fabrique. On voit déjà se profiler à l'horizon les très importantes sections du « Capital » de Marx qui portent le même titre.

En 1845, il avait dégagé avec brio l'incidence de la révolution industrielle sur les rapports de production capitalistes en général, sur la condition ouvrière, sur la nouvelle répartition du travail entre les villes industrielles et la campagne. Il avait même analysé dans le détail ce qu'on

<sup>(\*)</sup> Cet article est tiré d'une intervention faite par l'auteur au cours d'un colloque scientifique qui a eu lieu à Bucarest (24-26 novembre 1970) à l'occasion du 150e anniversaire de la naissance d'Engels.

appellerait aujourd'hui la géographie sociale des villes modernes. Son plus grand mérite consistait sans doute dans la démonstration de l'influence prépondérante du facteur technique sur l'évolution des forces productives. Nous songeons à ses analyses relatives aux répercussions de la machine à tisser Jenny sur l'agriculture, aux conséquences de l'introduction de la machine à vapeur de Watt, etc. Ces pages deviennent des pages d'anthologie du matérialisme historique; elles peuvent se résumer en une thèse : la démonstration de l'influence décisive de l'évolution des forces productives sur la détermination des rapports de production.

Par l'analyse fouillée des réalités économiques et sociales de l'Angleterre de son temps et par les conclusions théoriques qu'il put retirer de ses analyses, Engels était déjà en 1843 ce que Lénine appelle : l'homme de l'étude concrète d'une situation concrète. N'oublions pas que pendant ces mêmes années, Marx rédigeait notamment les « Manuscrits d'économie politique et de philosophie » (1844) où il demeurait encore fort abstrait et où il se cantonnait encore principalement dans le domaine philosophique. L'apport d'Engels au premier stade de l'élaboration du matérialisme historique est donc vraiment crucial et le premier à le reconnaître fut K. Marx qui qualifiait les articles d'Engels de « génial » ... Pour qui connaît la parcimonie de Marx dans l'utilisation des termes élogieux, cette appréciation vaut son pesant d'or.

En fait, on peut dire que le matérialisme historique est issu de l'intersection assez extraordinaire de deux lignes de pensée : celle de Marx qui passe de l'idéalisme au matérialisme par un tracé purement philosophique et celle d'Engels qui a injecté dans le matérialisme historique en gestation le souci de l'étude empirique concrète, l'esprit tout anglo-saxon du « matter of fact ».

1.2. Ce n'est d'ailleurs pas que sur ce plan-là qu'Engels a eu, dès 1844-45, une influence prépondérante. Sur le plan de la lutte politique, de la lutte syndicale et de leurs liaisons réciproques, il voyait déjà étonnamment clair. En parlant des grèves en Angleterre, il écrit, en 1845 : « la protestation concrète de l'Anglais fait son effet, elle maintient la cupidité de la bourgeoisie dans certaines limites et tient constamment en éveil l'opposition des ouvriers contre la toute-puissance sociale et politique de la classe possédante, tout en les conduisant à comprendre qu'au vrai, les associations d'ouvriers ne suffisent pas pour briser la domination de la bourgeoisie ». Comme on peut le constater, Engels soulignait l'importance de ces luttes salariales, qui aiguisent la conscience de classe des travailleurs, en même temps qu'il en traçait les limites : « elles ne suffisent pas pour briser la domination de la bourgeoisie ». Il termine son analyse par cette belle formule : « Les grèves sont l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable. »

Faut-il insister sur l'actualité saisissante de ces paroles au moment où, dans les rangs de certains de ceux qui se prétendent révolutionnaires, parmi les trotskystes, parmi les partisans de la révolution immédiate, aussi violente que possible, réalisée au moyen d'attentats et de batailles de commando, parmi les gauchistes toujours tout aussi infantiles que sous Lénine, on minimise en fait le sens et la portée des grèves salariales, on les déclare « purement alimentaires » parce qu'elles permettent à la bourgeoisie de récupérer, d'intégrer le mouvement ouvrier? Engels fut perspicace et de notre temps en qualifiant en 1844 les grèves d'« école de guerre des ouvriers ».

1.3. Une troisième réflexion sur l'Engels militant politique concerne sa critique du rôle de la violence chez Dühring.

Vendredi est devenu l'esclave de Robinson : Dühring explique cela par le fait que Robinson a asservi Vendredi « l'épée à la main », c'est-àdire par un acte de violence, par un acte politique.

Dans sa brillante polémique contre Dühring, Engels se demande d'abord « d'où vient cette épée de Robinson » pour expliquer ensuite que « la propriété privée n'apparaît en aucune façon dans l'histoire comme résultat du vol et de la violence » ou plus précisément : « toute propriété privée repose à l'origine sur le travail personnel du possesseur et que, dans le cours ultérieur des choses, on n'échange que des valeurs égales contre des valeurs égales ; [même en excluant toute possibilité de vol, de violence et de dol], nous obtenons tout de même nécessairement dans la suite du développement de la production et de l'échange, le mode actuel de production capitaliste, la monopolisation des moyens de production et de subsistance entre les mains d'une seule classe peu nombreuse, l'abaissement de l'autre classe, qui forme l'immense majorité, au niveau de prolétaires non possédants ».

Sur un plan plus général, Engels réfute cette thèse de Dühring selon laquelle « la forme des rapports politiques est l'élément historique fondamental et les dépendances économiques ne sont qu'un effet ou un cas particulier, elles sont donc toujours des faits de second ordre » pour démontrer, au contraire, que tout processus historique « s'explique par des causes purement économiques sans qu'il y ait eu besoin d'avoir recours une seule fois au vol, à la violence, à l'Etat ou à quelque ingérence politique. »

Si je m'attarde quelque peu sur cet aspect particulier de la théorie de la violence d'Engels, c'est pour deux motifs.

D'abord parce que l'explication de l'histoire où « les rapports politiques constituent l'élément historique fondamental » demeure celle de l'idéologie bourgeoise.

Dans la plupart des manuels d'histoire utilisés dans les écoles primaires et secondaires des pays capitalistes, on explique toute l'évolution de l'humanité par des événements politiques, diplomatiques et militaires : l'histoire se résume à une série événementielle de grandes dates, de traités, de couronnements et de batailles. Il est vrai qu'on ajoute de plus en plus à la fin de chaque chapitre un paragraphe sur l'art, un paragraphe sur la culture et un paragraphe sur les conditions économiques. Il est vrai également que dans l'enseignement universitaire de l'histoire, l'économie — principalement à cause de l'influence du marxisme — joue un rôle de plus en plus important. Mais globalement et fondamentalement, l'idéologie bourgeoise demeure fidèle à la conception de Dühring et la critique d'Engels reste donc fort actuelle.

Le second motif est le suivant. Il se développe ces toutes dernières années, à la faveur notamment des luttes étudiantes qui se déroulent dans Die Lage

Der

# arbeitenden Klasse

in

England.

Rad eigner Unichauung unt authentiiden Quellen

TOUR

Ariebrich Engels.

Leipzig,

Trud unt Berlag con Dite Bigant.

1845.

la plupart des pays capitalistes une nouvelle idéologie « de gauche » notamment représentée par Marcuse, par l'école de Francfort, par les dernières prises de position de Sartre, par les écrits de certains dirigeants étudiants d'Allemagne fédérale, des U.S.A., d'Italie, de France, du Japon... Cette nouvelle idéologie privilégie le moment de la violence dans le capitalisme monopoliste d'Etat, elle dramatise à outrance l'usage que fait le capital de la force, et, un peu comme Dühring, elle érige la violence en explication première des rouages du capitalisme d'aujourd'hui. C'est là encore une déformation toute idéaliste de l'histoire qui tourne le dos au matérialisme historique et qui se substitue aux explications beaucoup plus profonde de l'exploitation capitaliste. Mais cette vision du monde où le capitaliste, le ministre bourgeois et le professeur réactionnaire sont considérés comme des gendarmes au couteau entre les dents débouche immanquablement sur l'adoption d'une tactique politique pernicieuse : à force de ne voir que de la violence chez l'adversaire, on en arrive tout naturellement à adopter soi-même mécaniquement des méthodes violentes : le commando irresponsable, la provocation agressive, voire l'attentat contre des personnes, le vol dans des magasins de luxe, l'incendie d'automobiles ... Ces méthodes « à sensation » et terroristes sont non seulement erronées, elles s'avèrent également fort dangereuses. Elles isolent complètement leurs partisans des masses, elles discréditent des mouvements qui sont en général à la base parfaitement sains, elles heurtent de front la conscience et l'instinct de classe des travailleurs. De ce fait, elles permettent à la bourgeoisie d'utiliser comme épouvantail ces menées activistes, afin d'isoler les organisations de la classe ouvrière et de rendre fort difficile l'alliance des forces progressistes.

Bien entendu, en parlant d'Engels et de sa conception du rôle de la violence révolutionnaire, on ne saurait oublier que, déjà dans « La Sainte Famille », les fondateurs du socialisme scientifique avaient montré que les transformations les plus profondes de la société étaient celles qui résultaient de l'engagement des masses populaires. On n'ignore pas non plus la brillante participation d'Engels à l'action des insurgés de 1848 dans la campagne du Palatinat, ni l'intérêt qu'il porta toujours aux questions militaires et qui lui valut le surnom de « général » dans la famille de Marx. Mais il n'en reste pas moins que la pointe de sa critique fut dirigée, chaque fois que cela s'avéra nécessaire, contre toutes les formes d'impatience révolutionnaire.

Comme on le voit : d'une fausse analyse théorique, en l'occurrence l'impact du facteur politique sur le développement de la société, découle toujours une attitude politique erronée : la théorie n'est jamais innocente. Nous revoilà à Engels: c'est sa thèse principale dans l'Anti-Dühring.

Ces quelques réflexions ne rendent tout naturellement pas compte de tous les apports d'Engels au matérialisme historique et à la science politique qui est devenue la nôtre. On pourrait encore analyser sa conception de l'Etat, ses contributions à la philosophie, son influence sur l'évolution réelle du mouvement ouvrier, sa notion déjà fort claire de la nécessité de construire des partis politiques de la classe ouvrière, etc., mais je me bornerai ici à l'évocation d'un seul autre problème de l'Anti-Dühring.

2.1. On dit souvent : Dühring était un économiste ou un philosophe de seconde zone. En s'attaquant à un homme de peu d'envergure, Engels avait la tâche bien facile. On dit également : l'Anti-Dühring est une œuvre de circonstance. Et on sous-entend : l'Anti-Dühring n'a de valeur que dans les circonstances qui l'ont engendré. Aujourd'hui, et Dühring et l'Anti-Dühring seraient dépassés.

Regardons-y de plus près.

D'abord, il est vrai que Dühring n'était pas un géant de la pensée. En revanche, il était le représentant typique, et un des premiers sur le plan théorique, de l'intrusion de l'idéologie bourgeoise chez les intellectuels qui se réclament de la classe ouvrière et qui prétendent se situer dans la foulée de Marx. Et si l'Anti-Dühring a éclipsé l'influence du privat-docent Dühring, ses héritiers spirituels sont aujourd'hui encore promus à de brillantes carrières universitaires. En effet, les Dühring pullulent dans les universités bourgeoises des pays capitalistes. Ces nouveaux Dühring ne sont pas plus des aigles que leur père spirituel, mais leur influence est grande et perfide, car ils transmettent à longueur d'heures de cours l'idéologie bourgeoise aux nouvelles générations d'étudiants.

L'Anti-Dühring est-elle une œuvre de circonstance? Oui, bien sûr. Qui était donc ce privat-docent qui aurait certainement été enfoui dans les oubliettes de la pensée académique si Engels ne l'avait pas immortalisé?

Vers les années 1870, le mouvement ouvrier allemand n'avait pas encore de base théorique fort solide. Comme l'a écrit plus tard Bernstein: « Nous acceptions les conclusions générales de la théorie de Marx et d'Engels, mais sans nous être appropriés suffisamment ses fondements, les idées qui étaient à sa base, sans nous être rendu compte exactement des différences fondamentales qui susbistent entre leur conception et celle de Lassalle. » (« Neue Zeit », 1895, tome 13/1, p. 104). Dès lors, même les militants les plus éprouvés et les plus écoutés, comme Most, Fritsche, Bernstein, voire Bebel et Liebknecht, étaient influencés par les écrits de Dühring. Il s'était formé un véritable clan pro-Dühring. Chose assez grave si l'on sait que Dühring s'en prenait directement, et même violemment, à Karl Marx.

Engels, en plein accord avec Marx d'ailleurs, se fit un devoir de réfuter les thèses de Dühring dans une série d'articles qui parurent dans le « Vorwärts » à partir de janvier 1877.

Ainsi naquit l'Anti-Dühring.

2.2. Une des critiques fondamentales qu'Engels adresse à Dühring consiste dans la dénonciation de l'amalgame qu'il fait entre production et répartition. On verra ultérieurement que cette confusion est directement liée à la compréhension erronée qu'avait Dühring de l'origine et du concept « Plus-value ». Mais revenons pour l'instant à la production et à la répartition.

Pour Dühring, on peut distinguer deux processus : celui de la production et celui de la répartition. Le privat-docent « place la répartion à côté de la production comme un second processus tout à fait extérieur qui n'a rien à voir avec le premier. » Or, dit Engels, « ... la répartition est dans chaque cas le résultat nécessaire des rapports de production et d'échange d'une société déterminée, ainsi que des antécédents historiques de cette société, et cela de telle manière qu'une fois que nous connaissons ces derniers, nous pouvons avec certitude en déduire le mode de répartition dominant dans cette société, »

Pour l'économie politique marxiste, cette dernière affirmation d'Engels demeure parfaitement valable. En effet, la propriété privée des moyens de production d'une part, le travailleur salarié démuni de tout moyen de travail et seulement capable de vendre sa force de travail d'autre part, tel est le fondement de la répartition entre la plus-value et le salaire dans toute société capitaliste. De plus, c'est l'évolution générale des forces productives qui détermine, dans le cadre de rapports de production donnés, la répartition entre plus-value et masse salariale. Plus précisément encore, c'est la composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre le capital constant et le capital variable qui fait figure de variable stratégique dans la répartition de la plus-value et du salaire au niveau de l'économie capitaliste dans son ensemble. La péréquation du taux de profit permet d'expliquer la répartition entre plus-value et salaire dans chaque secteur particulier.

Naturellement, ceci ne signifie pas pour autant que d'autres facteurs ne jouent aucun rôle. Il est bien évident, par exemple, que les luttes salariales menées par la classe ouvrière, ou plus généralement, que le rapport des forces précis entre bourgeoisie et classe ouvrière à un moment donné peuvent hausser ou abaisser le taux d'exploitation. Il est évident également que la conjoncture économique ainsi que la politique économique menée par la bourgeoisie par le truchement de son Etat ont une incidence sur la répartition entre plus-value globale et masse salariale.

De plus, la répartition de la masse salariale ente les différentes couches de salariés ainsi que la répartition de la plus-value entre profits industriels, profits commerciaux, profits financiers et profits fonciers obéit aux mêmes impératifs.

La répartition de la masse salariale en ses différentes composantes est fonction, principalement, du degré de spécialisation du travail. Marx et Engels ont clairement indiqué que le niveau du salaire dépendait d'abord du degré de qualification du travail. Or, la différenciation des salaires due à des degrés différents de spécialisation du travail est une conséquence directe du niveau de développement des forces productives, des techniques de production utilisées, etc.

D'autre part, la ventilation de la plus-value considérée sur le plan macro-économique en ses différentes parties dépend, bien sûr, de l'importance de la propriété foncière, du degré d'industrialisation du pays, du développement des intermédiaires financiers (banques, caisses d'épargne, sociétés de crédits ...) et de l'évolution des circuits commerciaux (concentration en grands magasins, association de détaillants ...)

# Die heilige Familie,

eder

## Aritif

ter

# fritischen Aritif.

Gegen Bruno Bauer & Conforten.

Bon

Friedrich Engels und Karl Mary.

Frankfurt a. M. Literarische Anstalt. (J. Rotten.) Dans tous les cas considérés, on voit nettement que c'est la production, l'évolution au sein du circuit de production qui détermine, dans le cadre de rapports de production donnés, l'ensemble de la répartition.

La confusion de Dühring au sujet de la production et de la répartition, et le fait de ne pas avoir compris — ou accepté — l'origine de la plus-value sont intimement liés. C'est ce qu'Engels explique dans les chapitres de l'Anti-Dühring consacrés au « Capital et la plus-value ».

En effet, si l'on voit clairement quelle est l'origine de la plus-value, comment elle est créée à partir de la vente obligatoire de la marchandise « force de travail », marchandise dont la valeur d'usage excède la valeur d'échange, à ce moment-là, la répartition entre la plus-value et le salaire n'a plus de mystère. Elle est définie par la nature même de la production capitaliste. Il ne s'agit nullement, comme l'affirme Dühring, d'un dol, ou d'une iniquité. Il ne faut aucune violence pour organiser cette répartition. Elle est inhérente au capitalisme et son origine est purement économique.

Si je me suis arrêté assez longuement à ces passages de l'Anti-Dühring, c'est parce qu'aujourd'hui, les tenants de l'école keynésienne et les économistes réformistes continuent à épouser dans leur intégralité ces vues de Dühring.

C'est le cas de l'école keynésienne et encore plus nettement les postkeynésiens qui constituent l'école économique bourgeoise dominante parce qu'elle est adaptée aux conditions du capitalisme monopoliste d'Etat en ce sens qu'elle donne à la bourgeoisie dans son ensemble l'outil théorique indispensable pour mener une politique économique conforme à ses intérêts de classe. En effet, l'école keynésienne n'accorde aucune importance à l'explication de la valeur des marchandises. Ainsi, ce qui fait le fondement de tous les échanges dans le système capitaliste est tout simplement nié, rayé de la carte des explications théoriques. Il s'ensuit, bien sûr et a fortiori, que la plus-value comme concept n'a plus droit de cité. Mais puisqu'il faut bien parler quelque part des profits, des intérêts, des dividendes, des tantièmes, des gains et des rentes ... on les explique tous, soit par la fameuse théorie des revenus des facteurs de production qui masque bien entendu la nature des rapports de production capitalistes, puisque le salaire, revenu du facteur de production « travail » est mis exactement sur le même pied que le profit, revenu du facteur de production « capital », soit par la théorie du risque qui postule que l'acheteur d'une action émise par une société anonyme court un risque, ce risque devant être rétribué. Telle est l'explication bourgeoise de la perception des dividendes.

Toutes ces théories ont en commun qu'on nie que le cycle productif soit dominant et régulateur. Il n'y a donc plus de liens de causalité entre production et répartition. Voilà le fondement de l'équivalence entre les trois optiques du revenu national telles qu'elles sont présentées par la comptabilité nationale des pays capitalistes. Les concepts, nommés agrégats macro-économiques, utilisés par la comptabilité nationale bourgeoise, trouvent leur origine dans les théories keynésiennes et post-keynésiennes qui placent côte à côte l'optique de la production (le cycle productif de

Marx), l'optique des revenus (c'est-à-dire : la répartition) et l'optique des dépenses.

Exactement comme Dühring — et exactement pour les mêmes raisons idéologiques — l'économie bourgeoise contemporaine considère la production et la répartition comme deux entités indépendantes. C'est dire que la critique d'Engels est d'une grande actualité. C'est même dire plus : l'actualité de sa critique demeure assurée dans l'avenir, aussi longtemps que survivra le capitalisme sur cette terre.

2.3. La confusion « rationalisée » et sciemment entretenue entre production et répartition n'a pas que des effets dans la sphère de la théorie économique. Il ne s'agit pas, entre Engels et Dühring, d'un tournoi d'écoles, d'une sorte de Kriegspiele entre marxistes et non-marxistes. Engels a remarquablement critiqué Dühring en ce sens qu'il montre chaque fois les implications politiques de errements théoriques de Dühring.

Quelle est l'incidence politique de cette confusion entre production et répartition? Cet amalgame, écrit Engels, aboutit à ce qu'on considère que : « le mode de production capitaliste est tout à fait bon et peut subsister, mais le mode de répartition capitaliste ne vaut rien et il faut qu'il disparaisse. »

Dühring se disait socialiste. Dès lors, il fallait donc bien qu'on change quelque chose au capitalisme. En ne s'attaquant qu'à la répartition après l'avoir préalablement isolée de la production, il ne s'imaginait sûrement pas qu'il inaugurait toute une lignée de penseurs réformistes qui trouve son prolongement aujourd'hui chez les partisans du néosocialisme, du socialisme à la suédoise, les idéologues des grands partis sociaux-démocrates européens : aussi bien au sein du Parti Travailliste anglais, qu'au sein des partis socialistes français, italien, ouest-allemand, belge, etc. Il faut bien voir qu'aujourdhui les économistes de la socialdémocratie - je dis à dessein les « économistes » pour qu'on ne les confonde ni avec les dirigeants de ces partis, ni surtout avec leur électorat - sont formés à l'université de la bourgeoisie. Presque plus rien ne les distingue, sur le plan théorique, des économistes bourgeois. Il s'agit donc d'une situation bien différente de celle d'il y a 50 ans, par exemple, où les théoriciens du réformisme, tout en pratiquant une révision du marxisme, se définissaient sur le plan théorique par rapport au marxisme et s'attaquaient aux économistes bourgeois. Les Hilferding, Kautsky, Bernstein, s'opposaient aux marginalistes Böhm-Bawerk, Menger, Von Wieser. Aujourd'hui la bourgeoisie a réussi le tour de force de faire admettre ses propres thèses théoriques, en l'occurrence la pensée keynésienne, aux idéologues des partis réformistes. Ceux-ci se définissent par rapport à Keynes : ils se nomment parfois d'ailleurs « keynésiens de gauche ».

En définitive, la seule chose qui différencie nos économistes néosocialistes des économistes bourgeois est que, pour les premiers, il faut rendre la répartition plus équitable, tandis que, pour les seconds, elle l'est déjà trop.

Pratiquement, cela signifie qu'il ne faut pas supprimer la propriété

privée des moyens de production, qu'il ne faut pas nationaliser les principales industries puisque, comme le disait déjà Dühring, le mode de production capitaliste est bon. Dès lors, il suffit de rendre l'impôt plus progressif, de taxer davantage les « revenus du capital » (mais pas trop sinon on freinerait les investissements) et d'instaurer d'autres réformes du même type, afin de rendre la répartition plus humaine, plus équitable.

L'Anti-Dühring est donc d'une criante actualité. La raison en est simple : il existe à l'heure actuelle encore des milliers de Dühring parmi les idéologues bourgeois et les économistes réformistes ou néo-socialistes.



Ci-dessus : Carte de membre de l'Association Internationale des Travailleurs ayant appartenu à F. Engels.

En page 60 : Couverture de l'édition originale de « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », qui parut à Leipzig en 1845.

En page 64 : Couverture de l'édition originale de " La sainte famille ou la critique de la critique critique ", qui parut à Francfort-sur-le-Main en 1845. Premier ouvrage écrit en collaboration avec Karl Marx.

(Clichés APN)

## Un grand écrivain satirique russe : Saltykov-Chtchedrine (1826-1889)

La paix de Paris de mars 1856, qui mettait un terme à la désastreuse guerre de Crimée, treize mois après la mort de Nicolas I, ouvrait une nouvelle époque en même temps qu'elle marquait la fin d'une période tristement concrétisée par le règne du « gendarme couronné », à vrai dire l'une des plus sombres d'une histoire qui pourtant avait été fertile en épisodes tragiques.

Bien sûr, il est tentant d'appliquer à toutes les dates de grands traités internationaux le terme d'«historique », de les considérer comme des jalons, mais jamais dans l'histoire de Russie, campagne malheureuse ne favorisa plus que celle de Crimée l'écroulement rapide d'un régime, mené au pas de charge et au son du tambour, et préludant à la chute de tout ce que l'on peut appeler l'Ancien Régime. Nous savons, grâce à l'abondante littérature scientifique consacrée à l'histoire économique et sociale de la Russie, que le processus de démembrement des structures traditionnelles de l'Empire était engagé depuis quelques décennies déjà. L'on sait aussi que ces structures retardataires, face à l'Occident moderne, dans les domaines de la production industrielle, des transports et de la technique comme dans celui des réalités sociales liées au maintien du servage, sans parler des institutions administratives et juridiques, ni à plus forte raison des institutions politiques encore embryonnaires. avaient été la cause essentielle de la défaite russe. Il est bien connu (qu'on lise Les récits de Sébastopol de Tolstoï ou les témoignages francais) que le soldat, toujours aussi courageux, n'était pour rien dans cet échec. Plusieurs parmi les manifestations de ce phénomène de dissolution, de même que la dure leçon de la guerre de 1853-1856, ont trouvé leur reflet dans les œuvres des écrivains russes de l'époque.

Sur le plan des idées, en fermentation plus ou moins contenue depuis la fin du XVIII° siècle, on entrait dans une période de véritable ébullition. Cet élan était cette fois accompagné d'une mise en question générale de l'«état » de la Russie et de l'esprit même de son histoire, favorisée par le « dégel » du début du règne d'Alexandre II en même temps que favorisant celui-ci.

<sup>(\*)</sup> Docteur en philologie et histoire slaves, M.A. Chargé de cours à l'Université de Bruxelles.

Quoi qu'il en soit, tout le monde sentait que quelque chose devait changer dans l'Empire de Russie. La grande question qui agitait la société à l'aube du nouveau règne était, on le sait, celle de l'abolition du servage et du destin des paysans. Elle était sur toutes les lèvres, jusqu'à ce qu'en 1859 survienne l'interdiction d'en discuter publiquement, notamment aux assemblées de la noblesse. Les modalités de cet affranchissement préoccupaient tout un chacun et, bien entendu, surtout les propriétaires fonciers qui craignaient d'y perdre non seulement leur maind'œuvre mais aussi une grande partie de leurs terres, fondement de leur situation sociale. L'échéance des Réformes ne pouvait plus guère être reculée et les soulèvements paysans venaient d'ailleurs le rappeler régulièrement aux plus lucides. Les événements de Crimée avaient été plus qu'une leçon cuisante. Ils avaient joué le rôle d'un catalyseur de tous les phénomènes de désagrégation que la main de fer de Nicolas n'avait pu empêcher de miner l'édifice. Mais si, pour reprendre une expression devenue cliché sans doute mais pertinente, la Russie s'était révélée, à la stupeur de tous, un colosse aux pieds d'argile, la société réagissait; on s'interrogeait, on voulait en trouver les raisons et en tirer des conclusions. En littérature, la prose et la critique prenaient soudainement le pas en Russie sur les autres formes, le roman et la nouvelle allaient bientôt triompher, l'emporter sur la poésie qui avait régné jusque là, atteindre des hauteurs encore inégalées. Les écrits de l'« école naturelle » revêtaient maintenant la forme de la littérature accusatrice ; la dénonciation plus ou moins explicite du servage, en tout cas la révélation publique de la triste situation du paysan et l'exposé des grands problèmes avec lesquels était confrontée la Russie, devenaient les thèmes prônés par le critique Bielinski et la revue Le Contemporain et la plus sûre garantie de prestige et de succès pour un écrivain. De son côté, le roman paysan de Grigorovitch prenait la relève du genre ethnographique des physiologies, pratiqué tout récemment en Russie comme il l'avait été en France par Balzac, Henri Monnier et d'autres.

La mise en question des valeurs et des idéaux en vigueur au début du siècle apparaît clairement dans toute une série d'œuvres de divers écrivains dès 1840-1845. Le jeune héros romantique, déjà quelque peu égraligné par Pouchkine et Lermontov mais plein encore d'un prestige considérable qui devait résister à pas mal d'assauts, imité à travers les provinces de l'Empire par tous les jeunes gens de bonne famille, se trouvait maintenant fort malmené, non seulement dénoncé, mais, ce qui était plus grave, véritablement bafoué. Son masque lui était non plus soulevé mais arraché (l'expression se trouve sous la plume de l'écrivain réaliste Pisemski qui nous propose toute une galerie d'anti-héros, procédant ainsi avec insistance à une démystification).

C'est dans ce contexte historique et sociologique qu'il faut lire l'œuvre complexe d'un homme qui fut à la fois un satirique et un tragique, Mikhail Evgrafovitch Saltykov, plus connu sous son pseudonyme de Chtchedrine. Ses Esquisses de province, qui commencèrent à paraître en août 1856, constituent un jalon essentiel non seulement dans l'affirmation des nouvelles tendances littéraires mais aussi dans la concrétisation du bouleversement des consciences. Volontairement dépouillées de tout enjolivement, dégagées de tout souci poétique, de tout élément romanesque, elles forment une série d'essais où se mêlent les traits réalistes et satiriques et qui sont reliés l'un à l'autre de façon très lâche. On peut considérer les Esquisses comme la première œuvre de ce que l'on a appelé la littérature accusatrice, la littérature de dénonciation, de critique intentionnelle et directe de l'état des choses dans la Russie telle qu'elle était à la mort de Nicolas I.

Durant environ les vingt dernières années de sa vie, de 1870 à 1881 en tout cas, Saltykov-Chtchedrine fut un des écrivains radicaux les plus lus, un des rédacteurs de la revue Les Annales de la Patrie les plus influents, un des auteurs démocrates les plus populaires parmi la jeunesse et les milieux estudiantins, pour devenir, comme tant d'autres, victime

de l'assoupissement et du découragement qui frappe les intellectuels russes à la fin du XIX° siècle.

En Russie même, il n'a jamais cessé entièrement d'être lu et après la révolution d'Octobre il a connu un regain de faveur qui n'est pas prêt de s'éteindre, mais il y est surtout populaire en tant qu'auteur de quatre ou cinq œuvres fréquemment rééditées (La famille Golovlev, incontestablement son meilleur livre et son seul véritable roman (1), Histoire d'une ville, Pochekhonie d'autrefois et quelques-uns de ses contes). Une nouvelle édition de ses œuvres est en cours de publication actuellement en U.R.S.S.

En Occident, il est quasi inconnu, même du public qui s'intéresse à la littérature russe, ou plutôt il en est presque oublié car il eut autrefois son heure de relative célébrité. Son premier cycle satirique, celui
qui lui valut ses premiers succès en Russie et établit sa réputation en
quelques semaines, les Esquisses, attira très tôt l'attention d'éditeurs
occidentaux, tout au moins en Allemagne et en Angleterre. Les premières traductions françaises de récits de Saltykov ne parurent que
bien plus tard, sous une forme fragmentaire et à tirage réduit. Nous
devons constater que l'humour très particulier du satirique russe, mêlé
de fantastique et d'absurde et qui rappelle un peu parfois le siyle de
Lewis Carroll, l'auteur d'Alice au pays des merveilles, semble plus accessible à la sensibilité anglo-saxonne qu'à l'esprit latin et de nos jours
encore le nombre de traductions anglaises de récits de Chtchedrine est
nettement plus élevé que celui des traductions françaises. Il faut le
déplorer...

Gorki estimait qu'il était impossible de comprendre l'histoire de la Russie de la deuxième moitié du XIX° siècle sans lire l'œuvre de Chtchedrine. Cette affirmation, même prise à la lettre, est à peine exagérée. On sait d'autre part que Lénine tenait les cycles satiriques de Saltykov en très haute estime et qu'il cite fréquemment l'auteur comme ses personnages.

\*\*\*

L'origine nobiliaire et les états de service du père de Saltykov, officier puis fonctionnaire relativement modeste, permirent au jeune Mikhail d'entrer à l'Institut noble de l'Université de Moscou puis au lycée impérial de Tsarskoe Sielo, transféré à Pétersbourg en 1844, pépinières de talents et d'idées généreuses. Si le futur écrivain put acquérir une solide instruction, il le dut entièrement aux institutions dont il fréquenta les cours et surtout aux personnes qu'il fréquenta, mais ce ne fut certes nullement grâce au milieu familial, nettement anti-culturel. L'écrivain décrira plus tard, à la fin de sa vie, dans Pochekhonie d'autrefois, la vie du domaine seigneurial russe dans la première moitié du siècle passé et cette évocation douloureuse, partiellement autobiographique, constitue sinon un démenti du moins un contrepoids aux descriptions de la Russie patriarcale telle qu'aimaient la voir les Slavophiles, comme par exemple dans La Chronique de famille de S. Aksakov, en venant révéler l'envers de la médaille et rappeler sur quelles réalités s'appuyait souvent ce patriarcalisme et ce que signifiait le servage.

La vie du lycéen Saltykov à Tsarskoe Sielo fut plus triste que celle de ses camarades, sa mère fort économe, le laissant pratiquement sans ressources. Son caractère déjà bien affirmé et quelque peu pointu, sa réserve et sa méfiance vis-à-vis des effusions ne le rendaient pas particulièrement sociable. Un de ses rares amis, I. Pavlov, l'entraînera à certaines réunions du cercle socialiste de discussions qui fera beaucoup parler de lui à la fin des années quarante, le cercle de Petrachevski, que fréquentait aussi Dostoevski. Comme bien des lycéens, il lit avec passion les articles du fougueux Bielinski, il fréquente les milieux littéraires. Dès

<sup>(1)</sup> Paru en français aux « Editeurs Français Réunis ».

sa jeunesse cependant, et durant toute sa vie, il sera hostile aux discussions abstraites, aux confrontations de vues de l'esprit détachées des réalités russes. Il faut insister sur le fait que si Saltykov, devenu jeune fonctionnaire et écrivain, fut intéressé par le socialisme utopique français, par Fourier, Proudhon, le romantisme des premiers socialistes russes le laissa plutôt sceptique. Son esprit critique particulièrement aiguisé et un fond de méfiance vis-à-vis des théories firent que si l'idéal socialiste le séduisait, aucun système ne le satisfaisait. Trop réaliste, ayant trop de bon sens, il ne put adhérer aux projets fantastiques des fouriéristes et, un peu plus tard, il dénonça même leur manie de vouloir tout réglementer jusque dans les moindres détails. Les abstractions et les vains bavardages eurent durant toute sa vie le don de l'irriter. Il avait d'ailleurs conscience de ce que la situation en Russie était tout autre qu'en Occident et de ce que vouloir transplanter les questions et les réponses, les problèmes et les « solutions » de la France bourgeoise dans la Russie de l'autocratie et du servage, c'était méconnaître les réalités les plus élémentaires.

\*\*\*

Ses premiers récits, plutôt médiocres, Les contradictions et Une affaire embrouillée (1847 et 1848) révèlent l'influence de Proudhon et de Herzen et reprenaient aux socialistes français l'idée de la pyramide sociale; en même temps, le jeune homme y affichait, comme plusieurs de ses contemporains, une attitude hostile envers Pétersbourg, la capitale bureaucratique, la ville inhumaine, dévoreuse d'hommes, « parasite toujours inassouvi », bouillonnant d'une agitation absurde et vivant à un autre rythme que le reste de la Russie. Or, en 1847-48, la situation était tendue en Russie même, on y pressentait l'orage qui allait s'abattre sur la France, la société pétersbourgeoise suivait avec fièvre les événements de Paris, aussi bien du côté du pouvoir que de celui des radicaux, qui tous deux pensaient aux répercussions possibles en Russie. Le 26 février 48, le tsar ordonnait la création d'un comité spécial dit comité Menchikov, qui surveillerait l'activité des censeurs, décidément trop libéraux. Une affaire embrouillée fut jugée dangereuse pour l'ordre existant. Saltykov fut arrêté et exilé à Viatka, ville de province, en punition de la « diffusion d'idées révolutionnaires ayant déjà ébranlé toute l'Europe occidentale ». Cet exil dans ce qui fut pour lui « une école très sale », suivant sa propre expression, dura sept ans (1848-1855); il dut faire appel à toute sa volonté pour ne pas s'enliser irrémédiablement dans ce marais que Herzen, qui y avait été envoyé dix ans avant lui, a décrit dans ses Mémoires. Devenu fonctionnaire horscadre auprès du gouverneur, il s'acquit une réputation d'homme incorruptible (on l'appelait « notre Mirabeau ») - chose rare parmi les fonctionnaires russes. Il eut aussi l'occasion de voir la vie de son pays comme peu d'écrivains eurent jamais l'occasion de la voir, sous tous ses aspects. Nommé conseiller en 1850, il fut placé à la tête de toutes les affaires économiques et administratives de la province de Viatka, contrôlant ainsi les magistrats et même la police locale. De même que Herzen écoutait autrefois les rapports du commissaire de police sur lui, Herzen, Saltykov - toujours surveillé par la gendarmerie - avait dans ses attributions la surveillance policière des suspects...

Les contrecoups de la guerre de Crimée étaient bien assourdis dans la lointaine province et lorsque Nicolas I mourut en 1855, la société fut frappée de stupeur. La même année, Saltykov recevait l'autorisation de s'installer à Pétersbourg. Mûri, fort d'une expérience que peu avaient connue, il se met à rédiger ses Esquisses de province qui paraîtront en 1856-57 et dans lesquelles il décrivait la situation retardataire de la province russe et s'appuyait sur la description de types sociologiques. A peine parues, les Esquisses remportèrent un succès considérable; le critique Dobrolioubov consacrait un article au cycle, le tirage de la revue qui les publiait dut être augmenté. Paradoxalement, la déportation avait eu sur le jeune homme un effet bénéfique, du point de vue littéraire s'entend, comme cela avait été le cas pour Pouchkine, en élargissant

dans plusieurs directions son champ d'observation et, par là, celui de la littérature russe. A cet égard, les Esquisses doivent être considérées comme un livre important, malgré les défauts formels de l'œuvre, plus important sans doute que le premier « roman paysan » toujours cité, Anton Goremykha de Grigorovitch (1847). Elles venaient à leur heure. Par la vigueur de la dénonciation de l'état de la province russe, cette œuvre presque documentaire, ethnographique, apparaissait au public comme une des plus audacieuses que l'on eût lues depuis longtemps, depuis le célèbre Voyage de Pétersbourg à Moscou de Radichtchev, paru à la fin du XVIIIe siècle. Malgré une série de plaintes contre l'auteur, Alexandre II, qui avait déjà annoncé son intention de principe de libérer les serfs et de procéder à de grandes réformes, nomma Saltykov vice-gouverneur de Riazan en 1858. Encore très modéré dans ses vues, Saltykov n'en désapprouvait pas moins la timidité de la politique gouvernementale et considérait comme insuffisantes les réformes mises en œuvre. Des conflits surgirent avec les autorités et il démissionna en 1862. Sa franchise brutale et l'exigeante honnêteté dont il faisait preuve (ces traits lui restèrent toute sa vie), son récit La calomnie, l'évolution même de ses idées et de la politique gouvernementale, comme sa déception croissante devant les événements, expliquent son option.

Dans ses cycles satiriques, notamment les Récits innocents et les Satires en prose, il adoptait une position de plus en plus radicale et s'en prenaît de plus en plus vigoureusement aux timorés. Sa satire sera désormais dirigée beaucoup plus contre les conservateurs que contre les réactionnaires. La dénonciation des « gens bien-intentionnés » va devenir désormais un des thèmes dominants ou sous-jacents de son œuvre. Aucun écrivain n'a jamais dénoncé avec autant de lucidité et de cruelle vérité la nature profonde d'un libéralisme de façade. Se joignant à la rédaction de la revue « nihiliste » Le Contemporain, au moment même où celle-ci était suspendue pour plusieurs mois et où son rédacteur Tchernychevski était arrêté, il se trouvait à un tournant de sa carrière. A la fin de 1864 cependant, irrité du dogmatisme et de l'étroitesse d'esprit dont faisaient preuve certains publicistes radicaux, Saltykov quitta la rédaction de la revue. Une dernière expérience dans l'administration tourna court. Durant un nouveau séjour à Riazan, il adressa à la revue Les Annales de la Patrie ses Lettres de la province dans lesquelles il dressait un tableau sombre de la province russe et de son peuple dépourvu de tout ressort, en même temps qu'il y attaquait les opportunistes de toute catégorie. Il fut alors invité à démissionner en 1868. Revenu à Pétersbourg, Saltykov se joignit à la rédaction des Annales. Il écrit alors beaucoup et bien. En quelques années, se succèdent une série de contes satiriques, les essais Signes de notre temps dans lesquels il brosse un tableau cruel mais perspicace de la situation politique en Russie, soumettant en même temps les libéraux à une attaque en règle, l'Histoire d'une ville (1869-1870), cruelle parodie de l'esprit de l'histoire de Russie, le cycle Les Pompadours (1863-1874) et Les Messieurs de Tachkent (1864-1872). Se faisant de plus en plus incisif, violent, témoignant d'un radicalisme de plus en plus poussé, l'écrivain concentre dans cette série d'œuvres son feu et son acide à la fois contre ceux qu'il appellera désormais « les rapaces », c'est-à-dire les représentants et les bénéficiaires de ce qu'on a appelé « le capitalisme sauvage », né après 1855 et qui connut un développement foudroyant en Russie entre 1870 et 1890, en même temps que sur tous ceux qui dissimulent leur conformisme ou leur peur de changements politiques et sociaux profonds derrière des discours modérés et bienpensants et des protestations de libéralisme purement formelles (Journal d'un provincial à Pétersbourg, 1872, L'asile Monrepos, 1878-1880, Discours bien-intentionnés, 1872-1876, Au pays de la modération et de l'exactitude, 1874-1875). Très vite, les réformes du règne d'Alexandre II et le résultat de ces réformes ne trouveront plus grâce à ses yeux. Son journal de voyage A l'étranger, fruit de deux séjours en Europe occidentale effectués en 1875-76 et en 1880, est extrêmement symptomatique. Comme chez la plupart des intellectuels russes, après un premier moment d'enthousiasme pour l'Occident et surtout la France, s'instaurent et prennent le dessus le dépit, la déception, souvent la colère. Dans son journal de voyage comme dans les Discours bien-intentionnés et d'autres œuvres encore, nous trouvons une critique, aussi perspicace que désabusée, des institutions occidentales, des régimes et systèmes politiques et sociaux de l'Europe, de ses « libertés ». Notons à ce propos qu'il serait difficile d'exagérer l'importance et la portée qu'ont eue pour la pensée russe des années soixante-dix et quatre-vingts la désillusion très profonde causée par les événements politiques que connaissait l'Occident, essentiellement la France vers laquelle on s'était tourné avec espoir auparavant. Le Second Empire, la guerre franco-prussienne, l'écrasement de la Commune de Paris et la répression menée par les Versaillais, l'avènement de III. République, le rôle et la puissance de la bourgeoisie et des commercants devaient produire une consternation et un désenchantement qui allaient très loin et qui influencèrent profondément la pensée démocratique russe dans le sens du rejet total de toute solution « modérée », de tout compromis, de toute voie parallèle au parlementarisme occidental, et cela chez ceux-là même qui au départ n'étajent nullement partisans de solutions de type maximaliste. Il y a à ce sujet chez Saltykov-Chtchedrine, comme chez son collègue l'essayiste Gleb Uspenski, des pages tantôt déchirantes, tantôt aussi vengeresses que cruelles.

En 1875, Saltykov commence à écrire son chef d'œuvre, La famille Golovlev, tableau le plus saisissant et le plus sombre que l'on ait jamais donné de la déchéance morale d'une petite famille de la noblesse provinciale russe ; les éléments autobiographiques entraient en ligne de compte dans la description non de la vie mais de la mort lente de cette maisonnée dont le « héros », surnommé Ioudouchka (petit Judas), créature paralysante, gluante et cauchemaresque, détermine le destin tragique. Ces années furent difficiles pour Chtchedrine, devenu rédacteur en chef des Annales de la Patrie. Obligé de peser chaque mot et de défendre contre ses adversaires idéologiques et contre les autorités sa revue menacée, il était plongé dans une atmosphère survoltée. Son cycle satirique Lettres à ma chère petite tante (la « tante » étant l'intelligentsia russe) trahissait nettement le climat de crainte de la police et surtout de peur de la vérité, dominé par les faux-semblants, qui s'était instauré en Russie. On était en pleine réaction. L'intelligentsia qui ne s'était jamais remise de l'échec du mouvement de « descente dans le peuple » était d'autant plus en proie au découragement que l'opinion publique, irritée par l'activité des disciples de Bakounine, était elle-même prise maintenant de lassitude et se détournait des affaires publiques et politiques. On sait comment cet assoupissement, venant après la crise des années 70, sera reflété dans la littérature de la fin du siècle ; Tchékhov notamment nous en apportera un témoignage, un diagnostic particulièrement lucides.

En 1884, les Annales étaient frappées d'interdiction. D'autre part, dans ses Lettres bigarrées et dans L'aventure de Kramolnikov, Chtchedrine adressait des pages amères au lecteur qui s'était détourné de lui. Ses curieux contes satiriques et philosophiques, particulièrement concis et originaux, dans lesquels la triste comédie humaine s'exprimait sous le masque tantôt du fantastique burlesque tantôt du monde animal, trahissent sa profonde amertume. Sa santé et son moral sont fortement atteints. Les dernières années devaient être bien tristes. Saltykov se retrouvait seul mais ne désarmait pas et dans son conte La nuit du Christ il flétrissait encore les « traîtres ». Si en 1886-87, il se penchait sur Les futilités de la vie et analysait leur action dissolvante sur l'homme, l'année suivante, l'écrivain au déclin de sa vie jetait un dernier regard en arrière et se tournait vers le monde de son enfance dans Pochekhonie d'autrefois. Parmi ses anciens compagnons, ceux qui étaient encore du nombre des vivants avaient abandonné le combat ; les disciples de Tolstoï étaient plus nombreux que ceux de Tchernychevski. Pour Saltykov, tout était maintenant nové dans la grisaille et ses dernières pages s'intitulaient sans ambiguīté Paroles oubliées. En avril 1889, il était terrassé par une attaque d'apoplexie; suivant son dernier désir, Saltykov fut enseveli non loin de Tourgueniev au cimetière de Volkhovo, à Pétersbourg, où aujourd'hui encore on peut voir les deux tombes voisines.

Une part considérable de l'œuvre de Chtchedrine est en quelque sorte « codée » et il n'est guère possible de parler de l'écrivain sans attirer l'attention du lecteur sur une forme littéraire et des procédés qui font du satirique une des personnalités les plus originales de la littérature russe. Les particularités souvent plutôt déroutantes de ses écrits et de son langage qu'il appelait lui-même « ésopique » en font aussi un des écrivains les plus difficiles. Ses cycles satiriques, dans lesquels il procède par allusions, faisant souvent appel à ce que les anglo-saxons appellent le « pure nonsense », l'absurde, mêlant le rêve et la réalité, utilisant parfois le fantastique, sont bourrés de références aux événements de son temps et constituent une encyclopédie de la vie russe dans la seconde moitié du 19° siècle, mais cette encyclopédie exige fréquemment, pour le lecteur actuel, une clef : une connaissance de faits, grands et petits, de l'histoire russe et des commentaires accompagnant presque chaque page de certains cycles. A côté de cela, il faut le souligner il y a dans l'œuvre de Chtchedrine, comme chez tout grand satirique, un aspect universel et éternel; on trouve chez lui une représentation et une analyse à la fois des vices et des faiblesses humains et des situations qui permettent à ces vices de s'épanouir et de se donner libre cours. Personne sans doute parmi les écrivains russes de son époque n'a été doué d'un sens historique aussi profond, d'une perspicacité et d'une prescience aussi aiguës, personne n'a compris aussi vite et aussi bien ce qui se passait sous ses yeux, le sens sociologique des grandes mutations, des mutations fondamentales qui se déroulaient sous ses yeux. Bien sûr, Chtchedrine n'avait pas prévu, ne pouvait prévoir dans son entièreté et sa complexité l'évolution de la situation politique en Russie après 1890, quoiqu'il ait pressenti certains aspects sociologiques de cette situation. Proche des populistes, dont dans bien des domaines essentiels, il ne partagea jamais entièrement les vues cependant, toujours indépendant de caractère, son activité littéraire se situe avant que se répandent en Russie les théories marxistes qu'il ne connut que de fort loin. Il serait dommage toutefois de ne voir en Chtchedrine que le témoin de son temps, le publiciste, l'idéologue et d'oublier l'artiste. Nous l'avons vu, l'écrivain utilisait des procédés littéraires intéressants et originaux, n'appartenant qu'à lui seul. Il faut insister sur le fait que le conteur ne s'en laissa jamais conter et qu'aucun écrivain russe n'a crevé autant de bulles de savon en ce qui concerne son temps. Penseur probe, lucide, intellectuellement indépendant mais toujours fidèle à ses convictions, il fut d'une tolérante intolérance vis-àvis des autres : s'il ne transigeait pas dans le domaine des idées qui étaient les siennes, le fanatisme ne le marqua jamais et l'inquiéta toujours, équilibre bien difficile à garder, comme on sait.

D'autre part, l'exemple de Saltykov illustre de façon particulièrement frappante ce phénomène si caractéristique de l'histoire de Russie au 19° siècle : le fait que depuis les Décembristes (sans oublier Radichtchev et Novikov dans la deuxième moitié du 18° s.), une part importante de la noblesse, bien souvent son élite culturelle et sociale, c'està-dire la classe qui était matériellement solidaire du pouvoir autocratique défenseur de ses intérêts matériels et de ses prérogatives, se retournait contre ce même pouvoir ; le vice-gouverneur Saltykov, s'il ne s'engagea jamais dans l'action conspiratrice et révolutionnaire comme « le prince anarchiste » Kropotkine le fit, a été bien plus qu'un timide « noble repentant », comme on disait en Russie, et, ayant foi dans le pouvoir destructeur et régénérateur des écrits, il a mené son combat avec une exceptionnelle constance et une rare clairvoyance.

\*\*\*

Les thèmes qui alimentent la satire de Chtchedrine sont très nombreux et il n'est pas possible de les passer en revue dans le cadre d'un bref article général. Pour situer la question et orienter le lecteur, contentons-nous d'en évoquer ou rappeler quelques-uns. L'une après l'autre, toutes les réformes du règne d'Alexandre II étaient mises en question, à savoir notamment la création d'une nouvelle bureaucratie, rajeunie, plus moderne, « éclairée », ou celle du zemstvo (commission s'occupant d'affaires locales, de l'administration, de l'enseignement, etc.); non seulement la nature et le résultat de ces réformes étaient tournés en dérision, mais nous avons vu que le libéralisme russe avait été la cible de la satire de notre auteur durant une bonne partie de sa carrière littéraire, de même que « l'esprit » de l'histoire russe et suriout la passivité et l'obéissance servile (Les Pompadours, Les messieurs de Tachkent, Discours bien-intentionnés, Au pays de la modération et de l'exactitude, etc.). Le système parlementaire, Gambetta, les opérettes d'Offenbach ou les romans de Paul de Kock ne trouvent d'ailleurs pas non plus grâce à ses yeux, pas plus que Mac Mahon ou Bismarck, Pour Saltykov, Paris est - devenu un désert qui regorge d'hommes -, le suffrage universel a engendré Napoléon III (il est difficile de dire qui, de Victor Hugo ou de Chtchedrine, détestait plus « le neveu de son oncle »...), Gambetta est digne d'être commissaire de police en Russie « où il en remontrerait aux autorités locales », il n'y a plus de pensée rayonnante en France, dans « cette République sans républicains », le " tapage " que l'on fait à la Chambre n'est de toute façon " que pour la forme », en Occident, « tout est à vendre et se vend », quant à l'Allemand, il se croit prédestiné à dévorer le monde entier (A l'étranger ) ...

Saltykov a mieux que quiconque perçu les suites de la libération des serfs, les changements sociologiques profonds survenus après la guerre de Crimée, l'ascension foudroyante de nouvelles classes et la ruine de la noblesse terrienne; personne n'a mieux que lui dépeint ces phénomènes à travers le persiflage de la satire. Les personnages de Razuvaev et de Koloupaev sont devenus en Russie des types bien connus de chevaliers d'industrie, grossiers et insolents, et leur nom s'emploie génériquement, comme on parle d'un Tartuffe, d'un Harpagon ou d'un Don Quichotte. Les grandes luttes idéologiques de son époque sont elles aussi abondamment reflétées dans les écrits de Chtchedrine dont les talents polémiques s'entrechoquèrent plus d'une fois, et violemment, avec ceux de Dostoevski. Malgré les innombrables embûches dont est semée son œuvre pour le lecteur moderne, Saltykov-Chtchedrine mérite d'être traduit, réédité, lu, étudié. Sa popularité est d'ailleurs grande en U.R.S.S.; son œuvre et son style original y ont fait l'objet de nombreuses études. En Angleterre et, à un moindre degré, en France, on le redécouvre lentement. Car si ses récits sont une mine de renseignements sur une époque fascinante et capitale de l'histoire de Russie, d'autre part, la critique littéraire actuelle reconnaîtra en lui un précurseur et non des moindres.

# André Miguel, voleur de feu

« André MIGUEL aux lèvres nues » (Achille Chavée).

« Les poètes dignes de ce nom refusent, comme les prolétaires, d'être exploités ... La poésie véritable est incluse dans tout ce qui affranchit l'homme de ce bien épouvantable qui a le visage de la mort. »

Cette phrase d'Eluard établit à merveille les coordonnées du créateur et de sa création; elle dit la potentialité révolutionnaire intrinsèque qui doit caractériser tout poète véritable. Elle démontre aussi que la poésie elle-même est subversive, dans la mesure où elle présuppose le changement en nous-mêmes, dans notre part intime et qui doit être dépassement sans cesse renouvelé.

Ainsi le poète est le pôle du sensible, lieu de solitude aux portes pourtant grand'ouvertes, où le cri se confond au rêve, mais constitue l'effraction incandescente, la violation du visible.

En cela André MIGUEL est un poète authentique. Comme Artaud — comme tous les vrais — il brise l'habituel, il casse le monde pour toucher la vie, il annule nos limites et nos frontières et la réalité devient cette vibration qui transforme jusqu'à la transparence. Finalement, désamorçant la mort — aux termes d'Eluard —, elle change et métamorphose.

Nous sommes au juste point où situer André MIGUEL.

- " Il y a pour lui une métamorphose essentielle : celle qui associe la sensualité et l'imagination, de manière à faire jaillir du réel ses significations les plus pures et les plus insolites.
- La sensibilité au réel, ..., amplifie, pense-t-il, nos façons habituelles de voir et de sentir et nous transporte dans un surréel éclairé de l'esprit des choses.
- » Pour lui la sensation ne devient poétique que lorsqu'elle a réussi à se dépasser vers un espace neuf où elle est livrée « à la multiplicité », « l'ubiquité », « l'agitation », « la mobilité », « la souplesse infinie des analogies ». (1)

Clair-obscur, alliance précieuse des contraires :

<sup>(1) «</sup> Toisons », Editions Gallimard, page 4 de couverture.

Je suis présent Moi Qui polis l'amour Temps d'hier que nous mouillions de nos salives Es-tu le même Que celui d'ici La nappe de paroles tombe comme un platane déraciné Les mots profanés retombent Les mots Dieux cruels craquent comme un feu de forêt (2)

L'instant grège, la plaine le toit presque neige (3)

- « Matières veloutées, fourrures vertes élasticité, diversité et mobilité des formes me font paraître dans un pin, dans un chêne, dans un cèdre, le pouvoir même de la métamorphose : celui de l'agilité à passer d'une ligne droite à des vibrations de courbes, d'un angle aigu de branches à des spirales en frondaisons, du polyèdre d'un fruit à l'extrême sinuosité des griffes dans l'écorce.
- " Le règne végétal procure le bonheur de voir et d'imaginer tout ensemble par le don d'intimer à la vue des sensations si neuves qu'elles cherchent, par l'élancement de leur étrangeté, à joindre aussitôt dans l'esprit leurs images et leurs significations intenses. » (4)

Là, effectivement, réside la transmutation à partir du langage. L'illumination de l'étrange surréalité frappe les paysages qui, grâce au regard, soudain chavirent et rejoignent l'extrême insoupconnné. Tout se dépasse et flambe.

Il est aussi question de paysages dans son roman « L'EQUILI-BRE » (5). Cette sensibilité sans cesse en éveil y approche du changement et en appelle à l'analogie pour nous plonger dans une réalité que l'on ne cesse de percevoir différemment :

" Les ombres étroites des cyprès se croisent sur les pierres tombales et forment des angles à la pointe desquels s'avive la lumière lunaire. Una luciole franchit le mur et clignote, lueur un peu rouge, à côté d'une étoile. » (6)

Mais ce roman est aussi autre chose. Presque une parenthèse, pourrait-on dire, dans son œuvre. Or il est clair que cet « Equilibre » est une clef au moyen de laquelle on peut saisir tout l'apport original de sa poétique.

Bien plus que les êtres qu'il décrit - magistralement et avec finesse - et le drame qu'il échafaude peu à peu, il campe sa propre figure. C'est finalement la question de survie du créateur confronté au sens du contradictoire.

L'analogie, encore une fois, extirpe le feu, sous l'apparence anodine et camouflante du quotidien, du familier.

Ce récit captivant et angoissé assume l'étrange et - côloyant le vide - dépasse le réel.

A première vue, on pourrait distinguer chez André MIGUEL deux démarches. L'une sous le signe de cette « métamorphose transparente »,

<sup>(2)</sup> Ibidem, page 21, Cette fine pointe de Soleil.

 <sup>(3) «</sup> Toisons », page 37, L'Instant grège.
 (4) Ibidem, page 7, Toison.
 (5) « L'Equilibre », Editions Gaillmard.

<sup>(6)</sup> Ibidem, page 104.

l'autre s'appelant « le baroque moderne ». Lui-même les a ainsi déterminées.

Bien qu'il s'agisse de deux stylistiques différentes, voire opposées, toutes deux obéissent néanmoins au seul souci d'être en état d'écoute et d'appréhender des rapports neufs.

Ses recueils " TEMPS PYRAMIDAL " et " FLEUVE-FORET " (7) poursuivent cette perception au moyen de la - communion amoureuse -.

> Une sphère de jour Se dissout dans la transparence lointaine Une fable noirâtre de nuages Couve Un bois léger de roux printanier Grondement de tonnerre Clignement de feu

Une lumière dorée comble Nos millions de regards Un vent vif nous explore

(9)

(8)

A cette poésie de quintessence il convie les arbres, les plantes, la lumière surtout, les éléments. Matériaux ennoblis enchâssés dans ce tout dont chacun de ses poèmes est une synthèse inaltérable. Bâtis sur l'instant - hors de lui, faut-il le dire - ils en obtiennent la prise de vie. Les choses simples ont franchi la mort et sont incandescentes,

Mais on ne peut négliger cet autre aspect de son œuvre, ce baroque, qui, nous l'avons dit plus haut, le complète. Il s'agit de poèmes-dynamite, cartouches d'humour, déjà chers à Chavée.

Ils collaborent à la démystification de nos mentalités, de nos habitudes. Ils refusent l'aliénation - aux termes marxistes - de la vie. Ils participent à plus d'un titre à cet inconscient collectif où tout semble mais ne l'est-il pas ? — brûlé d'avance.

Sous ces formes de bradage de la parole, sous ces jubilations, ces effervescences apparaît l'inanité du langage-finalité. Ce n'est plus seulement l'image vécue de l'absurde, mais une colère satirique contre les incohérences de notre monde.

#### ROI ERRANT

Des lacis de tubes spirales lumineux De hauts globes pleins d'yeux vineux méchants le feu Sanglant courant dans les fours Dix tonnes de glandes D'animaux martiens pour obtenir cinquante Gouttes d'élixir de longue vie Dites-moi Monsieur Loyal Où est le roi notre bon roi Dagobert qui mettait sa culotte à l'envers Le Roi Dagobert n'est pas mort Monsieur il erre Dans les espaces galactiques supérieurs Où il essaie ô pauvre roi pour son malheur De mettre son vêtement spatial à l'endroit. (10)

Mais André MIGUEL émerge toujours du non-sens qu'il assume, Sous des aspects ludiques (d'ailleurs secondaires) il atteint ainsi à « l'envers du mensonge », à ce sentiment de nudité d'où naît une lucidité bien de notre temps, et où se fait évidente, à plus d'un égard, la fin de

<sup>(7)</sup> H. Fagne, éditeur (1967) - (1968) (8) « Temps Pyramidal », ibidem, page 14. (9) « Fleuve-Forét », ibidem, page 19. (10) « Fables de Nuit », P.J. Oswald, éditeur, page 43.

la pensée rationaliste, brûlée déjà par la parole et les poètes. Et en attendant mieux.

. . .

ANDRE MIGUEL. Né à Ransart en 1920. Etudes de philologie romane. A vécu dix-sept ans dans le midi de la France. Collabore à de nombreuses revues littéraires. Animateur d'émissions culturelles à Radio-Namur. Auteur d'un remarquable essai sur Achille Chavée, paru dans la collection « Poètes d'Aujourd'hui » chez Pierre Seghers.

Considéré comme chef de file par beaucoup de jeunes poètes, il est aussi un des meneurs de la contestation de la sclérose et de l'académisme paternaliste, ronflant et désuet des lettres belges.

# Poèmes inédits

## **VOLS BLANCS**

Ciel de plomb à l'ouest Ciel serein à l'est

Les pattes grattent le zinc de la corniche Des claquements d'ailes une tache blanche A deux pointes frémissantes puis L'étale confiance en l'air Le vol plané

Des aigrettes de lumière Traversent les vitres

Les folles plantes se mêlent En fouillis gigantesque Qui allume l'esprit Efface les signes Sur le sable idéel

La totalité du monde et de l'être Bourdonne en nos poitrines

# JAILLIR

Je n'avance pas vers tel taillis De noisetiers je ne touche pas Les amandes éparses sur le plateau d'osier Je ne lèche pas de l'œil la pelouse Je ne suis pas un battement d'ailes Vers la moulure d'une armoire Là où je vous cherche vous n'êtes pas Là où je vous nie vous êtes un peu plus

Là où pousse et ramifie le vert tendre De l'os rompu

Je ferme les yeux je m'immobilise Un moment pour jaillir neuf et frais Dans ton épaisseur chaude

La vie est un chant touffu De fougères et de racines

### AU COMMENCEMENT

Glisse-toi dans le duvet de l'herbe Battements clignements au bord de l'eau Des brindilles s'amassent au pied du hêtre

Les ombres et les verdures se superposent Un filament s'abrite Bleu Sous un arbre

Au bout de l'allée le vent fait battre la tôle Les aspérités du mur de ciment ont la rêche Monotonie de la patience Tu es belle Et douce dans mes yeux Le cliquettement Du pêne lézarde le vieux temps

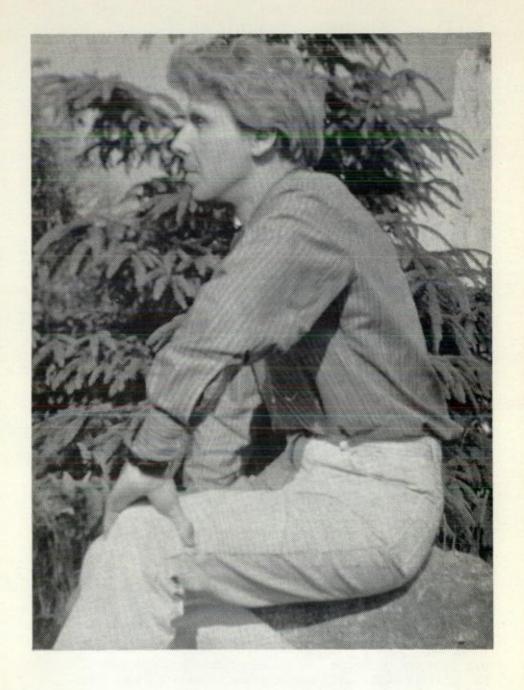
# D'UN PAYS PROCHE

La voix de l'ombre murmure dans les allées

Le ciel est plumeux L'eau s'éveille

Le noyau se détend la pierre ouvre Ses lèvres le feu cherche une échappée C'est l'instant des cimes Et de la plaine sans fin

Où le cèdre argenté tourne lentement Sur lui-même il y a toutes les collines Crépues au-delà et le rose fané Des hautes cheminées Sous lesquelles on cuit les briques



## Bibliographie d'André Miguel

#### POESIE

La Métamorphose transparente
ONOO, Editions Iô, 1954
TOISONS, Gallimard, 1959
TEMPS PYRAMIDAL, H. Fagne, 1967
FLEUVE-FORET, H. Fagne, 1968
Le Baroque moderne
ORPHEE ET LES ARGONAUTES, Le Capricorne, 1949
FABLES DE NUIT, P.J. Oswald, 1966
L'ERRANCE (à paraître)

#### ROMAN

L'EQUILIBRE, Gallimard, 1961

#### THEATRE

CEIL POUR DENT, créé à Radio-Montpellier et Radio-Toulouse en 1963 LES CHATS SIAMOIS, créé à Radio-Montpellier et Radio-Toulouse en 1964

UNE JOURNEE IMMOBILE, créé à France-Culture en janvier 1968 LE LEZARD CASQUE, créé à France-Culture, en décembre 1969 BARRIR A LA LUNE,

SOLITUDE-TAMBOUR, créé à France-Culture en mars 1969 ARAIGNEE GEANTE, créé à Radio-Sottens, en mars 1970 LEGION.

LA MULTIPLICATION.

# A propos de bons et de mauvais marxistes

Pierre Joye nous adresse les remarques suivantes :

Le dernier numéro des « Cahiers marxistes » a publié un article de notre ami Jacques Nagels dont une phrase a particulièrement retenu mon attention. Evoquant les sentiments anti-capitalistes de beaucoup de jeunes, il écrit qu'il s'agit là d'un « refus d'intégration à ce que les idéologues bourgeois et les mauvais marxistes appellent le « néo-capitalisme ».

J'admire la belle assurance avec laquelle Nagels fait le partage entre les « bons » marxistes et les « mauvais ». Et j'ajoute aussitôt que si ses critères sont valables, je me range résolument parmi les « mauvais », ce qui est peut-être déjà prétentieux puisque Marx déclarait que, lui, il n'était pas « marxiste » du tout.

Comme certains lecteurs des « Cahiers » pourraient être moins insensibles que moi aux excommunications doctrinales, je voudrais toutefois indiquer, à leur intention, pourquoi je parle plus volontiers de « néocapitaliste » que de « capitalisme monopoliste d'Etat » pour désigner le

capitalisme contemporain.

En fait, il s'agit d'une controverse déjà ancienne et j'ai déjà eu l'occasion d'en débattre publiquement avec des camarades du P.C. français, qui sont du même avis que Nagels, au cours d'un colloque consacré au capitalisme monopoliste d'État qui se tint en 1966 à Choisy-le-Roi.

Je le dis tout de suite, cette controverse porte seulement sur les mots car la plupart des marxistes, bons ou mauvais, sont aujourd'hui à peu près d'accord sur le fond, sur les caractéristiques de ce que l'on entend désigner : la phase actuelle du développement du capitalisme, qui se distingue autant du capitalisme des monopoles décrit par Lénine que celui-ci se distinguait lui-même du capitalisme classique de libre concurrence analysé par Marx.

Une des caractéristiques les plus importantes du capitalisme contemporain est l'interpénétration des forces des monopoles et de celles de l'Etat en un mécanisme unique destiné à assurer le fonctionnement du système.

L'expression « capitalisme monopoliste d'Etat » a l'avantage d'indiquer les deux forces qui constituent ce mécanisme unique : les monopoles et l'Etat.

Sans doute n'est-elle pas parfaite. D'abord parce qu'elle risque d'être confondue avec la notion de « capitalisme d'Etat » (qui désigne une forme spécifique de propriété, la propriété étatique de certans moyens de production). Et ensuite parce qu'elle n'indique pas clairement quels rapports unissent l'Etat et les monopoles, ce qui aboutit parfois à des conceptions très différentes de ces rapports. (Dans la définition stalinienne du « capitalisme monopoliste d'Etat », l'Etat est purement et simplement au service des monopoles, alors qu'il est à présent assez généralement admis qu'il s'agit plutôt de la conjonction de forces indépendantes — celles des monopoles et celles de l'Etat — qui s'unissent pour atteindre des buts déterminés mais entre lesquelles il peut exister des contradictions).

L'expression « capitalisme monopoliste d'Etat » n'en est pas moins celle qui caractérise le mieux le capitalisme contemporain car le terme « néocapitalisme » n'indique rien de bien précis sur ses traits spécifiques. A cet égard, l'expression allemande « Spätkapitalismus » (capitalisme tardif) et celle du capitalisme « maturo » (mûr), qui est parfois utilisée en italien, sont plus heureuses.

Si elle est plus exacte, l'expression « capitalisme monopoliste d'Etat » a néanmoins un gros défaut : elle ne passe pas la rampe, elle est inutili-

sable en pratique.

Pour tourner la difficulté, nos camarades du P.C. français ont donc pris l'habitude de la remplacer par des initiales dans leurs discours et leurs écrits : ils disent « CME », tout simplement. Et nos camarades de la R.D.A. font de même. « Staatsmonopolistisch kapitalismus » étant difficile à prononcer plusieurs fois de suite, ils disent « Stamokap »!

C'est ingénieux, mais seuls les initiés savent de quoi il s'agit.

C'est pour cette raison fort terre-à-terre que je préfère utiliser le mot « néocapitalisme » qui a le gros avantage d'être commode et d'être

entré dans le langage politique courant.

Les objections qu'on formule parfois contre l'emploi de ce mot ne me paraissent pas convaincantes. Faudrait-il proscrire ce terme parce que le préfixe « néo » pourrait faire croire — comme les tenants du régime le prétendent — que le capitalisme s'est tellement « renouvelé » qu'il s'est débarrassé de ses tares? Le préfixe « néo » n'a rien de laudatif. Il suffit de penser au « néocolonialisme » pour ne prendre qu'un exemple.

Pour le reste, si nous devons nous efforcer d'utiliser un langage aussi exact que possible, n'oublions pas que ce langage doit être compréhen-

sible.

Pour les communistes, c'est particulièrement important, car il nous arrive encore trop souvent de l'oublier. Or si nous voulons être compris, nous devons employer un langage accessible à tous et non le jargon intérieur du parti.

## Ont collaboré aux « Cahiers Marxistes »

Agnès ARNOUL Jacques ARON Jean BLANKOFF Jean BLUME Philippe BOESMANS Marc BRAET Jacques BRIERE Segundo CASTRO Raymond CEUPPENS Achille CHAVEE Francis CHENOT Bernard DANDOIS Jan DEBROUWERE Louis DELTOUR Chantal DE SMET Urbain DESTREE Edmond DUBRUNFAUT Augustin DUCHATEAU Elie ELIA Jean-Claude FAIDHERBE Roger FOULON Piet FRANTZEN Paule HERLA Pierre JOYE Johan KAHK Bogdan KAVCIC Zygmunt KOCZOROWSKI Jean LAITAT Rosine LEWIN René LONNOY Frans MASEREEL Jacques MOINS Jacqueline MOULIN Walter MULLER Jacques NAGELS Marc NEYMARC Georges PAPY Albert PHILIPPE Claude RENARD Renato SANDRI René SCHOONBRODT Roger SOMVILLE André SOREL Maxime STEINBERG Andrée TERFVE Jean TERFVE Francis TESSA Jan VERWEST Charly VIENNE Jacques YERNA

# Le prochain numéro des « Cahiers marxistes » paraîtra en décembre 1970

	Abonneme	nt annu	annuel		de soutie		:	200		F	minimum		
	Abonneme	nt annue	el	ordi	inaire	:						140	F
	Vente au	numéro	:									40	F
à	verser au C.C.I	P. de la	F	onda	ition	J.	Jac	qu	em	ott		1887. ruxell	

Cette revue est imprimée par la



SOCIETE POPULAIRE D'EDITIONS RUE DE LA CASERNE, 33-35 1000 BRUXELLES - Tél. 12.87.00

IMPRESSIONS EDITIONS PUBLICITE

## ERRATUM

Le prochain numéro des « Cahiers Marxistes » paraîtra en mars 1971.